

DES BELGES ONT COMMENCÉ À SAUVER LA PLANÈTE

PORTRAITS DE FEMMES ET D'HOMMES
PÂSSES À L'ACTION PRÈS DE CHEZ NOUS

CHRISTOS DOULKERIDIS
ET CAROLINE CHAPEAUX


Editions Etopia

DES BELGES ONT COMMENCÉ À SAUVER LA PLANÈTE

REMERCIEMENTS

Merci à toutes les femmes et les hommes qui ne sont pas repris dans ce livre et qui auraient sans aucun doute mérité de s'y retrouver / Merci d'avance à toutes celles et ceux qui vont reprendre le flambeau / Merci à nos deux photographes, Jean-Louis Brocart et Benjamin Brolet pour leur travail magnifique / Merci à Eric Luyckx pour sa belle réalisation graphique / Merci à Elvira Puttevils, Vincent Degrelle, Laurence Lambert, Hugues Latteur, Grégoire Clerfayt, Geoffroy De Schutter, Joëlle van den Berg, Benoît Thielemans, Benoît Derenne, José Daras pour nous avoir aidés à défricher les différents secteurs abordés et à pointer les personnalités susceptibles de se retrouver dans ce livre / Merci tout particulièrement à Marie-Eve Van Linthout et Ariane Dierickx pour leur relecture patiente et précieuse et leurs conseils en écriture / Merci à notre éditeur adoré, Christophe Derenne, pour sa confiance, sa patience et ses conseils avisés / A Marie-Laurence, Nourdine, Marie, Mélusine, Eva, Sarah, Sébastien, Brigitte, Eric, Martine, Thilde, Véronique pour leur soutien permanent / A Ryan dit *Riksje Thème* / A Savannah, Léo, Max, Jerry, Medhi, Leïla, Alexandre, Justine, Lisa et Sarah, et tous les autres enfants pour qui nous avons eu envie d'écrire ce livre.

DES BELGES ONT COMMENCÉ À SAUVER LA PLANÈTE

**PORTRAITS DE FEMMES ET D'HOMMES PASSÉS À L'ACTION
PRÈS DE CHEZ NOUS**

**CHRISTOS DOULKERIDIS
ET CAROLINE CHAPEAUX**



Editions Etopia

DISTRIBUTIONS EXCLUSIVES :

Belgique :

Diffusion Nord-Sud, 150 rue Berthelot à 1190 Bruxelles
Tél.: + 32 2 343 10 13 / Fax : + 32 2 343 42 91

Autres :

Etopia, 52 avenue de Marlagne à 5000 Namur
Tél. : + 32 81 22 58 48 / Fax : + 32 81 23 18 47



etopia

centre d'animation
et de recherche
en écologie politique

Espace Kegeljan
av. de Marlagne 52
5000 Namur

info@etopia.be
www.etopia.be

ISBN 978-2-930558-02-8
Imprimé en Belgique
Dépôt légal D/2009/11.983/3.

Mise en page : metadesign.be

Tous droits de reproduction, par quelque
procédé que ce soit, d'adaptation ou de
traduction, réservés pour tous pays.
© Etopia

Table des matières

Introduction	9
<hr/>	
UN SOIXANTE-HUITARD LES PIEDS SUR TERRE, LA TÊTE DANS LE VENT	
BERNARD DELVILLE, HOUYET	
Ingénieur, inventeur et promoteur de la première éolienne des enfants	12
<hr/>	
QUAND LA RÉSISTANCE SOCIALE CONDUIT À L'AGRICULTURE SAINTE	
JEAN FRISON, ATH	
Agriculteur, co-fondateur de Coprosain-Agrisain	22
<hr/>	
UNE PROMESSE D'ENFANT AU SERVICE DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES	
NELLY FILIPSON, BRUXELLES	
Fondatrice du centre 'Nos Pilifs'	32
<hr/>	
UN ALPINISTE N'A PAS FORCÉMÉNT PEUR DE SOULEVER DES MONTAGNES	
ALAIN HUBERT, BRUXELLES	
Guide de montagne, explorateur, fondateur de l'International polar foundation	40
<hr/>	
LA DERNIÈRE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR L'HUMANITÉ EST CELLE DE L'ÉDUCATION	
JEAN-MICHEL LEX, EUPEN	
Enseignant, coordinateur environnement de l'Institut Robert Schuman	50
<hr/>	
3,50€ POUR UN POTAGE, UN PLAT, UN DESSERT ET UNE BOISSON BIO ? OUI, C'EST POSSIBLE	
PHILIPPE RENARD, LIÈGE	
Restaurateur, il a converti la cantine d'Ethias en restaurant bio	60
<hr/>	
QUAND LA MODE VA PLUS LOIN QUE LE GREEN WASHING	
MARIE CABANAC, BRUXELLES	
Créatrice de la société Ethic Wear, une des pionnières de la mode éthique en Belgique	70

LE TOURISME DURABLE POUR PROTÉGER LA NATURE ET CRÉER DE L'EMPLOI	
IGNACE SCHOPS, GENK	
Fondateur du premier parc national d'écotourisme	80
DONNER À CHACUN LE GOÛT DE RÉFLÉCHIR ET D'ENTREPRENDRE AUTREMENT	
THOMAS LEMAIGRE, BRUXELLES	
Cofondateur et directeur de l'agence de presse Alter	88
JOUER SUR L'IMAGE DE MARQUE DES MARQUES	
CAROLE CRABBÉ, LOUVAIN-LA-NEUVE	
Coordinatrice de la Campagne Vêtements Propres en Belgique francophone	96
QUAND LA NATURE NOUS SERT DE GUIDE	
GAUTHIER CHAPELLE, BRUXELLES	
Initiateur de Biomimicry Europa, l'association de promotion du biomimétisme en Europe.	104
UNE BANQUE 100% DURABLE EST PLUS AUDACIEUSE ET PAS MOINS RENTABLE	
OLIVIER MARQUET, BRUXELLES	
Directeur de Triodos	114
NOSTRADAMUS DES TEMPS MODERNES	
JEAN-PASCAL VAN YPERSELE, CORROY-LE-GRAND	
Vice-président du GIEC	122
LE RÉALISME DE L'ÉCONOMIE SOCIALE	
WILLIAM WAUTERS, HERSTAL	
Président et administrateur délégué du groupe Terre.	134
FORMER AUX NOUVEAUX MÉTIERS DE L'ÉCOLOGIE	
CATHERINE BLIN, NAMUR	
Cofondatrice de l'Institut Eco-Conseil	142
LA PRODUCTIVITÉ TOTALE C'EST LA POLLUTION ZÉRO	
GUNTER PAULI, BRUXELLES/JAPON	
Fondateur de l'Institut de Recherche ZERI	150

L'ARCHITECTURE ÉCOLOGIQUE, AU-DELÀ DU GADGET VERT	
SEBASTIAN MORENO VACCA, BRUXELLES	
Administrateur d'A2M, bureau d'architecture spécialisé dans la construction passive.	160
MONTRER AU MONDE ÉCONOMIQUE QUE CONSTRUIRE AUTREMENT, ÇA MARCHE	
SOPHIE LE CLERCQ, BRUXELLES	
Administratrice de CIT Blaton, premier bureau passif à Bruxelles.	168
LE FINANCIER VERT HYPERKINÉTIQUE	
LAURENT MINGUET, LIÈGE	
Fondateur d'entreprises de développement durable	174
LA PIONNIÈRE DU COMMERCE ÉTHIQUE	
PETRA VAN LOOK, KEERBERGEN/ITALIE	
Fondatrice des Oxfam-Wereldwinkels en Flandre	182
LE GAUMAIS QUI VOULAIT CONSTRUIRE DES VOITURES PROPRES	
YVES TOUSSAINT, LIÈGE	
Fondateur et administrateur délégué de Green Propulsion	190
L'ARCHITECTURE SOCIALE EST FORCÉMENT DURABLE, ET INVERSEMENT	
LUC STIJNEN, WESTERLO	
Directeur de la société de logements sociaux basse énergie Zonnige Kempen	196
COMBATTRE LA FAIM DANS LE MONDE AVEC DU SOJA	
PHILIPPE VANDEMOOORTELE, KNOKKE	
Fondateur d'Alpro, leader européen des produits alimentaires à base de soja	206
LA ROUTARDE DES SOINS INFIRMIERS	
EMILIE MEESSEN, BRUXELLES	
Coordinatrice d'Infirmiers de rue	214
GLOSSAIRE	222

INTRODUCTION

Le mouvement écologiste existe depuis plus de trente ans. Je l'ai rejoint il y a vingt ans. Si je reste aujourd'hui profondément convaincu par cette phrase de Nicolas Hulot qui dit que « l'écologie est une magnifique occasion, peut-être même l'ultime occasion, de redonner du sens au progrès », je suis aussi interpellé par un double constat.

D'un côté, il y a eu ces dernières années un bond en avant extraordinaire dans la sensibilisation aux enjeux de l'écologie et du développement durable. Presque plus personne n'ose aujourd'hui contester qu'il faut s'attaquer aux pollutions, aux inégalités sociales, au réchauffement climatique, aux grandes épidémies, à la crise alimentaire, aux conséquences de l'accumulation des déchets, aux problèmes de santé liés à certains choix économiques ou à certaines manipulations génétiques. Plus un seul jour ne passe sans que nos médias ne nous rapportent une enquête alarmante sur l'un de ces sujets.

D'un autre côté, nous devons constater que nos sociétés ne sont toujours pas prêtes à répondre à ces défis de façon structurelle. De grands pays n'ont pas encore ratifié le protocole de Kyoto ni rejoint la communauté internationale dans le constat de la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique et par conséquent dans la volonté de s'inscrire dans des programmes ambitieux de lutte contre ce phénomène. Ce constat porté initialement par des citoyens, des scientifiques ou des associations qualifiés tout à tour de sombres contestataires, de gentils farfelus, de joyeux naïfs, voire de dangereux terroristes, a connu sa reconnaissance ultime lorsque les membres du GIEC, parmi lesquels un de nos Belges, ont reçu le plus officiellement du monde le prix Nobel de la Paix en novembre 2007 pour leurs travaux mettant précisément en avant l'urgence d'une action humaine dans le compte à rebours pour sauver la planète. Prix partagé ex-æquo, pour son travail de sensibilisation à travers le monde, avec Al Gore, ce candidat malheureux aux élections présidentielles américaines de 2004 qui reçut une formidable revanche internationale

dans son face-à-face perdu avec Georges Bush, un des derniers Présidents à refuser justement l'évidence de la responsabilité.

Ce double constat contradictoire est à la base de ce projet. Abordée d'un point de vue individuel, la tâche paraît tellement énorme. Les réponses semblent souvent complexes – on trouve toujours une bonne raison pour ne pas changer ses habitudes –, controversées – faut-il vraiment sortir du nucléaire ? –, voire inexistantes – la voiture, le climatiseur ou l'avion écologique doivent encore être inventés parmi des milliers d'autres produits. Et les préjugés persistent : l'écologie serait une contrainte et un frein au développement économique, voire même social. De là à penser que la solution viendra d'ailleurs ou plus tard, il n'y a qu'un pas qui, s'il est franchi, conduit à la réaction qui consiste à ne (presque) rien faire.

Bien sûr, ce livre ne réussira pas à résoudre ces contradictions ni à répondre à toutes les questions posées. Sa seule ambition est de montrer que, tout près de chez nous, et sans attendre que toutes les réponses aient été trouvées, des femmes et des hommes ont commencé à construire des solutions concrètes dans la plupart des domaines, de l'alimentation à l'énergie, en passant par la mode, la finance ou la construction, pour sauver la planète. Modestement, il fait le portrait de quelques-uns d'entre celles et ceux, connus ou moins, qui ont ouvert la voie. L'idée vient d'un livre publié en 2004 intitulé « 80 hommes pour changer le monde¹ ». Ce livre écrit par Sylvain DARNIL et Mathieu LE ROUX raconte quatre-vingt histoires de femmes et d'hommes rencontrés aux quatre coins de la planète qui prouvent que les initiatives de développement durable ne sont pas que des lubies de fanatiques ou d'utopistes naïfs mais des entreprises concrètes qui marchent.

Avec ETOPIA, centre d'animation et de recherche en écologie politique, nous avons décidé de nous lancer dans ce projet d'écrire le portrait de « Belges qui ont commencé à sauver la planète ». Ces voisins de nos quartiers qui incarnent le développement durable dans des exemples de réussite, dans une somme d'innovations judicieuses ou tout simplement courageuses pour la planète. Sélectionner ces femmes et ces hommes n'a pas été simple. C'est une démarche subjective, forcément, dont l'objectif n'a jamais été de tracer le who's who du développement durable belge. Le

choix des personnes s'est fait davantage dans le caractère exemplatif de leur personnalité et dans la nature reproductible de leur démarche. Nous n'avons pas cherché à trouver la personne la plus méritante de chaque secteur. Aux personnes qui ont de bonnes raisons de croire qu'elles le sont et qui ne se retrouvent pas dans ce livre, nous présentons nos excuses si elles se sentent lésées et nos remerciements pour ce qu'elles ont réalisé et qui aura très certainement influencé les autres. En particulier, nous n'avons repris personne du monde politique ou des administrations publiques, alors que nous sommes évidemment conscients du rôle important qu'ils jouent dans la construction du changement.

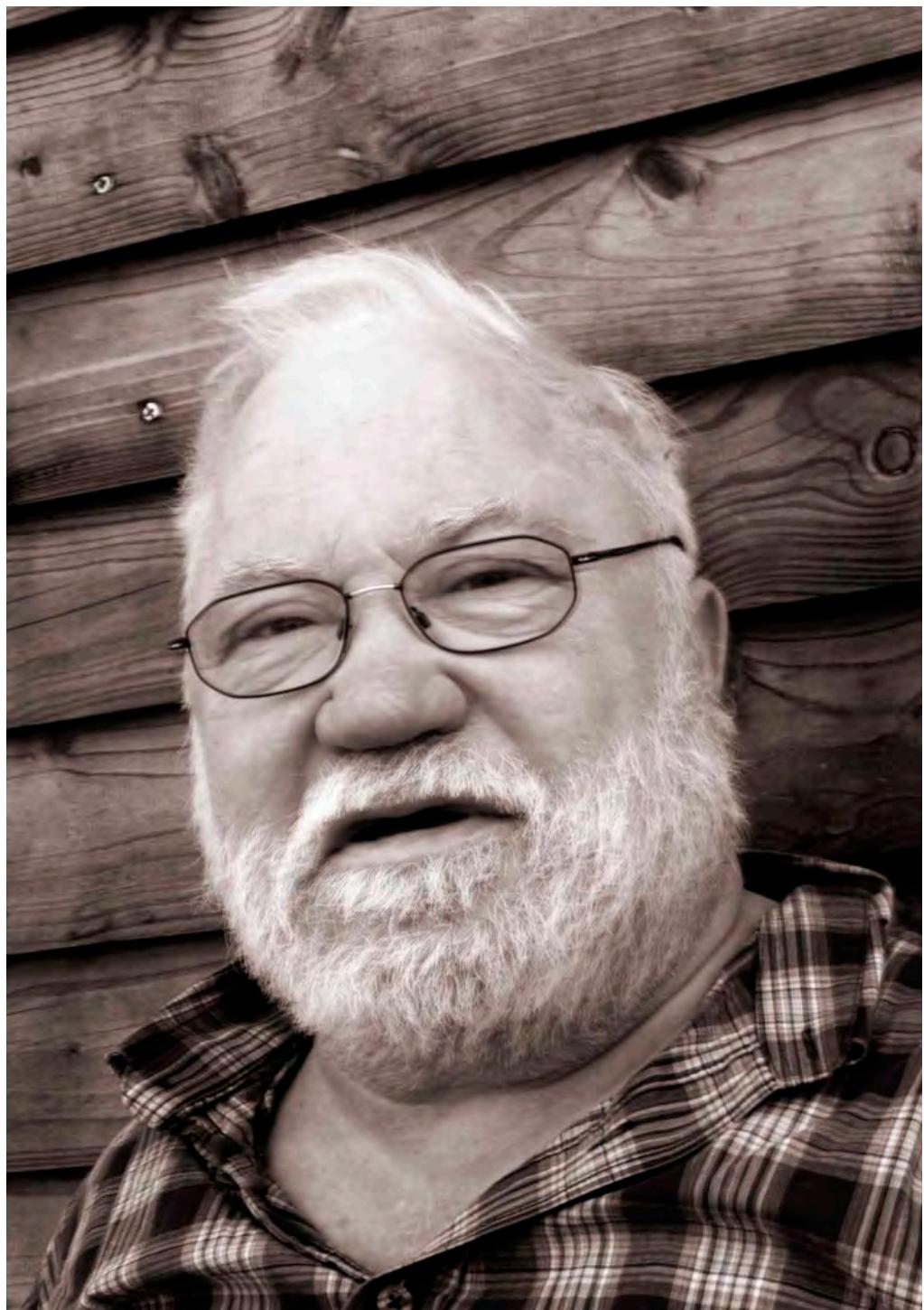
Rencontrer ces femmes et ces hommes a eu sur nous un effet grisant et très encourageant. Nous avons été marqués par la diversité de leurs profils. Nous aurions pu tenter de les classifier. Il y aurait des colibris, qui ont compris qu'un fleuve est d'abord composé de quelques gouttes ; des fosbury qui contre l'avis de tout le monde ont commencé à inverser une tendance ; des robins des bois qui feraient tout pour sauver la veuve et l'orphelin de la menace qui plane sur nos forêts ; des seigneurs qui, ne connaissant pas les limites de leur pouvoir, parviennent à soulever des montagnes ; des félés qui, ignorant tout réalisme, en viennent à être créatifs là où tous les autres sont bloqués ; des vétilleux qui, dans leur obsession méticuleuse et acharnée du moindre détail prouvent qu'on peut aller plus loin que prévu ; des opportunistes aussi qui ont su très vite exploiter un filon globalement positif pour tous... Mais ce que nous retiendrons le plus de ces très belles rencontres avec nos Belges, c'est qu'elles nous montrent que si la route est longue, certains l'ont déjà entamée... tout près de chez nous. Notre plus grand espoir est que ces portraits vous donnent l'assurance ou le désir de rejoindre leur mouvement. Celui des femmes et des hommes qui ont commencé à sauver la planète.

CHRISTOS DOULKERIDIS

¹ « 80 hommes pour changer le monde » par Sylvain DARNIL et Mathieu LE ROUX aux éditions JC Lattès, 2004

UN SOIXANTE-HUITARD LES PIEDS SUR TERRE, LA TÊTE DANS LE VENT

**BERNARD DELVILLE, HOUYET : INGÉNIEUR, INVENTEUR ET
PROMOTEUR DE LA PREMIÈRE ÉOLIENNE DES ENFANTS**



© JEAN-LOUIS BROCARD

Bernard est notre première rencontre dans le cadre de ce projet. Une des meilleures aussi, si l'on connaît notre volonté de départ de raconter une histoire de vie. A la fin de la journée, nous avons été pris d'un bel enthousiasme, celui d'avoir trouvé notre premier portrait. Celui aussi de conforter la conviction de Christos qu'un tel livre était réalisable en Belgique.

Avril 2006. Il est un peu plus de neuf heures lorsque nous quittons Bruxelles, en route vers la commune de Houyet, à deux pas des Ardennes. Bernard Delville nous y a donné rendez-vous au bas d'une de ses éoliennes. L'Ingénieur civil des mines nous est présenté comme un trouveur quand d'autres sont des chercheurs. En 2006, il lance dans les alentours de Mesnil-Eglise, son village, une première mondiale : la construction d'une éolienne dont les actionnaires sont des enfants. Un beau pied de nez à la centrale nucléaire de Chooz, proche d'une vingtaine de kilomètres, et dont on aperçoit les fumées sur notre route.

L'éolienne est impressionnante vue d'en bas. Construite à l'initiative de notre ingénieur-trouveur deux ans plus tôt, elle trône fièrement sur les hauteurs du village de Finneaux, voisin de Mesnil-Eglise. Ses pales tournent en silence, se jouant de certains préjugés.

Mais voilà qu'arrive au loin Bernard Delville. Nous n'avions pas encore pris la peine de l'imaginer. Nous savions juste qu'il était jeune depuis un certain temps déjà. Posé sur une Suzuki, veste en cuir, jeans et barbe blanche au vent, nous découvrons un bougre énergique qui ne doit pas dépasser le mètre cinquante-cinq et nous met tout de suite à l'aise avec sa bouille malicieuse et son enthousiasme communicatif.

On se salue chaleureusement et naturellement comme si on se connaissait depuis des années avant de se décider à grimper au sommet de l'éolienne, et se retrouver face aux compteurs. Bernard nous explique sa production, en moyenne 800.000 kilowattheures par an, de quoi couvrir les besoins en électricité de plus de deux-cent-cinquante foyers¹ de la région. Une région particulièrement bien exposée au souffle d'Eole qui, comme aime à le rappeler Bernard tout au long de nos discussions, est une énergie inépuisable.

Quelques années auparavant, notre ingénieur des mines a donc eu la bonne intuition. En lançant avec quelques copains l'association Vents d'Houyet, il souhaitait faire des énergies renouvelables son cheval de bataille. L'idée n'est pas nouvelle, cela fait des années que Bernard fait dans l'alternatif. Mais à l'époque ce n'est pas encore tendance. Manquait le petit coup de pouce utile. Cette fois, les résultats de l'étude des vents séduisent la Région wallonne et l'Europe qui au fil des années et des changements de majorités, ont revu leur copie sur l'importance à accorder à ces formes de production d'énergie. Avec leur soutien pour le démarrage, la construction peut commencer.

Une première éolienne voit le jour quelques mois plus tard. Celle au sommet de laquelle nous nous trouvons. Le principe est de rentabiliser sa construction en vendant l'électricité verte produite sur le réseau. C'est là que la Région wallonne intervient après avoir imaginé le système des « certificats verts ». Un système qui consiste à acheter à un prix correct la production d'énergie venant d'une source renouvelable. Si l'Allemagne a battu les records d'installation d'énergie photovoltaïque, c'est notamment grâce à cette révolution dans les politiques publiques. Si des éoliennes voient enfin le jour en Région wallonne alors que des projets existent depuis bien plus longtemps, c'est aussi pour cette raison. Tout de suite donc, l'éolienne s'auto-finance...Un succès qui amène l'ingénieur des mines à continuer sur sa lancée.

Du haut de notre éolienne, Bernard nous pointe du doigt « sa » deuxième éolienne. C'est elle qui nous a amenés jusqu'ici. Quelques mois plus tôt, l'Ingénieur dont nous avions entendu parler à maintes reprises avait lancé une première mondiale dans les alentours de Mesnil-Eglise, son village : la construction d'une éolienne dont les actionnaires sont...des enfants. Inviter les habitants à coopérer avec un retour d'investissement à un projet vert d'envergure qui les concerne directement est déjà une réussite. Le fait d'y ajouter une dimension éducative amenant à sensibiliser les enfants de son village à l'avenir de notre planète apporte une dimension remarquable à ce projet.

Pour créer la coopérative « Allons en Vent », Delville a d'abord obtenu un prêt auprès de la banque Triodos. Puis, il a lancé un appel à souscription publique pour l'éolienne. Bernard a dû convaincre son entourage petit à petit. D'abord ses propres enfants, puis ceux des amis, puis des amis des amis... « *Moi, tout de suite, j'ai dit ça marchera si on le fait avec des enfants. J'ai pris des actions pour ma petite-fille qui n'était pas encore née, puis pour mon filleul et d'autres gamins du village. Tout le monde a fait la même chose. Et puis c'est parti* ».

Pour accélérer le processus, l'association a pris mille parts sur les deux mille existantes, qu'elle a cédées progressivement. Puis parents, parrains et grands-parents sont venus de partout, du sud du Luxembourg jusqu'à Bruxelles. Un Belge a même pris des parts pour des enfants de Dakar. Le pari est réussi. L'éolienne des enfants a été inaugurée en 2006. Bernard Delville a su réunir autour du développement responsable de la région les 4388 habitants de la commune ainsi que des centaines d'enfants. Aujourd'hui, le socle de l'éolienne des enfants est une mosaïque de céramiques, chacune « tatouée » du prénom de l'enfant-coopérateur. Un puzzle de 900 pièces au total.

Avec des participations à la construction de 100 €, l'enfant, souvent aidé par sa famille, se voit rétribuer une partie des revenus tirés de l'énergie éolienne produite. Il devient ainsi un véritable entrepreneur de demain.

Le rôle éducatif étant prioritaire, le reste des bénéfices est alloué à la sensibilisation des enfants à l'écologie... En plus des parcs éoliens citoyens, l'Académie du Vent, financée sur fonds propres, est lancée. A travers des jeux, contes, stages en pleine nature et un journal tiré à 1200 exemplaires, elle parle du vent et de son énergie à travers des approches ludiques. Sous un chapiteau ou dans les classes elles-mêmes, 160 écoles et 8000 enfants de moins de douze ans² ont déjà découvert l'Académie. La boucle est faite. *S'il faut construire des éoliennes, c'est parce que nous pensons à nos enfants et à la terre que nous leur laisserons. Allons plus loin : achetons directement une éolienne à nos enfants et sensibilisons-les dès maintenant aux enjeux de demain pour que, à leur tour...*

La visite de l'éolienne terminée, Bernard nous conduit jusqu'à son bureau. Il veut nous montrer toutes ses études de vent et de rentabilité du projet. Nous comprenons dix minutes plus tard pourquoi il veut insister sur la crédibilité et le sérieux de son projet. C'est que Bernard Delville a un parcours, disons, original.

Sorti de l'université en 1969 comme ingénieur civil des mines, la première chose qu'il a faite est de... déchirer son diplôme. Dans la foulée de mai 68, il devient une des figures emblématiques du *Mass Moving*³, ou « l'art engagé et investi dans l'espace public ». Un engagement de six ans qui a amené Bernard Delville et ses amis à organiser un lâcher de dix mille papillons en plein centre de Venise pour parler préservation de la biodiversité ; des concerts de trompettes solaires à Leuven, Bruxelles, Londres ou Düsseldorf au moment du choc pétrolier ; ou encore à relier le Cameroun au cercle polaire grâce à une chaîne d'orgues éoliennes⁴...

Par la suite, il déclare « *terminé l'art, on va s'intéresser un peu à l'entreprise et au business* » et il participe à de nombreux projets dans le solaire et la construction écologique, toujours ponctués d'une touche artistique et originale. Bernard est un de ces rares hommes qui peut à la fois tirer sur la lune avec des arcs solaires⁵ et construire des maisons écologiques performantes, réaliser des études d'ingénierie reconnues et créer la première friteuse solaire⁶. Avec toujours le même adage : « *En toute circonstance, être passionné et rester libre de perdre de l'argent plutôt que de perdre son âme, refuser toute commande contraignante qui ne soit pas un défi et une aventure* ». Si, avec le temps, Bernard a raccroché quelque peu ses pieds sur terre, il ne s'est pas moins assuré de garder la tête dans les étoiles.

Depuis notre dernière rencontre, Bernard Delville a construit une troisième éolienne et s'apprête à encore démultiplier son idée en Belgique et ailleurs. « *On va faire un Groupe d'intérêt économique (GIE). On a des contacts déjà, on en voudrait d'autres. Là, on fait un appel à candidatures pour que des associations citoyennes, des groupements de parents, des écoles,... participent au projet. On va leur expliquer qu'avec quelques copains on a créé trois machines grâce auxquelles*

un tiers de Houyet a son électricité éolienne. Et les familles ont un revenu de l'investissement... ».

Son projet "Kids & Wind" soutient la production de cent mégawatts, propriété d'enfants partout en Europe. Ce qui veut dire vingt-cinq pays partenaires, qui installeront chacun deux éoliennes de deux mégawatts. « *Imaginez 50 000 enfants interconnectés !* ».

Enfin, son projet « Emissions Zéro » vise la création d'un parc éolien de 15 MW, propriété de la commune de Houyet et de citoyens venus de partout.

Sachant que nonante-sept pour cent de l'énergie consommée en Wallonie est produite à partir de ressources importées, la production d'énergie renouvelable entamée par Delville ne s'inscrit plus dans un choix philosophique mais bien dans une nécessité impérieuse. Le coût de l'énergie produite à partir de ressources épuisables sera désormais de plus en plus élevé.

Bernard et ses amis ne sont pas des investisseurs comme les autres. La rentabilité de leur projet est davantage humaine que financière. Leur démarche n'en est pas moins efficace.

Bernard semble avoir quatre moteurs. C'est un ingénieur alternatif, il ne se serait jamais posé la question de l'éolien si ça n'avait pas été le cas. C'est un autogestionnaire. Son objectif est davantage guidé par cette idée de rendre les citoyens maîtres de leur énergie que celle de construire à tout prix des éoliennes partout. Il est devenu réaliste avec l'âge et il sait que son projet doit être rentable dans tous les sens pour attirer et convaincre un nombre suffisant de ses concitoyens. Enfin, il reste poète. Dans ma typologie, il fait partie des robins des bois du changement. De ces voyous subversifs et impertinents qui prennent un plaisir fou à sortir du cadre pour le remettre paradoxalement dans le bon sens.

www.vents-houyet.be

www.emissions-zero.com

L'éolienne des enfants a coûté 800.000€, dont 100.000€ en subside de la Région, 500.000€ de prêt sur dix ans de la banque Triodos et 200.000€ de fonds propres sous forme d'actions détenues par les enfants. La coopérative rembourse 64.000€ par an à la banque, 3% aux actionnaires, ce qui fait 6.000€ par an, et 6% dès qu'il n'y aura plus de remboursement à la banque (10 ans). 4.000€ par an sont consacrés au service d'entretien de l'éolienne et 20.000€ sont placés dans un fonds de réserve afin que le capital soit reconstitué au terme de la dixième année. En tant que coopérative éthique, Vent d'Houyet ne peut pas donner plus de 6% de dividende aux enfants ; le reste du bénéfice est investi dans des projets de sensibilisation à l'environnement, tels que l'Académie du Vent.

D'AUTRES FIGURES

Par son travail de secrétaire général à l'APERe - l'association pour la promotion des énergies renouvelables - MICHEL HUART contribue à soutenir par l'étude, l'information et la sensibilisation, le développement des énergies renouvelables en Belgique. Très engagé, il édite la Revue trimestrielle « Renouvelée » qui traite de l'actualité des énergies renouvelables, est maître de conférence à l'université et donne des cours sur les énergies renouvelables. L'asbl APERe, active en Belgique depuis 1991, est une plate-forme d'échanges pour ses sympathisants et ses membres en Wallonie et à Bruxelles (www.apere.org).

Une autre figure essentielle dans le secteur des énergies renouvelables en Wallonie est ANNABELLE JACQUET, secrétaire générale d'Edora, la fédération professionnelle des producteurs d'électricité verte. Annabelle est « facilitateur éolien » pour la Région wallonne, c'est-à-dire qu'elle informe, sensibilise, conseille et met les gens ensemble pour parvenir à l'objectif fixé par la Région wallonne : la production d'1,6 % de la consommation totale d'électricité à partir d'éoliennes à l'horizon 2010 (www.edora.be).

**EOLIENNES : LE PAYSAGE N'EST PAS SACRÉ, IL NE PEUT ÊTRE BRADÉ,
MAIS DOIT ÊTRE PARTAGÉ**

Il y a six ans, naïfs et convaincus, nous avons démarré le projet d'« éolienne des enfants », un outil valant un million d'euros, propriété d'enfants. Un acte simple, fédérateur, altruiste et abouti. Le vent au service de l'homme dans une métaphore lyrique : propriété exclusive de nos enfants. Ce projet fait aujourd'hui l'unanimité, sans opposants.

Étrange de constater que les éoliennes « des adultes », ces consommateurs boulimatiques de kilowattheures, sortent du champ symbolique accepté pour l'enfant et qu'elles puissent cristalliser des conflits irrationnels : pour ou contre.

Négligeant l'état d'urgence climatique ce débat a bien un épicentre, un thème récurrent, auquel tout citoyen s'identifie faute de s'être exprimé ailleurs, un mot-clef, énorme, galvaudé à l'extrême : mon paysage.
(...)

Que l'on ne s'y trompe pas : le fond du débat « éolien » est un problème d'appropriation. Le vent gratuit stimule l'envie de se l'approprier. Les parcs éoliens non partagés : le riverain a le sentiment très précis que son paysage lui est volé... au nom du climat. Pour ne pas prononcer plus crûment le mot profit !

Tout s'inverse quand l'occupé devient l'occupant. Quand l'autochtone est reconnu partie essentielle du programme. Le paysage s'habite, il devient accessible et sa modification devient acceptable. C'est ce phénomène positif et encourageant que nous rencontrons dans toutes nos consultations du public sur les parcs, que nous voulons développer. Paysages partagés, richesses partagées, c'est le vrai mot d'ordre pour demain.

(Extrait de la Carte Blanche rédigée par Bernard Delville – Le Soir – Le 25/04/2008).

NOTES

-
1 Un foyer consomme en moyenne 3.000 kilowattheures par an.
.....
2 Chiffres de 2006.
.....
3 Le Mass Moving est un mouvement artistique essentiellement belge né dans l'esprit mai 68. Les projets et les actions de ces artistes se caractérisent par une volonté très nette de sortir l'Art des musées et des galeries, de refuser les conventions établies, d'élargir le champ de la création. En 1975, le mass Moving se clôture par un autodafé, toujours dans ce souhait d'éphémère et de non récupération de l'Art.
.....
4 Sound Stream (orgue éolien) : bambous percés à chaque nœud pour former des séries de flûtes (1975).
.....
5 Les arcs solaires ont servi à attaquer la lune lors de l'éclipse solaire d'août 1999 à Bouillon et Arlon. Les deux arcs orientés grâce à des moteurs solaires suivaient en permanence le soleil. « Au moment de l'éclipse, où la lune cachait le soleil, il fallait lui envoyer une flèche pour la faire fuir. Et on a réussi... ».
.....
6 La friteuse solaire a été créée lors d'une campagne de sensibilisation au solaire en Région wallonne (1984).

QUAND LA RÉSISTANCE SOCIALE CONDUIT À L'AGRICULTURE SAINTE

**JEAN FRISON, ATH : AGRICULTEUR,
CO-FONDATEUR DE COPROSAIN-AGRISAIN**



Un coup de fil et nous voici en route vers le Sud-ouest de Bruxelles, à Ath, dans la province du Hainaut. Ils sont nombreux à nous l'avoir vivement conseillé. On nous l'a présenté comme un pionnier des défenseurs de l'agriculture paysanne en Belgique. A lui seul, il aurait sauvé l'emploi de plus de cinquante agriculteurs, en créant une coopérative *Agrisain-Coprosain* il y a une trentaine d'années. Le lieu est imposant. Nous y arrivons cinquante minutes plus tard.

Jean Frison nous accueille d'une poignée de main. Une fois installés autour d'une table, à côté des ateliers attenants aux abattoirs d'Ath, notre hôte rentre tout de suite dans le vif du sujet, comme s'il n'avait pas trop de temps à perdre. On sent que l'homme sait ce qu'il veut et qu'il a encore sans doute beaucoup de choses à faire dans sa vie. Il nous montre des articles de presse et des photos de son histoire, avant d'entamer un discours structuré, presque académique, sur son parcours. Ses lunettes et sa petite barbe appuient ses airs de délégué syndical.

Parce que ce fils d'agriculteur, âgé aujourd'hui de soixante-six ans, ne commence pas à travailler tout de suite à la ferme. Assistant social de formation, il travaille dans différentes associations de défense des éleveurs et agriculteurs. Un vécu syndical qui a duré dix ans, et lui a donné par la suite les outils pour structurer son action.

Nous sommes dans les années septante. C'est l'époque des grandes manœuvres agricoles au niveau européen. Les agriculteurs sentent leur gagne-pain menacé face aux regroupements des industries agro-alimentaires en tous genres. Dans le village natal de Jean Frison, à Gibecq, aucun fermier n'est sûr de pouvoir résister à la concurrence des plus « gros ». Frison encore moins que les autres, lui qui vit, depuis son association de services à la Jeunesse agricole, le démantèlement de *La laiterie Ghislenghien* et des exploitations locales.

Les préoccupations du monde paysan en Wallonie commencent à trouver un écho à l'échelle européenne puis à l'échelle mondiale. Frison est dans le coup. Il réagit à cette évolution en passant d'un groupe de défense des jeunesse agricoles du coin, à une fédération¹, membre cette fois d'un réseau

mondial d'agriculture paysanne, qu'il crée à trente ans avec une poignée d'associés. « *On voyait combien le pouvoir économique s'éloignait de l'agriculteur. Face à ces regroupements, le petit paysan n'avait plus rien à dire* ». Poursuivant son travail de délégué permanent à temps partiel, il décide de redevenir agriculteur et crée sa propre ferme à Gibecq.

« *C'est alors qu'éclate une série d'autres événements qui amèneront le ras-le-bol des agriculteurs* », nous explique-t-il. « *Les terres agricoles de la région étaient menacées. On parlait à cette époque de construire l'autoroute A8 Bruxelles-Tournai². Certaines exploitations se retrouvaient carrément coupées en deux !* ». C'est l'époque de fermiers expropriés de leurs terres et d'autres menacés par l'arrivée du TGV et par le déplacement de la ligne Bruxelles-Tournai.

Jean Frison, qui n'a pas oublié sa formation syndicale, réfléchit à la manière de sauver les emplois de la région et retrouver une indépendance d'action. L'économie locale est mise à mal. Le cercle est vicié dans sa logique même. La politique européenne de l'époque encourageait l'agriculteur belge à produire en masse froment et betteraves, et à importer soja américain ou manioc africain pour nourrir les bêtes. Le fermier est réduit à un pion totalement dépendant d'un engrenage qu'il ne maîtrise à aucune étape du processus. D'un côté, il achète de plus en plus à l'extérieur de quoi nourrir ses animaux et entretenir son sol. De l'autre côté, ce même agriculteur vend de plus en de produits « non transformés », c'est-à-dire pas très chers, aux industries agro-alimentaires.

« *Il nous fallait trouver le moyen de continuer à faire vivre notre métier. Offrir une alimentation de qualité, en nourrissant nous-mêmes et sur un sol non pollué les animaux de la ferme. C'est ce qu'on appelle l'élevage lié au sol. Toutes les crises qui ont suivi, de la dioxine à la vache folle, nous ont donné raison. Et nous voulions un juste salaire. A force de produire des betteraves et du froment, les prix s'effondraient*».

La réflexion amène Frison et trois autres agriculteurs à essayer de s'organiser autrement. Puisqu'ils souhaitent garder une plus-value de leur production, rester indépendants et concevoir des produits sains, ils

vont diversifier leur production. En exploitant des fermes faisant à la fois de la culture et de l'élevage, ils pourraient nourrir eux-mêmes leur bétail.

C'est ainsi que, pour moins dépendre de l'extérieur, Frison et ses quelques compagnons décident d'abandonner les cultures de froment et de betteraves devenues peu rentables et commencent à cultiver sur leurs terres des protéines remplaçant le soja. Leur action dépasse même cette autosuffisance alimentaire, lorsqu'ils se mettent à produire du colza. « *Trente ans après, on travaille sur les mêmes principes. Cela nous permet d'avoir encore quelque chose à dire dans nos fermes, de mieux gagner notre vie en produisant nous-mêmes et d'offrir des produits dont nous pouvons garantir la qualité. Il s'agit d'économie et de qualité alimentaire. Et donc de qualité de vie* ».

Voilà qui règle leur problème en amont. Reste, en aval, à gagner décemment le fruit de leur travail par la vente de leur production. Puisqu'en suivant le schéma classique, ils n'y parviennent pas, ils vont essayer de se passer d'une étape³.

C'est ainsi qu'en 1975 ils commencent à vendre directement sur les marchés. Ils sont quatre au départ, à chacun sa spécialité. Pour Frison, ce sera le poulet. « *A ce moment-là, on nous prenait pour des hurluberlus* ». Ensemble, ils proposent sur le marché d'Ath un ensemble de produits de qualité issus d'une agriculture réfléchie et responsable.

Tout de suite, ils se présentent comme groupe de producteurs et font appel à des groupes de consommateurs⁴. Ici encore, Frison est visionnaire. « *Nous avons également lancé des appels dans la presse. Ce contact producteurs/consommateurs est excessivement important au niveau de la conception d'une économie et nous travaillons toujours dans ce sens-là* ».

L'intérêt est réciproque. Cette quête relationnelle répond à un réel désir d'une partie des consommateurs. Sur les marchés, les ventes groupées fonctionnent de mieux en mieux. Le circuit s'est raccourci. Et si leurs produits ne sont pas labellisés bio, les filières les plus propres sont toujours favorisées.

Le nombre de producteurs rejoignant l'équipe athoise se multiplie. Un an plus tard, Frison décide de structurer leur action en créant une coopérative d'agriculteurs, « *AGRISAIN* ». Peu à peu, les lieux de commercialisation s'étoffent. Avec l'ouverture de la vente dans deux fermes de la région⁵, l'initiative prend de l'ampleur, et *AGRISAIN* développe rapidement une clientèle, ravie de pouvoir identifier le produit qui se retrouvera dans son assiette. La production se diversifie avec des œufs, des légumes, du pain.

La petite commission (de 5%) retenue par la coopérative sur le prix des ventes permet au départ de couvrir ses frais de fonctionnement. Très vite, elle va permettre à l'équipe, le nombre de producteurs augmentant, d'acheter une camionnette. Puis un magasin. Durant dix ans, ce petit groupe de pionniers vend, via les marchés et les groupes de consommateurs, les produits de ses membres sans les transformer. « *Avec chaque nouvel arrivant, nous nous mettions d'accord dès le départ sur les objectifs et les moyens d'y parvenir. C'est important, car il y a d'autres expériences qui ont dévié, faute d'avoir des approches communes* ».

Les clients commencent à demander de la viande. En août 1985, *AGRISAIN* se lance dans l'aventure et voit la naissance de *COPROSAIN*, structure chargée de transformer la viande et de commercialiser les produits de sa grande sœur.

Revanche des revanches, c'est son équipe de « hurluberlus » des années septante qui va relancer les abattoirs d'Ath⁶ en les conformant aux normes européennes. *COPROSAIN* se déplace en camionnette d'un marché à l'autre, avant de lancer d'autres points de vente permanents, magasins et boucheries, sous l'impulsion de sa clientèle.

Puis, en 2000, une partie de la production se convertit au bio. « *Les dix hectares de prairies pour nourrir nos moutons n'ont plus reçu un gramme d'engrais depuis huit ans maintenant. Nous travaillons exclusivement avec un compost - un mélange de fumier de volailles et de moutons, de paille, de copeaux de bois - et nous avons des résultats fantastiques tant au niveau de la variété d'herbes, et donc de la qualité, que de la quantité produite* ».

Jean Frison explique : « *Nous voulions dès le départ avoir des produits de qualité mais aussi abordables pour le consommateur* ». Ainsi, la coopérative produit de l'agneau certifié bio car elle parvient à nourrir ses animaux avec des produits de son propre sol à des prix tout à fait accessibles. Par contre, la volaille est paysanne, car nourrir les poulets avec des céréales *bio* augmenterait très fortement les prix. C'est la recherche permanente vers le haut du meilleur équilibre entre qualité du produit offert et respect de la tirelire du consommateur. « *Trois catégories de la population sont concernées par notre projet : les agriculteurs, les travailleurs dans la coopérative et les consommateurs. Nous voulons que dans l'opération, tout le monde s'y retrouve* ».

Décider de faire un pas de côté par rapport à la logique marchande européenne de l'époque a été un choix judicieux, mais pas toujours facile. « *On allait à contre-courant. Du coup on se crépait le chignon avec les instituts de recherche qui se concentraient seulement sur la production de betteraves et de froment. Aussi, en nourrissant nous-mêmes nos animaux, nous avons forcément attrapé sur le dos les grosses entreprises de production d'engrais et d'aliments pour porcs ou volailles. On nous prenait pour des fous. Aujourd'hui on nous donne raison. Enfin.* »

Se décaler pour produire autrement a nécessité de nombreuses remises en question. Il a fallu alimenter la réflexion, s'adapter sans cesse et permettre le choc des idées. Les principes établis, encore d'actualité, ont permis la création d'emplois, le maintien des petites fermes paysannes en activité, de justes salaires, la production d'une alimentation de qualité, le respect de l'environnement et de la diversité biologique ou encore le contact entre agriculteur et consommateur dans leur intérêt réciproque. Une réflexion qui a pu être alimentée longtemps de l'extérieur par le mouvement des « équipes rurales ».

Accompagné de ses quatre enfants, désormais tous dans le circuit, Frison a encore créé un restaurant, « Aux Mets Encore », à Ghislenghien. Son beau-fils⁷ est devenu directeur de la coopérative.

Primé par la *Fondation pour les Générations Futures* en mai 1999, *COPROSAIN* c'est aujourd'hui soixante-deux emplois créés, dix-huit marchés, quatre magasins et un chiffre d'affaire qui ne dément pas le bien-fondé de la démarche⁸. A cela s'ajoute la survie des familles d'agriculteurs, et donc de l'économie régionale, dans le respect de leur travail et de leurs spécificités.

Mais le plus important est que, par leur démarche, Jean Frison et ses amis du Hainaut occidental ont montré l'exemple d'une alternative possible. Loin des flashs médiatiques, ils ont tracé, à contre-courant et en refusant tout fatalité, plus de trente ans avant les autres, une autre manière de penser l'agriculture. Jean Frison est un *Fosbury*⁹ de l'agriculture, du nom de cet athlète anglais qui s'entêta tout seul à pratiquer le saut en hauteur à l'envers, jusqu'à ce qu'il batte des records olympiques. Aujourd'hui, plus personne ne pratique le saut « à l'ancienne »...

www.coprosain.be

UNE AUTRE FIGURE

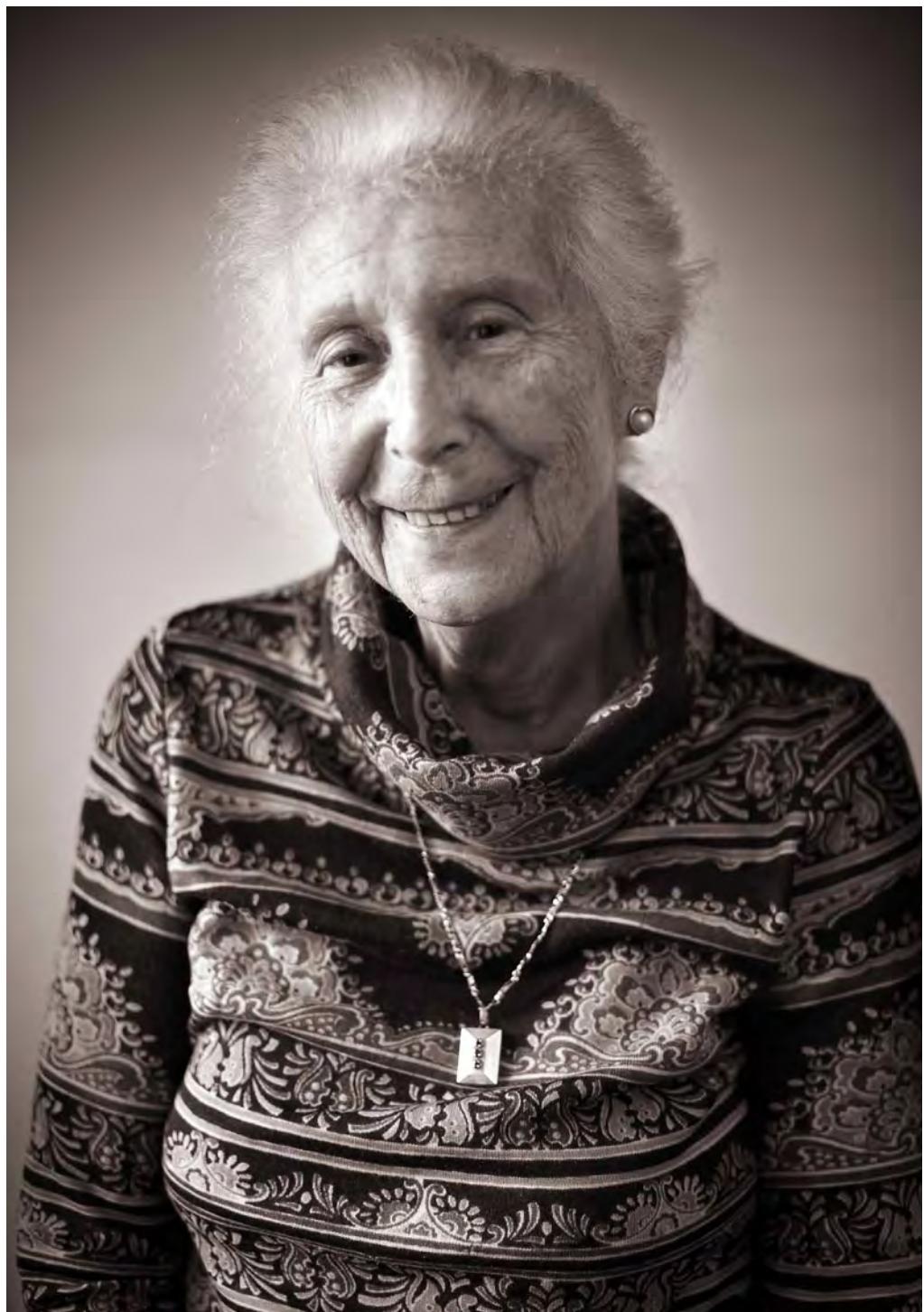
BENOÎT DERENNE voulait soutenir le développement de projets concrets qui allaient dans le sens d'un développement soutenable. Pour aider ceux qui souhaitent changer le monde, il a créé en 1998 la Fondation pour les Générations Futures, avec l'appui – strictement - financier d'Ecolo. Un jury y sélectionne chaque année des projets locaux publics et privés exemplaires via un appel à initiatives dans toute la Belgique. Les lauréats reçoivent conseils et appui financier. Tous les deux ans, le Grand Prix des Générations Futures distingue des initiatives déjà bien implantées dans le domaine. Benoît Derenne mise également sur la réflexion et les échanges dans le secteur via ses publications et en organisant des conférences et des débats (www.fgf.be).

NOTES

- 1 La FUGEA – Fédération Unie de Groupements d'Eleveurs et d'Agriculteurs – www.fugea.be.
- 2 Réalisée depuis peu.
- 3 Des principes qui ne sont pas si loin de ceux que pratique le commerce équitable avec les pays du Sud : une économie solidaire, donnant priorité au marché intérieur, qui permet la rémunération des produits sur la base des prix de revient et non sur la base des prix internationaux, avec des prix qui permettent le respect de l'environnement et de la diversité biologique. Un concept de souveraineté alimentaire pour les paysans, conçue dans l'intérêt réciproque.
- 4 On retrouve aujourd'hui cette même logique dans le marché de l'énergie. Dans ce dernier cas, ce sont plutôt des groupements de consommateurs qui essaient d'entrer en contact avec des producteurs d'énergie verte et de se passer des intermédiaires.
- 5 A Gibecq et à La Hamaide.
- 6 Avec l'appui de la Région wallonne.
- 7 Paul Vankeerberghen.
- 8 Chiffre d'affaires de 5.000.000 € en 2001.
- 9 Lors des Jeux olympiques de 1968 à Mexico, un jeune athlète décide de sauter autrement que les autres. Contrairement à tout ce qui se pratiquait et s'enseignait à l'époque, il décide de franchir l'obstacle de l'épreuve de saut en hauteur sur le dos plutôt que sur le ventre. On imagine ce qu'il a dû entendre comme critiques de la part de qui pouvait se prétendre spécialiste à l'époque. Dick FOSBURY gagnera la médaille d'or. Depuis lors, cette innovation a été adoptée très vite par tout le monde et a permis de battre plusieurs records. Accepter de voir et de faire les choses autrement nous permet souvent de franchir de vieux obstacles et de relever de nouveaux défis.

UNE PROMESSE D'ENFANT AU SERVICE DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES HANDICAPÉES

NELLY FILIPSON, BRUXELLES : FONDATRICE DU CENTRE 'NOS PILIFS'



© BENJAMIN BROLET

Nous connaissons le centre *Nos Pilifs* depuis notre plus jeune âge. C'est un des rares endroits à Bruxelles où l'on a l'impression de ne pas être en ville. L'endroit où l'on va acheter des produits naturels, ses sapins pour Noël, ses plantes pour la bonne saison. Nous savions depuis quelque temps que le centre travaillait avec des personnes handicapées. Pas grand-chose de plus. Et en tout cas pas que *Nos Pilifs* était en fait l'anagramme de Filipson, du nom de cette dame à l'origine du projet.

Lorsque nous prenons contact avec Nelly Filipson par téléphone pour fixer un rendez-vous, elle nous demande si nous sommes bien certains qu'elle doit faire partie de ce projet de livre : « *Je ne sais pas du tout si ce que je fais, c'est du développement durable ou si ça va aider à sauver la planète* ». Bien d'autres nous ont appelé pour nous convaincre qu'ils devaient naturellement en faire partie...

Nous le découvrons tout au long de l'entretien, Nelly *fait* les choses. Elle sait ce qu'elle veut faire et pour chaque projet entrepris dans sa vie, elle semble trouver le moyen de le réaliser. L'énergie épargnée à essayer de répondre au *pourquoi* a très certainement été utilisée à répondre au *comment*.

Le rendez-vous a lieu dans le bureau prêté par l'actuelle directrice. Nelly Filipson est une dame de quatre-vingts ans qui a pris sa retraite. Le regard est modeste, comme ceux à côté desquels on passe sans s'arrêter, sauf... lorsqu'ils tombent sur vous. Elle s'est retirée de la gestion des associations qu'elle a créées, non sans s'être assurée qu'elles sont dirigées par les personnes les plus compétentes. Mais elle est toujours là, pour débloquer un dossier, répondre à une urgence, trouver une solution à laquelle personne d'autre n'a pensé.

Mais qu'est-ce qui a amené Nelly à s'occuper de personnes handicapées ? Une expérience d'enfance, une personnalité persévérente et... le hasard.

La vocation de Nelly trouve son origine dans sa petite enfance: « *J'ai su à cinq ans que je devais faire ce que j'ai fait* ». Nelly n'a que cinq ans en effet lorsqu'elle est atteinte d'une tuberculose très avancée. Les médecins l'envoient au bord de la mer se faire soigner dans un home pour enfants.

Septante-cinq ans plus tard, son regard montre que le souvenir est intact : « *Sachant que j'allais peut-être mourir, j'ai eu la chance d'être accueillie dans ce centre. On m'y faisait beaucoup de compliments. Rentrer à Bruxelles était le cauchemar; quand j'étais à la maison, mon seul désir était de retourner là-bas* ». Cette expérience d'enfant malade restera gravée et l'amène à vouloir venir au secours d'enfants en difficulté, à l'image de ceux qui se sont occupés d'elle. Nelly devra pourtant attendre de nombreuses années avant de faire vivre concrètement sa vocation. Comme une évidence, elle fait des études d'infirmière avant de suivre un stage en psychiatrie et de s'envoler ensuite pour la France, les Pays-Bas et l'Angleterre. Une année de voyages qui lui permet, entre des petits boulots de secrétaire et de plongeuse, de se balader d'institution en institution, à la recherche de sa voie. Au travers de ses stages, elle fait la découverte d'un asile où les adultes trisomiques sont enchaînés. Elle en ressort profondément choquée. Elle sait que ces méthodes sont inacceptables mais n'a pas encore trouvé le moyen d'agir concrètement.

De retour en Belgique, elle se marie et fait trois enfants. Un équilibre entre vie professionnelle et épanouissement privé qu'elle souhaite depuis un moment: « *Vous savez, déjà en sortant de mon stage d'étude, on m'avait proposé de rester. Je me souviens d'une de mes collègues qui m'a dit de ne pas accepter. Si je restais là, je ne ferai pas ma vie, je n'aurais rien. Elle m'a encouragé à partir, voyager, me marier. Alors je suis partie...*

Mais le confort de la vie de famille ne la satisfait pas pleinement. Elle ne tient pas en place et travaille toujours bénévolement dans des hôpitaux, des orphelinats ou des écoles. « *Mon mari s'est rendu compte que je m'ennuyais terriblement à la maison, ce n'était pas mon tempérament. Il a fait quelque chose que peu d'hommes de son époque pouvaient envisager. Il a pris les enfants en charge le samedi pour me permettre de trouver un cours* ».

Nelly entame alors une formation de deux ans pour devenir institutrice dans l'enseignement spécial, puis suit des cours de logopédie. « *Je ne voulais pas perdre la main. Je savais qu'il y avait un fil rouge et que ces expériences, toujours avec les enfants, serviraient bien un jour à*

quelque chose. Un peu comme les hamsters ou les écureuils, j'ai amassé. Puis, des années plus tard, ça a jailli ».

Lorsque Nelly donne naissance à son dernier enfant, son aîné, alors âgé de sept ans, devient épileptique, avant de développer un handicap physique et comportemental. Il en mourra vingt ans plus tard. Puis, pour un diplôme qu'elle n'a pas, elle est mise à la porte de l'établissement scolaire au sein duquel elle avait créé, avec l'appui du directeur, un groupe d'enseignement spécial. Mais sept familles lui demandent de continuer son travail.

Alors âgée de quarante-cinq ans, Nelly réunit ses fils et son mari et partage avec eux son idée: créer un centre d'accueil pour enfants handicapés. Elle vient d'hériter de son père une somme d'argent suffisante pour acheter la maison de l'avenue des Pagodes, celle où nous nous trouvons aujourd'hui en sa compagnie.

« J'ai expliqué à mes hommes le risque que je prenais. Si je me lançais, il ne resterait sans doute plus rien de l'héritage. Ils m'ont répondu que c'était mon argent, que j'étais libre d'en faire ce que je voulais. J'ai pris le risque. Il faut le prendre lorsqu'on veut créer quelque chose. Et je crois que je n'ai jamais tout à fait les pieds sur terre. Je venais d'une petite famille bourgeoise. Je n'étais pas inquiète financièrement, je n'y pensais pas. Gagner de l'argent n'était pas un besoin. J'avais le désir de servir, le besoin de donner. Cela nous a demandé beaucoup d'acharnement, mais avec la volonté, nous y sommes arrivés ».

Nous sommes en 1971. Si l'accueil de la personne handicapée reste aujourd'hui une problématique majeure de notre société, que dire de la situation à l'époque où on laissait les familles dans la solitude la plus totale. En créant Nos Pilifs, Nelly fait un rêve différent, celui d'apporter mieux-être et autonomie non seulement à la personne handicapée mais aussi à sa famille, en créant un espace où l'enfant peut s'épanouir à son rythme, en toute sécurité. C'est donc tout naturellement qu'elle commence par mettre sur pied une section enfants, qui accueille au départ les enfants des sept familles qui l'encouragent et la suivent. *« Le décès de mon fils m'a permis de me rendre compte du désarroi des parents se trouvant face à*

beaucoup de difficultés. Je crois les comprendre malheureusement plus que n'importe qui d'autre ».

Toutes ses expériences passées vont enfin pouvoir être utilisées. Il faut mettre en place une équipe multidisciplinaire de professionnels: logopèdes, psychomotriciens, ergothérapeutes, kinésithérapeutes, psychothérapeutes prendront en charge les personnes atteintes de déficiences mentales, de troubles envahissants du comportement ou de troubles que l'on reprend sous le vocable des intelligences limites. Peu à peu, le centre grandit. Douze ans plus tard, l'investissement financier de départ est récupéré. Le nombre d'enfants aussi ne cesse de croître. Aujourd'hui, ils sont cinquante.

Avec la vingtaine de membres de l'équipe travaillant sept heures par jour, l'enfant vient passer la journée ici avec son cartable. Comme les autres jeunes de son âge, il va à l'école. Et part en colonie de vacances. Aujourd'hui, tout cela nous semble normal. Et pourtant, l'accueil de la personne handicapée, s'il se fait de nos jours dans des conditions plus humaines, reste un problème concret aux accents complexes, dont certains restent toujours sans solution.

Les années passent. Le centre accueille les petits dès leurs dix-huit mois et les voit grandir. Leurs besoins changent. Et tous ne sont pas prêts à réintégrer la vie familiale. Des limites qui poussent Nelly à approfondir sa réflexion. Comment continuer à vivre avec sa différence tout au long de la vie ? Certes il y a cet enfant devenu mécanicien, nous donne-t-elle comme exemple. Mais tous ne sont pas aptes, comme lui, à sortir du circuit. Nous parlons de personnes qui ont un Q.I. parfois inférieur à septante.

Les parents commencent à s'inquiéter. S'il existe bien des établissements de qualité pour accueillir leurs enfants, ils se trouvent à l'opposé de la ville, dans le Sud de Bruxelles. Nelly entame des discussions quotidiennes avec son équipe. Ensemble, leur vient une idée pour « leurs grands » : pourquoi ne pas créer une entreprise qui engagerait les jeunes qui ont grandi ? *La Ferme Nos Pilifs*¹ voit le jour en 1984, avec l'aide de Benoît Ceysens, sous la forme d'une entreprise de travail adapté. En vingt ans, elle est passée de six à cent cinq employés, encadrés par une équipe de quarante personnes.

L'année suivante est créée *La Maison des Pilifs* qui permet aux travailleurs de la ferme de bénéficier de logements supervisés, à deux pas du lieu de leur nouvel emploi. Une distance courte qui leur permet de se déplacer seuls. Un service d'accompagnement y est mis sur pied, fournissant conseil et expertise pour tout problème d'ordre pratique rencontré par le travailleur handicapé ou les personnes du quartier. Comme les aider à remplir des papiers, par exemple.

Il reste un problème à résoudre: certains jeunes sollicitent un emploi à la ferme alors qu'ils ne sont pas en état de travailler. Pour répondre à cette demande, on ouvre quatre ans plus tard *Le Potelier*, un centre pour jeunes déficients de plus de dix-huit ans. Imaginé par une ergothérapeute, ce centre de jour accueille aujourd'hui vingt personnes et compte seize travailleurs.

Après avoir repensé l'encadrement des personnes handicapées dans leur parcours scolaire, permis à ces jeunes de passer à l'âge adulte en leur offrant de s'intégrer autant que possible dans une structure professionnelle où handicapés et autres se mélangent, Nelly et son équipe imaginent encore de créer un club de loisirs. *Au bon Temps des Pilifs* voit le jour. Doté d'une capacité d'accueil de trente-cinq jeunes et de l'accompagnement d'un à deux travailleurs, le club organise depuis trente-quatre ans non seulement des activités les mercredis et en soirée, mais aussi voyages, week-ends, soupers.... Le club est soutenu par un groupe de dames de Wemmel, au nombre de quatre cents aujourd'hui, organisant tournois de tennis et parties de bridge chaque année au profit des *Pilifs*.

En créant *Nos Pilifs*, Nelly Filipson, soutenue par son équipe, a contribué avec d'autres à casser la logique de « gardiennage » des personnes handicapées. Elle a aussi permis de sortir leurs familles du sentiment d'être totalement abandonnées à leur propre sort par la société. *Nos Pilifs* reste un exemple de solidarité en Belgique. L'équipe a affiné son travail au fil des demandes, une évolution longue de trente-cinq années de réflexion et de pratique. D'autres projets sont en cours de maturation. Chacun d'entre eux est basé sur le concept d'autonomie. Pour la personne handicapée mais aussi pour sa famille, « *la différence ne doit plus être un handicap.* »

Fonceuse, Nelly a pu réaliser son rêve. Mais, elle insiste : c'est le résultat d'une rencontre d'idées et d'une collaboration entre des travailleurs encouragés à entrer dans une démarche participative: « *J'ai toujours essayé de fonctionner comme une coopérative. Je disais à mes collaborateurs : ' Vous êtes aussi intéressés que moi à ce que ceci marche. Et si vous faites de l'absentéisme, vos collègues vont en souffrir'. Aussi, tout est transparent, les livres de finance sont ouverts. Et toutes les décisions importantes sont prises ensemble. J'ai toujours demandé de l'aide. Au sein des associations règne un vrai esprit de famille. »*

Nelly délègue aujourd'hui, mais reste présidente des Amis des Pilifs, une association qui reçoit les dons et les distribue. « *Depuis toujours il a fallu trouver une somme pour boucler nos budgets. C'est un cauchemar, ça me hante. Je cours tout le temps, chaque année, c'est la même histoire. Ca me rend anxieuse. C'est la seule chose que je ne suis pas parvenue à déléguer. C'est la recherche perpétuelle.* » Nous comprenons vite pourquoi les autres membres de l'équipe lui ont demandé de rester présente lorsqu'au détour de la conversation elle glisse à l'oreille de Christos : « *Vous savez, on devrait rénover notre cuisine, est-ce que votre Parlement par hasard ne pourrait pas... ?* »

Nelly est une redoutable lobbyiste. Heureusement. La petite fille tuberculeuse devenue grand-mère gestionnaire s'est accrochée à sa promesse d'enfant. Celle de consacrer son énergie à une cause qui avait du sens. A l'entendre, tout s'est fait presque par hasard. Et pourtant, ce n'est pas l'impression qu'elle nous a donnée, même lorsqu'elle parle de la suite: « *Je veux que tout soit prêt le jour où ce sera nécessaire. Je fais ça tout doucement.* »

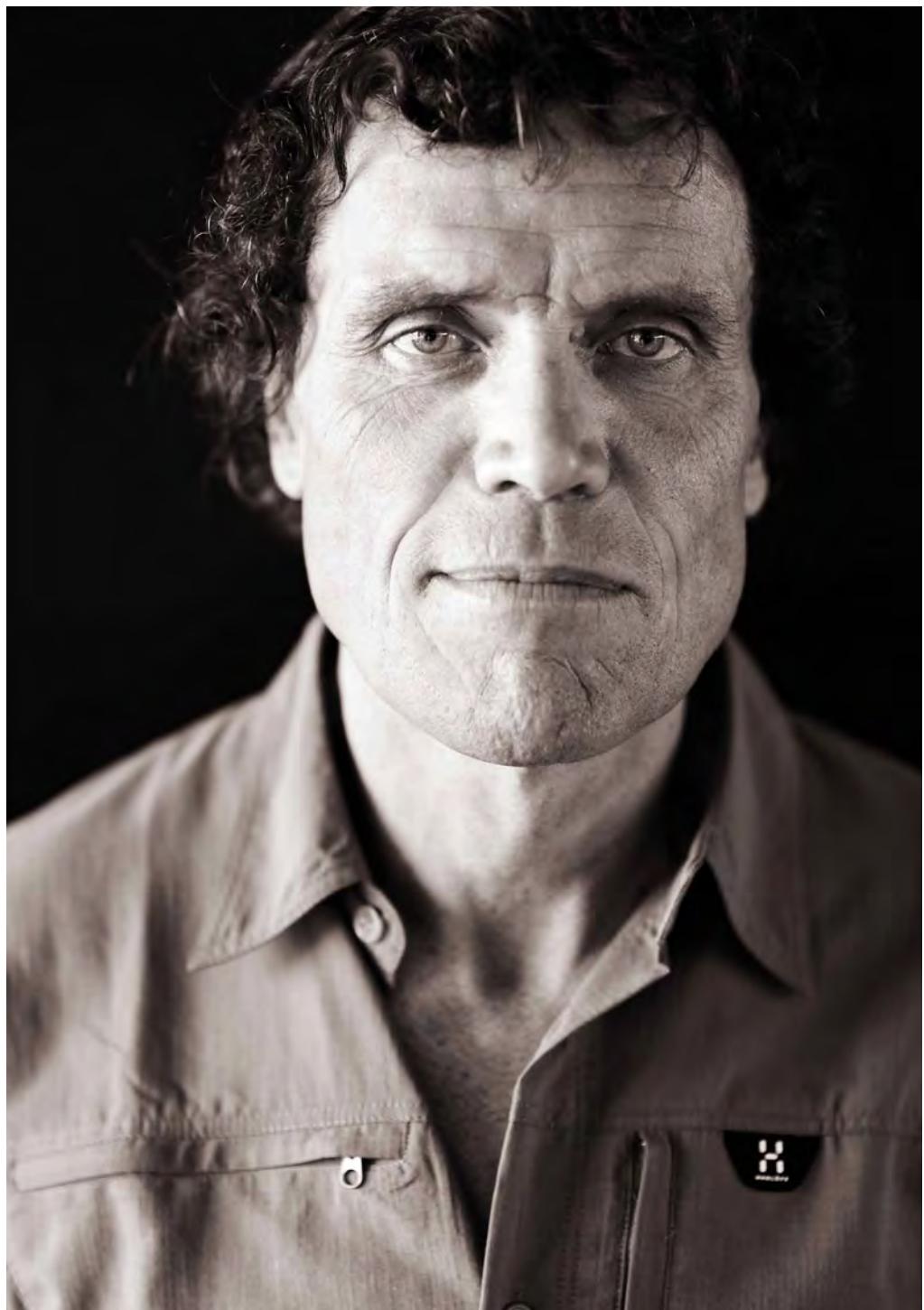
www.nospilifs.be

NOTE

.....
1 Structurellement et financièrement, la Ferme Nos Pilifs est une entité indépendante et autonome. Elle est devenue un exemple en matière de développement durable - intégrant à la fois rentabilité, dimension sociale et respect de l'environnement – ce qui lui a permis de recevoir le label d'Entreprise Eco Dynamique de Bruxelles Environnement.

UN ALPINISTE N'A PAS FORCÉMENT PEUR DE SOULEVER DES MONTAGNES

**ALAIN HUBERT, BRUXELLES : GUIDE DE MONTAGNE, EXPLORATEUR,
FONDATEUR DE L'INTERNATIONAL POLAR FOUNDATION**



© BENJAMIN BROLET

Difficile de passer à côté d'Alain Hubert. On doit bien l'avouer, il fait partie des profils obligés, de ceux qui sautent presque un peu trop aux yeux, tellement on en a entendu parler. Il est partout. On a parfois l'impression de faire une expédition exceptionnelle parce qu'on doit parcourir dans la même journée le trajet Bruxelles-Liège-Anvers... Alain Hubert, lui, était hier sur les hauteurs de l'Everest, il sera demain en Antarctique et entre les deux, il nous a donné rendez-vous dans les bureaux de l'International Polar Foundation (IPF)¹, à Anderlecht.

Alain nous accueille simplement, avec gentillesse et disponibilité. Il n'est pas avare d'interviews. Ce n'est pas de l'égocentrisme : il sait que pour pouvoir mener à bien ses projets, il doit faire parler d'eux, donc de lui. A l'époque de notre rencontre, il est en pleine préparation de l'un de ses projets les plus fous : la construction de la base polaire *Princess Elisabeth*, du nom de la fille du Prince Philippe, Président d'Honneur de l'IPF. Hubert a la fibre nationale: « *C'est une opportunité extraordinaire de parler de la Belgique partout dans le monde et de rassembler toutes les forces vives du Nord et du Sud du pays autour d'un projet qui a du sens.* »

Durant notre rencontre, cet explorateur, déjà récompensé² pour sa contribution à la Science et pour son travail de sensibilisation aux changements climatiques, parle de connaissance de soi, de confiance nécessaire pour ne pas perdre la tête lorsqu'on se retrouve seul face aux dangers mental et physique du rien rude et glacé des Pôles.

Revenons en arrière. Pendant des années, après avoir suivi une formation d'ingénieur civil à l'UCL, Alain Hubert s'attelle à l'une de ses passions : le bois. Accompagné de sa femme, il quitte Schaerbeek, sa commune natale, pour les Ardennes où il commence à vivre ses convictions en profondeur. Avec trois autres familles, ils habitent en communauté. Ensemble, ils montent une coopérative de menuiserie où, peu importe les études suivies et la hiérarchie, chacun a droit à la même rémunération. Des valeurs de partage, d'équité et d'autonomie que ce fils de l'un des fondateurs des Banques alimentaires³ en Belgique incarne dans sa vie quotidienne. Durant vingt ans, Alain Hubert, devenu papa d'un garçon et de deux filles, vit

dans une ferme et travaille donc comme menuisier-ébéniste au sein de cette entreprise d'économie sociale créée avec quelques amis.

Un choix professionnel et de vie qui lui laisse la liberté de partir régulièrement. D'abord comme guide de haute montagne pour vivre sa deuxième passion, celle des grands espaces. A l'âge de trente ans, il part ainsi pour sa première expédition en Himalaya. « *Ca a été un déclic. J'ai failli mourir. Désormais, j'ai le goût de l'extrême. Et j'essaie de vivre ma vie comme je le pense. Jeune, j'étais un peu impertinent. A mon âge, j'ai certainement gardé cela.* »

Il commence par passer plusieurs mois par an au Népal, enchaîne avec les huit mille mètres de l'Everest, puis se lance dans des expéditions en Patagonie, dans les Andes, en Chine ou au Pakistan, tout en se consacrant à sa coopérative par intermittence.

C'est cette même passion qui l'amène, dix ans plus tard, à l'âge de quarante ans, à réaliser un autre rêve : aller à la rencontre du grand Nord. Une fois les sponsors trouvés, il atteint à pied avec Didier Goetghebuer⁴ le pôle Nord magnétique en 1994. Quand il y arrive, il souhaite découvrir... le pôle Sud.

Une course aux défis qui l'amène à réaliser trois ans plus tard avec Dixie Dansercoer⁵ la traversée intégrale du continent antarctique en autonomie et à l'aide de cerf-volants de traction (*power kites*). Alain Hubert établit alors le record mondial de la plus longue traversée – trois-mille-neuf-cent-vingt-quatre kilomètres en nonante-neuf jours - jamais réalisée à pied et à ski : « *Nous autres explorateurs avons un rôle de témoins à jouer en allant dans des lieux où d'autres n'iront pas. Faire une expédition en Antarctique, par exemple, est un moyen de montrer aux jeunes d'aujourd'hui qu'on peut rêver haut. Et que l'on peut être fier de ses pionniers. Moi j'ai trouvé parfois les forces en regardant de Gerlache⁶. Cela montre que, même dans un petit pays comme le nôtre, d'autres ont vécu leurs rêves.*

En 2007, c'est à nouveau avec Dixie Dansercoer que l'explorateur va effectuer, lors de son expédition Arctic Arc, la première traversée de l'Arctique reliant la Sibérie au Groenland via le pôle Nord, ajoutant un autre exploit à son palmarès de pionnier.

L'appel des pôles le rend célèbre, au regard des Belges et du reste du monde. Jusque là, son moteur, c'est cette adrénaline si particulière produite par le goût de l'extrême. Alain Hubert entre dans la lignée des grands aventuriers dont Adrien de Gerlache a tracé la voie. Un grand aventurier, scientifique de surcroît, qui bat des records mondiaux.

Mais ce n'est pas encore l'homme qui incarnera la sensibilisation contre le réchauffement climatique. Son engagement pour l'écologie émerge au fil des glaces. Et de leur fonte. Lors d'une nouvelle expédition en Arctique en 2002, l'état de la glace, dix fois moins épaisse qu'une centaine d'années plus tôt, l'empêche d'atteindre le pôle Nord. Cette image le traumatisé d'autant plus qu'il a l'occasion de vérifier personnellement et sur place les changements entre ses deux missions, espacées de seulement huit ans.

A son retour, il reste imprégné de ce choc, mais ne sait toujours pas comment réagir concrètement. Il confronte son expérience avec celle d'écologistes inquiets pour l'avenir de la planète. C'est finalement une rencontre avec deux gamins dans les rues d'Etterbeek, à Bruxelles, qui servira de déclencheur : « *Ils traînaient des caisses comme des traîneaux. Ils jouaient à Alain Hubert et Dixie Dansercoer. Ca m'a ébranlé* ». Ce jour-là, l'explorateur comprend qu'il est devenu un personnage public suffisamment armé pour alerter l'opinion publique de l'impact du réchauffement climatique.

Alain Hubert avait deux passions : le bois et les grands espaces. Il a maintenant un devoir. Un an plus tard, il crée avec deux autres scientifiques l'*International Polar Foundation* (IPF). En 2002, la Fondation installe son siège à Bruxelles, capitale de l'Europe, ainsi que des bureaux, en parallèle, dans six autres pays. L'idée ? Sensibiliser le public à la recherche polaire, comme vecteur d'éducation au changement climatique. Une bonne vingtaine de personnes travaillent ainsi à créer une passerelle entre science et société : « *Les choses ne peuvent bouger que si on les comprend* ».

C'est de là qu'émergent la responsabilité morale et la mobilisation de la population autour du politique », analyse-t-il. « *On ne peut demander à l'autre que ce qu'on fait soi-même. Il faut montrer l'exemple* ».

En plus de sensibiliser le public aux périls écologiques qui le menacent, l'IPF parraine des initiatives apportant une valeur d'exemple face aux problèmes posés par le réchauffement climatique.

Sensibiliser le grand public, c'est cela encore qui amène Alain Hubert à lancer en 2004 le projet de construction d'une station de recherche scientifique en Antarctique. Une initiative complètement folle si elle n'était portée par celui qui est désormais devenu chez nous l'un des plus éminents défenseurs de la lutte contre le réchauffement climatique. Si un alpiniste doit visiblement bien connaître les montagnes pour les affronter, un aventurier alpiniste peut même les soulever. Baptisée *Princess Elisabeth*, cette base⁷ est la première station de recherche « zéro émission ». Elle fonctionne à 100% à l'aide d'énergies renouvelables et recycle 100% de ses eaux usées. Une base propre donc, la première de ce genre dans le monde.

Pour son inauguration, Alain Hubert a présenté, aux côtés de son équipe de l'IPF, « son » chef-d'œuvre écologique sur le site de « Tour & Taxis » à Bruxelles. Nous y étions. Cette bulle gigantesque, aussi impressionnante vue de l'intérieur que de l'extérieur, est un exemple d'innovation technologique. Un an et demi d'études, de calculs et d'essais aura été nécessaire pour tester la résistance des matériaux au froid et aux vents extrêmes sur trente ans. L'Antarctique connaît des conditions très rudes, avec des écarts gigantesques de températures de -50°C en hiver à -5°C au soleil en été et des vents soufflant à parfois 200 km/h.

La station a bénéficié de la contribution des ingénieurs les plus spécialisés pour la construction. « *Nous avons les outils et la technologie. Avec Johan Berte comme chef de projet, les créateurs ont pris des mesures particulièrement réfléchies et innovantes* ». Grâce à ses éoliennes, ses panneaux solaires et à une utilisation rationnelle de l'énergie, la station ne relâchera aucun gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Mais le message essentiel derrière tout ça est destiné aux quarante mille personnes

venues visiter la station exposée avant son départ et encore davantage aux centaines de milliers de téléspectateurs : « *Si on peut construire aujourd’hui une habitation totalement écologique en Antarctique où il y a plus de cinquante degrés d’écart potentiels, qu’est-ce qu’on attend pour le faire en Belgique ?...* ». Voilà le travail d’Alain Hubert. Voilà pourquoi il faut le voir si souvent à la télévision et ailleurs.

La mission de la base polaire ne s’arrête pas à cette démonstration. Depuis novembre 2008, vingt-cinq scientifiques belges et internationaux viennent y mener leurs recherches durant l’été austral tandis que la station sera opérationnelle toute l’année, capable de prendre des mesures et de les envoyer par satellite.

Laboratoire d’étude du climat par excellence, les glaces « éternelles » de l’Antarctique constituent la plus grande mémoire de la Terre. L’air emprisonné par couches successives est extrait de carottes de glace, qu’on découpe et analyse. Un procédé qui permet d’évaluer la température et les composants de l’air en remontant jusqu’à huit cent mille ans. « *Sans le Groenland et l’Antarctique, il y aurait des questions auxquelles on ne pourrait pas répondre. On a pu vérifier la période glaciaire par exemple. Cette connaissance permet de retracer l’histoire de notre climat, le comprendre et ainsi prévoir ses évolutions. Et agir* ». Revoilà l’Alain Hubert scientifique.

L’année polaire internationale, un événement qui n’a lieu que tous les cinquante ans, a donc vu, comme annoncé, l’installation de la nouvelle base scientifique en Antarctique. La précédente année polaire avait été celle de l’édification de la base belge *Roi Baudouin* sur le continent blanc, démantelée après seulement... dix ans. Princess Elisabeth vient donc redorer l’image de la Belgique, l’un des douze pays signataires du Traité sur l’Antarctique en 1959, où chacun s’engageait à renoncer à toute revendication territoriale, pour le bien-être de l’humanité, et à promouvoir la coopération scientifique.

« *Nous, humains, avons une conscience, celle de nous savoir responsables de ce qui se passe. La planète est ronde. Comme les réserves énergétiques, elle a une fin et c’est toujours la même planète qu’on épouse. On ne*

sait pas ce qui va se passer. Il ne faut pas attendre d'avoir toutes les réponses pour agir. Mais à la différence des animaux, nous sommes dotés d'une réflexion pour influer sur notre avenir. Nous sommes dans une période passionnante. Et je crois en la survie de l'espèce humaine ».

Il y a des personnes qui savent comment on peut changer les choses. D'autres pourquoi il faut le faire. Et d'autres encore savent comment nous convaincre de le faire. Nous avons besoin de ces trois sortes de personnes. Alain Hubert fait au moins partie des deux dernières catégories.

LE PROJET POLARIS CENTRE

Les Observatoires des Changements Climatiques « Polaris Centre » sont un projet-clé de l’International Polar Foundation. Ces observatoires, dont le premier sera situé à Bruxelles, permettront un meilleur échange entre la communauté scientifique et le grand public en mettant à leur disposition les derniers résultats de la recherche, recherche qui nous permet de mieux comprendre le système complexe et dynamique qu'est notre Terre. Le complexe Polaris Centre, qui ouvrira ses portes au public en 2012, après l’Année Polaire Internationale (API) 2007-2008, assurera ainsi la pérennité de l’héritage laissé par l’API, tout en poussant à une réflexion quant aux mesures à prendre pour préserver notre planète en s'appuyant sur les travaux du GIEC (Group d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat).

D'AUTRES FIGURES

En tant que responsable du projet de construction de la Station Princess Elisabeth, JOHAN BERTE était chargé de la supervision, de la conception et de la construction de la station. Professeur invité et conseiller en méthodologie de la conception dans plusieurs établissements, il reste un des rares spécialistes de la construction polaire (www.antarcticstation.org)

GEERT PALMERS est l'un des fondateurs et l'administrateur délégué de la société de construction 3E. C'est en partant du constat que notre système énergétique n'est pas conçu avec une vision à long terme qu'il jette les bases de ce bureau d'experts en 1999. Pour lui, l'innovation conjuguée à l'utilisation massive des énergies renouvelables et l'économie d'énergie apportera une réponse à un des plus grands défis de notre société. La station polaire «Princess Elisabeth» a été élaborée dans cet esprit. Projet de grande envergure, elle est unique dans son genre car elle démontre de façon exceptionnelle la capacité à réduire les émissions de CO2 en fonctionnant intégralement sur la base d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, 3E compte une équipe de soixante experts et des centaines de références dans plus de vingt-cinq pays. Avec des bureaux à Bruxelles, Toulouse, Istanbul et Pékin, 3E est reconnu en Belgique et au niveau international (www.3e.eu)

NOTES

- 1 www.polarfoundation.org
- 2 Alain Hubert a été récompensé en 2003 par le prix George Lemaître pour sa contribution à la Science et en 2008 par le 1er prix qu'octroya la Fondation Prince Albert II de Monaco, pour son travail de sensibilisation aux changements climatiques.
- 3 L'objectif des Banques alimentaires est la collecte d'aliments, de préférence non périssables, et leur mise à disposition gratuite ou quasi gratuite aux plus démunis. Elles répondent aux enjeux sociaux par l'aide alimentaire et luttent contre le gaspillage des produits alimentaires pour nourrir ceux et celles qui ont faim. Apparues aux États-Unis vers la fin des années 1960, elles existent en Belgique depuis 1986. (www.banquesalimentaires.be)
- 4 Didier Goetghebuer est ingénieur agronome et secrétaire général de l'ICEDD, l'Institut de Conseil et d'Etude en Développement Durable.
- 5 Dixie Dansercoer est un explorateur flamand, grand sportif et photographe, né en 1962 à Nieuport.
- 6 Adrien de Gerlache de Gomery (1866-1934) est un marin belge, explorateur de l'Antarctique. A bord de son trois-mâts la « Belgica », son équipage et lui sont les premiers en 1897 à passer un hiver en Antarctique et à en ramener des données essentielles pour la connaissance de ces régions. Il y découvre un passage de 200 kilomètres qui, avec l'accord de l'équipage, sera baptisé « détroit de Gerlache ». Son retour à Anvers suscitera une explosion d'enthousiasme populaire le 5 novembre 1899.
- 7 Le coût global de construction de la station s'élève à vingt-deux millions d'euros, majoritairement financés par le secteur privé. Le gouvernement fédéral est intervenu pour six millions d'euros dans le projet et la logistique. Pour parachever le financement, un appel de fonds a été lancé auprès des particuliers pour permettre à chacun d'acquérir une part symbolique de la base et en devenir ainsi co-propriétaire.

LA DERNIÈRE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR L'HUMANITÉ EST CELLE DE L'ÉDUCATION

**JEAN-MICHEL LEX, EUPEN :
ENSEIGNANT, COORDINATEUR ENVIRONNEMENT
DE L'INSTITUT ROBERT SCHUMAN**



© JEAN-LOUIS BROCARD

Nous cherchions une expérience intéressante dans le domaine scolaire. On nous a très vite parlé de cet homme atypique qui menait depuis de nombreuses années une expérience dont on parlait dans de nombreuses écoles, non seulement en Communauté française mais aussi en Flandre. Nous voilà donc partis vers les cantons germanophones du pays rencontrer Jean-Michel Lex dans son école.

Nous sommes accueillis très chaleureusement par notre enseignant dans le bureau du directeur de l'école, resté pour nous souhaiter la bienvenue et nous offrir un café avant de nous laisser mener notre interview. Très vite, on ressent la complicité des deux hommes, la fierté aussi, du directeur mais probablement aussi de l'ensemble de l'équipe éducative dont on croisera plusieurs membres lors de la visite qui nous est proposée à la fin de l'entretien.

Dès le premier contact, Jean-Michel Lex donne l'impression de l'enseignant motivé qui a choisi délibérément les lunettes qui font voir le positif avant le reste. Et pourtant, voilà un enseignant qui n'a pas aimé sa scolarité. Trop peu de place laissée au débat et à l'autodidactisme. Devenu adulte, il milite pour les causes qui le touchent et se décide à transmettre ses idées à la nouvelle génération. Depuis vingt-cinq ans¹, celui qui a commencé comme prof de religion s'est mué en moteur du développement durable pour ses élèves et ses collègues de l'Institut Robert Schuman à Eupen. L'école est devenue un modèle pour ses projets ambitieux et ses réalisations concrètes dans le domaine. Mieux, l'idée semble contagieuse...

Lorsque Jean-Michel Lex entre à mi-temps dans cette école d'enseignement technique et professionnel, l'établissement a, pour reprendre ses mots, « *la plus mauvaise réputation de la Communauté* ». Ce n'est évidemment pas l'impression que nous avons, quelques années plus tard, en passant le portail de l'école. Jean-Michel Lex explique : « *Vous avez affaire à une école qui a fait du chemin. Mais plus elle avance, plus elle mesure ce qu'il lui reste à faire* ».

Son truc à lui, nous raconte-t-il, c'est l'éducation des jeunes mais aussi celle des adultes. Il aime les débats de société et cela s'entend. Lex pourrait

parler des heures de son militantisme, raconter son parcours des années quatre-vingt à aujourd'hui. Il souhaite autant s'impliquer pour un monde plus juste et conscient des défis de notre siècle, que voir son entourage s'impliquer : « *La communication entre les êtres humains, celle qui offre à l'autre la confiance et l'espace adéquat, est le moteur du changement. Un changement qui commence ici, dans les classes d'écoles.* »

Jean-Michel Lex a tour à tour été écologiste, chrétien progressiste, militant pacifiste, tiers-mondiste, et même tout à la fois, avant de devenir enseignant. De la création d'une association locale de protection de la nature avec d'autres jeunes en 1970² à son engagement d'animateur dans des mouvements de jeunesse, Lex est proche du mouvement chrétien pour la paix de l'époque et fait vite le lien, à l'heure des dictatures en Amérique latine, entre les aspects solidarité, planète, nature et démocratie. Ce qui l'a irrité dans sa scolarité, c'est que tous les savoirs qui l'intéressaient ne semblaient pas intéresser... les enseignants. Jean-Michel Lex veut offrir une pédagogie différente. Comme une revanche.

Fin des années septante, il entre à l'Institut Robert Schuman. « *Je suis un prof atypique. Assez rapidement, et tout à fait à l'image de ma scolarité personnelle, j'ai vu les limites du système scolaire et la difficulté des jeunes à entrer dans cette vie, particulièrement dans l'enseignement professionnel et technique.* »

Jeune prof, il pousse ses élèves au dialogue et au débat à partir de thèmes de l'actualité. Ensemble, ils parlent de questions philosophiques, théologiques. Il leur transmet ses réflexions sociales et environnementales. Le travail de sensibilisation effectué, il est temps d'en faire quelque chose. C'est ainsi que huit ans après son arrivée comme prof de religion à mi-temps, Jean-Michel Lex se décide à lancer des réalisations concrètes avec ses élèves. Il commence avec les jeunes de première : ensemble, ils plantent pas moins de six cents arbres autour de l'école, avec l'encadrement des élèves de sixième. L'action, comme on peut l'imaginer, attire un petit groupe d'enseignants qui commence à s'intéresser de près aux pédagogies actives. Jean-Michel Lex leur propose sa vision d'une autre école : « *un enseignement qui laisse la place au débat, au dialogue, à l'autodidactisme* ».

Avec les collègues les plus convaincus, il crée le groupe *RSI Umweltfreundlich* (les « Amis de l'environnement de l'Institut Robert Schuman »), réunissant celles et ceux qui sont déjà prêts à collaborer pour changer les choses. Cette logique de réseau est propre au parcours de Jean-Michel Lex, qui passe son autre mi-temps à s'investir bénévolement dans le secteur associatif.

La pédagogie mise en place est donc interactive... et active. Le petit groupe d'enseignants met en place des projets dans les classes. Et s'empare de la question de la place de l'Homme dans la ville telle qu'elle est soulevée par l'actualité locale. A l'époque, un grand émoi s'empare en effet de la population d'Eupen : l'annonce d'un projet de construction d'une route à travers son grand parc public. Pour calmer un peu les esprits, la ville lance alors un appel pour le meilleur projet d'urbanisme. Jean-Michel Lex, ses quelques collègues et leurs étudiants décident d'envoyer un dossier... et remportent le premier prix. « *Ca a été le point de départ pour convaincre d'autres enseignants à travailler ensemble* ».

Plus que jamais, l'intuition de Lex est d'aborder le développement durable de façon globale pour avoir une chance d'enclencher un réel changement, en profondeur : « *Les questions, souvent morcelées en matières distinctes à l'école, aboutissent souvent à des activités 'one shot' aux effets désastreux, en terme de dépense d'énergie et de résultats sur le long terme. Et nous, en nous regroupant, nous commençons à mettre en place, à petite échelle, une logique de décloisonnement qui, lorsqu'elle est pensée avec prudence, peut devenir un élément implanté collectivement dans une structure scolaire. C'est un phénomène de contagion. Ce type de démarche permet de faire des choses extraordinaires !* »

Progressivement, la direction de l'école instaure les « forums des professeurs ». L'idée est de repenser complètement l'établissement. Et de se mettre ensemble pour créer une nouvelle cohérence institutionnelle.

Les projets se multiplient. L'équipe forme quelques élèves pour auditer³ l'école en matière d'environnement, une analyse de base pour permettre à l'école de s'améliorer. Une exposition est lancée, consacrée aux nouvelles

technologies. Quarante-deux types de déchets différents sont triés, au moyen d'étiquettes et de conteneurs fabriqués en partenariat avec les élèves des sections menuiserie, mécanique et soudure et, avec l'appui des jeunes des cellules artistique et communication, les élèves et le personnel scolaire sont sensibilisés. Cette installation ambitieuse permet de réduire de 80 à 90% le volume des déchets éliminés sans traitement.

La section artistique de l’Institut donne naissance à « Dirty Robby », rapidement rejoint par « Pretty Mary », deux personnages qui se retrouvent dessinés partout dans l’école où l’on peut donner un conseil environnemental. Au-dessus des interrupteurs par exemple. Dirty Robby deviendra même la star d’un jeu de sensibilisation à l’eau créé par les adolescents d’une classe de langues.

Les initiatives finissent par attirer la presse et les encouragements de l’extérieur. Le virus du développement durable est né et contribue à attirer toujours plus de collègues. *« Il y aurait beaucoup à dire sur les professeurs démotivés à cause de trente années de boxon dans les écoles et de la manière dont les pouvoirs publics ont traité les écoles. Il y aurait donc beaucoup à dire sur l’image qu’ont les profs d’eux-mêmes et de leur capacité à intervenir sur la structure scolaire. Mais les conversions peuvent se faire quand même. Des exemples, j’en ai plusieurs. »*

Jean-Michel Lex, devenu coordinateur environnemental à temps plein de l’établissement, continue à remuer ciel et terre pour transformer son école. De la réalisation de valisettes solidaires pour le Lycée Technique de Ouagadougou, à l’envoi de délégations de jeunes au sommet de la Terre⁴ au siège de l’UNESCO à Paris, il en arrive à vouloir changer la structure même de l’ensemble du système scolaire. La dynamique de développement durable mise en place dans son école et l’enthousiasme qui en découle le conduisent à imaginer ce rêve possible.

C’est ainsi que dans les années nonante, les « forums de professeurs » imaginent le concept d’ « AGORA ECO-SOCIO-STRUCTURE », un terme complexe pour une logique pourtant très simple : passer de petits projets ponctuels à un modèle d’établissement. Leur réflexion s’accompagne

d'une recherche de partenariats et de financements pour transformer les infrastructures et les équipements de l'école.

Quelques années plus tard, des capteurs solaires de dix mètres carrés sont installés sur les toits de l'Institut⁵. Les cinquième et sixième années des sections électricité et informatique industrielle prennent en charge les évaluations mensuelles et les bilans annuels de la production d'énergie⁶.

Puis un abri pour bicyclettes est construit à l'entrée de l'école. Depuis, une trentaine de jeunes et d'adultes arrivent tous les matins à l'école à vélo, été comme hiver. L'école réfléchit également à son éclairage et à l'isolation de ses bâtiments. Et toutes les peintures sont aujourd'hui sans solvant.

Outre les bâtiments et les équipements de l'école, le concept AGORA brosse plus largement encore et s'intéresse au contenu éducatif. Santé, citoyenneté, environnement, solidarité mondiale sont désormais des thèmes complètement intégrés dans le projet pédagogique de l'école.

Côté cantine, des jus et produits issus du commerce équitable sont proposés aux jeunes, l'offre alimentaire s'est diversifiée grâce à un système de self-service qui propose des assiettes saines, des fruits et des légumes de saison⁷. L'alimentation bio fait son apparition⁸ dans le restaurant de l'école et une « semaine de la santé » est développée et remporte un grand succès : « *Nous voulions une offre plus proche de notre époque. On prend son plateau, on se sert. Le restaurant est aussi devenu éco-solidaire, c'est-à-dire que n'y entrent que des produits emballés dans du consigné, bons pour la santé et équitables. Tous ces changements ont ramené la clientèle de la cantine.* »

Mais au-delà de la formation à l'environnement dans le cadre de l'école, Jean-Michel Lex veut donner au jeune les outils nécessaires à sa vie d'adulte pour qu'une fois sorti du cycle scolaire, il puisse apporter le changement dans les lieux et entreprises où il exercera ses activités. Lui donner une manière de vivre ses relations aussi.

« *Nous avons compris qu'il était essentiel de mettre les enfants en situation de communiquer le fruit de leur travail, en particulier les enfants du*

technique et professionnel – qui souffrent probablement, pour un certain nombre d'entre eux, de non-intégration et de non-reconnaissance. Ca fonctionne tout de suite. Le développement des compétences sociales de la personne est prioritaire parce que, au bout du chemin, on voudrait bien que l'électricien, le coiffeur, le menuisier, le technicien qui sort de chez nous soit en capacité de communiquer toute la problématique du développement durable qu'il a apprise durant sa formation. »

Participation à des débats, présentations orales, visites d'expositions... par tous les moyens, les jeunes sont encouragés à se dépasser, « *pourvu qu'il y ait de l'enthousiasme* ».

Après près de trente ans de réflexion, de débats et d'actes, Jean-Michel Lex souhaite désormais étendre son projet et échanger les expériences avec les autres écoles grâce à la mise en place d'une plate-forme de discussion. Des partenariats sont en cours de réalisation avec une dizaine d'autres établissements intéressés par son concept d'écosociostructure. Le modèle pourra servir d'exemple et se décliner de façon originale dans chacun d'entre eux.

« Nous sommes, en Belgique, encore tout à fait en retard par rapport à d'autres pays qui ont davantage pris au sérieux l'appel des Nations unies à organiser une décennie de l'éducation au développement durable. En 2009, nous sommes à la mi-course et il reste un travail énorme à faire pour convaincre l'ensemble des pouvoirs publics que la dernière opportunité à saisir pour l'humanité est bien celle de l'éducation. Nous avons encore de nombreux projets. »

L'établissement Robert Schuman avait une très mauvaise réputation il y a quelques années, comme malheureusement beaucoup d'autres écoles de l'enseignement technique et professionnel. Manifestement, cette réputation semble résolument appartenir au passé. Le directeur nous raconte cette anecdote : « *On a un élève, Philippe, qui en Allemagne était promis à un enseignement spécial. En débarquant ici, il a d'année en année repris du poil de la bête. Il a finalement remporté le deuxième prix du concours de rhétoriques de la Communauté. Son*

gain de trois cents euros, il en a fait don... à l'école. C'est ça notre mode de fonctionnement ». Nous cherchons la fierté dans le regard de Jean-Michel pendant que son directeur nous raconte cette anecdote. En réponse, nous recevons la phrase qui conclura notre entretien: « *La seule chose qui me gêne dans votre projet, c'est son caractère personnalisé. J'estime qu'il s'agit davantage de processus collectifs que de mise en avant de l'action de quelqu'un* ».

www.rsi-eupen.be

NOTES

- 1 Début de l'action en 1983.
- 2 1970 est la première année européenne de la conservation de la nature (Conseil de l'Europe).
- 3 L'école est passée au système de management environnemental ISO 14001 et à la certification européenne EMAS (Environmental Management and Audit Scheme), plus exigeante.
- 4 Le sommet Planète'E2, organisé en novembre 2001, a réuni environ mille personnes, des acteurs de l'Education relative à l'Environnement (Ere).
- 5 Ces panneaux solaires ont été offerts par Electrabel.
- 6 S'il est encore difficile de chiffrer les économies réalisées, le bénéfice éducatif et l'impact futur de ces initiatives sur le tissu économique local sont par contre, eux, incalculables.
- 7 En Belgique, plus de 44% de la population sont en surcharge pondérale.
- 8 L'arrivée du bio fait suite au Programme National Nutrition Santé, élaboré en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin et Bioforum.

**3,50€ POUR UN POTAGE,
UN PLAT, UN DESSERT
ET UNE BOISSON BIO ?
OUI, C'EST POSSIBLE**

**PHILIPPE RENARD, LIÈGE : RESTAURATEUR,
IL A CONVERTI LA CANTINE D'ETHIAS EN RESTAURANT BIO**



Un des portraits qui nous avait le plus marqué dans le livre « 80 hommes pour sauver le monde » était celui de Carlo Petrini, cet Italien fondateur du mouvement *Slow Food* à la fin des années quatre-vingt. L'histoire avait commencé avec un projet d'ouverture d'un Mc Donald place d'Espagne à Rome. Carlo et quelques amis avaient tenté d'empêcher l'installation dans le cœur historique de la ville éternelle d'une antenne du plus grand représentant de la culture *fast food* du monde. En vain. Tout au plus avaient-ils obtenu que l'enseigne au clown qui aime les enfants gras soit intégrée dans le style du reste de la place. Mais cet échec allait aussi donner naissance au plus grand mouvement de promotion d'une alimentation de qualité à travers le réseau *Slow Food* qui ferait progressivement des émules dans le monde entier.

Nous voilà donc parti à la recherche du Carlo Petrini belge. Etonnement, à l'époque, le mouvement *Slow Food* n'est pas encore très développé en Belgique même si quelques conviviums¹ existent en Flandre et un à Silly². En faisant nos recherches, nous entendons parler d'un restaurateur, Philippe Renard, qui aurait réussi à transformer une cantine d'entreprise en cantine bio, tout en maintenant le prix de vente du repas. L'exploit n'est pas mince et mérite qu'on aille voir cela de plus près, d'autant que l'on sait que le principal frein évoqué à l'achat de la nourriture bio est son prix. Ce sera notre homme.

Le rendez-vous est fixé fin 2006, chez lui, à Waremme, où il nous accueille béquille à la main en raison d'une petite intervention médicale récente. Installés dans son salon aux larges baies vitrées d'où l'on peut observer le jardin et son potager, nous démarrons l'interview sur son parcours et ses motivations. Très vite, nous nous rendons compte que cet homme va nous plaire. Il parle avec ses tripes, a une énergie et un enthousiasme communicatifs. On voit tout de suite que c'est un gourmand. Christos trouve ça toujours rassurant.

L'histoire de Philippe Renard ne commence pas dans le bio. Restaurateur depuis trente ans, il travaille essentiellement dans la gastronomie classique, notamment au sein d'un restaurant deux étoiles à Damme, le sommet de la première partie de sa carrière. Puis un accident de la vie l'oblige

à tout arrêter pendant plus de six mois. Ce n'est pas un métier dont la couverture sociale permet de recommencer du jour au lendemain après la convalescence. Il se recycle alors en s'occupant de la gestion du premier point de vente du chocolatier Jean Galler, Grand-Place à Bruxelles, et en profite pour publier « *Cuisine au chocolat* ». Quand toutes les séquelles de son accident ont disparu, il part se refaire une santé financière à Paris. Une période de vie épuisante à travailler dans une brasserie nuit et jour, durant laquelle il sacrifie sa vie, sa famille. Lorsqu'il rentre chez lui fin 99, il crée un bureau de consultance dans l'agroalimentaire et décide de faire la promotion des produits wallons lors de Salons à l'étranger et dans de grands hôtels européens.

Pour la plupart de ceux et celles que nous avons rencontrés, c'est souvent un changement de vie qui est le déclencheur d'une prise de conscience. Renard vient d'une famille d'agriculteurs traditionnels qui fait dans le blanc bleu belge. La mère de ses enfants vient d'une famille où l'on fait confiance aux plantes. Elle suit d'ailleurs des cours du soir en herboristerie, en phytothérapie, puis en aromathérapie et en gemmothérapie³. Après trente ans passés dans les cuisines de toutes catégories, notre restaurateur décide de s'ouvrir un peu à ce monde et aux valeurs qu'il véhicule.

C'est à ce moment que la famille Renard décide de commencer à acheter des aliments issus de l'agriculture biologique. « *Evidemment, nous avons constaté qu'ils coûtaient 20 à 25% plus cher que ceux issus de l'agriculture traditionnelle. Pour y remédier, après trois semaines, nous avons commencé à acheter différemment, en grosses quantités. Côté goût, les enfants n'étaient pas fans au départ, aujourd'hui ce sont les plus grands amateurs.* »

C'est à la même époque qu'il entre chez Ethias comme consultant pour la cantine d'entreprise. La compagnie d'assurances connaît quelques problèmes de qualité avec la société de restauration et demande à Philippe Renard d'apporter des propositions qui relanceraient la cantine. Le chef est parti en laissant une équipe de cinq cuisiniers démotivés, le public a déserté les lieux depuis plus longtemps encore, et les plats proposés ont besoin d'être revisités. Philippe Renard est bien décidé à réapprendre aux clients à apprécier les saveurs.

Renard demande une semaine d'observation avant d'agir. Son premier réflexe est de regarder le menu et d'ouvrir le frigo : « *Au plat du jour, des omelettes. Et dans le frigo, je ne vois aucun œuf frais ! Je demande aux cuisiniers comment ils comptent faire. Ils me sortent du congélateur vingt-quatre omelettes toutes faites, déjà cuites, qu'ils déposent généralement sur du beurre durant une heure à l'air libre pour les faire gonfler, avant de les passer sept minutes au four. Après la gastronomie étoilée, ce n'est pas possible de ne pas réagir en tant que cuisinier en voyant ce genre de choses. On se dit que la malbouffe est partout, c'est une horreur !* ».

Renard sort de son rôle de consultant et se dit que s'il veut réussir son pari, autant se proposer lui-même comme chef cuisinier. La candidature est acceptée, il a carte blanche. « *Les six premiers mois, j'ai fait de la cuisine conventionnelle. Je revenais avec mes carottes pissant dans la casserole. Je me disais 'C'est pas possible, il y a quelque chose qui ne va pas !' Puis j'ai commencé ma démarche, me suis renseigné pour savoir où étaient les grossistes, mais je n'ai rien dit à personne. J'avais un budget de 3,50€. Tant que je respectais ça, je faisais ce que je voulais.* »

Première chose que Renard changera : le pain. « *Sur le présentoir, il y avait des baguettes d'un mètre cinquante de long qui pesaient nonante grammes, et à côté de cela, des baguettes de pain bio de quarante centimètres qui faisaient plus du triple, trois cents grammes ! Si je paie pour le premier 0,50€ et pour le deuxième 0,96€, le calcul est vite fait. Ce sont bien les premiers les voleurs ! J'ai donc acheté le pain bio que j'ai découpé en morceaux pour accompagner les plats. Mais je me suis bien gardé de prononcer le mot 'bio' ; je disais 'Ferme de la Croix'.* »

Progressivement, en 2001, les produits bio atteignent 5 à 10% du total. Après le pain suivent les œufs. Puis les yaourts, avec un passage d'une consommation de deux cents petits pots la semaine à six cents actuellement. Puis les cuisiniers réapprennent tout simplement leur métier. Ils pèlent les légumes eux-mêmes plutôt que de les acheter en boîte. Ils apprennent à gérer les restes aussi.

Mais la mauvaise qualité des autres produits traditionnels le pousse à poursuivre la réflexion. Les légumes et la viande qu'il achète sont gorgés d'eau. « *L'idée de faire du bio était bonne, mais il fallait régler le problème suivant : la viande bio est de 30 à 35% plus chère à l'achat* ». Renard se dit alors que si l'on compare les aliments traditionnels aux produits bio, ces derniers deviennent comparativement beaucoup plus rentables... après cuisson. « *Mon steak bio fait cent trente grammes avant et après cuisson, les autres s'ils font cent septante au départ, n'en font plus que cent quarante après cuisson. Car ils sont pleins d'eau ! De plus, on n'a pas de suc de viande pour faire une sauce, donc on doit ajouter des produits aseptisés en poudre ou en pâte* ». Pour compenser la différence de prix, il recompose aussi totalement l'assiette en tenant compte de la psychologie de celui qui mange. L'assiette doit paraître bien remplie, mais la qualité des produits permet d'utiliser moins de viande et plus de légumes. Comme le goût suit, personne ne s'en plaint. Bien au contraire.

Sa démarche intègre aussi le respect des saisons et des producteurs locaux. Plus de tomates fraîches en hiver dans sa cantine. Et pour soutenir les producteurs du coin, les achats sont presque toujours locaux, sauf cas particuliers comme le sucre bio, certaines épices, le vin de France, les pâtes, les olives et les tomates qu'il fait venir de Sardaigne en grosses quantités par camions.

Mais la voie bio n'est pas évidente même pour ceux qui sont déjà convaincus. On a déjà évoqué le prix plus élevé d'une nourriture certifiée sans pesticide ni engrais chimique. D'autres problèmes apparaissent. En allant voir les producteurs, Renard s'aperçoit bien vite qu'ils ne sont pas préparés à recevoir des commandes abondantes et fréquentes. Pour sa cantine, il lui faut des centaines de poulets, des kilos de steaks, quantités de yaourts ou de fromages de chèvre bio par semaine.

Renard fait le tour de la Belgique pour identifier les producteurs. Aucun grossiste bio ne lui garantit les livraisons en temps et en nombre pour les travailleurs d'Ethias. C'est donc toute une organisation qu'il décide de mettre en route. « *Dès que je souhaitais le produit d'un*

producteur en particulier, je lui passais ma commande un à deux mois à l'avance. Prévenu, il pouvait s'arranger. »

Se balader d'un coin à l'autre du pays reste un excellent moyen d'identifier et de ramener les bons produits. En passant ses commandes via des circuits courts, Renard contribue au sauvetage de nombreux artisans. Il les incite à passer à un cap nouveau ; la plupart se professionnalisent. Mais les distances à parcourir restent longues. Renard réfléchit à la question et se décide finalement à créer un plateau de distribution bio⁴ qui va centraliser les produits et se charger de les distribuer aux collectivités : « *Les camions vont amener les produits dans un local, où deux personnes vont dispatcher le tout. Ce ne sera pas plus cher car l'acheteur ne doit plus se déplacer. »*

Actuellement, la proportion du bio est passée à 85%. Et les travailleurs semblent apprécier. Depuis que Renard est arrivé, la cantine Ethias est passée de 120 à 360 couverts par jour. « *Le directeur des ressources humaines chez Ethias m'a dit que je faisais de l'excellent boulot et cela, en passant de cinq personnes en cuisine à quatre. Aujourd'hui en cuisinant bio et frais, on fait du bon et du meilleur travail... Depuis mon arrivée, les cuisiniers refont leur métier, tout simplement, ce qui est aussi positif pour leur moral. »*

Il est possible de payer 3,50€ pour un potage, un plat, un dessert et une boisson sains et savoureux. Philippe Renard tient à le dire. Il passe d'ailleurs une grosse partie de ses temps libres à partager son expérience à travers ses livres de cuisine⁵, son *Ecole du Goût et des Saveurs* et ses formations destinées aux responsables des cantines scolaires. Les enfants des classes maternelles et primaires ont l'immense chance de pouvoir recevoir des initiations au goût ; les plus grands, ados ou adultes, peuvent se rabattre sur les conférences que donne Renard.

Celui qui a mis plus de trente ans à se convertir au bio est devenu l'un des meilleurs ambassadeurs de la qualité de notre cuisine. Il a pour lui la crédibilité de connaître son métier et d'être passé par toutes les contraintes possibles en traçant pour chacune d'elles des pistes de solutions utiles à tous.

Mais Philippe Renard a aussi cette qualité : il a une façon si gourmande et savoureuse de parler de cuisine saine ou éthique qu'il arriverait certainement à convertir, s'il en avait l'occasion, la plupart des gérants des Mc Do ou autres *fast food* du pays. Il faut dire que depuis lors, il a lancé le convivium « L'univers du goût », antenne de Slow Food⁶ à Liège...

D'AUTRES FIGURES

MALIKA HAMZA a grandi avec la fascination de sa grand-mère maternelle, qui vivait en Touraine, jardinait, et cuisinait avec amour des plats métissés aux senteurs bretonne, nord-africaine, espagnole,... Dès ses 12 ans, elle prépare et teste quotidiennement des recettes pour toute la famille. Quatorze ans plus tard, Malika a gardé l'amour de la transmission de recettes orales ancestrales qui, sans elle, disparaîtraient à jamais de nos assiettes. Elle utilise des produits locaux, de saison, fait revivre des recettes et un art de la table qu'elle inscrit précieusement pour les générations futures. Elle a recensé durant de longues années les traditions culinaires en Flandre orientale comme outil de développement du tourisme culinaire, relancé des fruits et légumes oubliés, créé Karikol, l'antenne bruxelloise du mouvement Slow Food et donne des cours de cuisine. Par son travail, elle souhaite rappeler l'urgence de réfléchir à notre façon de consommer, dans le respect de soi, de l'autre et de notre environnement (www.karikol.be ; www.innovative-cuisine.com)

Choux perpétuels, carottes violettes, tomates noires de Crimée ou délicata, concombre alexander, courges de Siam, topinambours... Ces noms sont méconnus du grand public. Face à l'uniformisation de l'agriculture et à l'usage de pesticides et engrains chimiques, CLAUDE POHLIG propose de revisiter les légumes et fruits dits « oubliés ». Ce maître-cuisinier du patrimoine végétal, membre de Slow Food, a décidé d'œuvrer à leur survie. Pour lui, l'alimentation doit être biologique, naturelle, et tenir compte du respect des gens qui la produisent. Nous disposons de quatre-vingt mille espèces végétales comestibles, pourtant nous n'en consommons plus que quelques-unes (www.cuisine-potager.be).

NOTES

- 1 C'est le nom donné aux antennes décentralisées du mouvement slow food.
- 2 Le convivium de Silly est présidé par la très dynamique Sabine Störme.
- 3 Thérapie qui utilise les bourgeons.
- 4 Projet en cours à l'heure du bouclage de ce livre.
- 5 « Ma Cuisine Belge-Mijn Belgische Keuken », éd. Stichting Kunstboek, 1996., « La Nouvelle Cuisine Wallonne », éd. La Renaissance du Livre, 2002, « La Cuisine au Chocolat », éd. La Renaissance du Livre, 2003, « Belges Cuisines », éd. Labor, 2005.
- 6 www.slowfood.com

QUAND LA MODE VA PLUS LOIN QUE LE GREEN WASHING

**MARIE CABANAC, BRUXELLES :
CRÉATRICE DE LA SOCIÉTÉ ETHIC WEAR,
UNE DES PIONNIÈRES DE LA MODE ÉTHIQUE EN BELGIQUE**



© BENJAMIN BROLET

En établissant avec Christophe Derenne, le directeur d'Etopia, une première liste des personnes que nous pourrions interviewer et des secteurs que nous devrions essayer de cibler dans le cadre de ce projet, une question nous avait taraudé un moment : peut-on choisir une personne qui travaille dans la mode ? On voyait déjà quelques décroissants du pays nous tomber dessus en nous reprochant de faire l'apologie de la consommation pour la consommation. La réponse est dans cet article. Ce livre n'a pas été conçu pour faire la leçon à qui que ce soit. Il veut mettre en évidence des femmes et des hommes qui ont entamé, dans tous les domaines, pour l'une ou l'autre raison, une réflexion qui les a amenés à concevoir autrement leur métier ou leur action. Le secteur de la création et de l'habillement n'a certainement aucune raison d'échapper à ce processus, bien au contraire.

Peu de noms émergent spontanément dans le domaine du stylisme *durable*. Parmi ceux-ci, il y a Marie Cabanac. A l'époque, elle tient une petite boutique dans le quartier de la mode, près de la rue Dansaert, en plein cœur de Bruxelles. Derrière jupes, manteaux, pantalons et sacs, marqués par un style bien particulier, nous découvrons, près d'une machine à coudre, une petite femme brune, originale et pétillante, habillée de la tête aux pieds par sa collection. Cinq ans plus tôt, elle a créé avec son frère Paul Boyer sa propre marque de vêtements et s'inscrit depuis comme l'une des pionnières de la mode éthique en Belgique.

Nous partons prendre un café dans un bistro de la rue. L'entretien peut commencer.

Marie pratique la couture avant même d'apprendre à lire et écrire. A huit ans, la petite toulousaine transforme déjà les vêtements qu'elle porte à l'école. Elle retouche ses pantalons « pattes d'eph » en pantalons serrés et crée ses propres accessoires.

Elle a dix ans lorsque ses parents, professeurs tous les deux, décident de s'installer à la campagne et de se convertir à l'élevage de chèvres. « *Mes parents étaient des intellos bourgeois. Ce qu'ils ont fait a été*

une vraie leçon pour moi : être capable de laisser tomber une situation stable et confortable pour vivre son rêve ».

La famille se débarrasse du même coup de la télévision. Marie est encouragée à créer. Avec sa machine à coudre, elle passe des heures à inventer, assemble des bouts de tissus laissés par ses grand-mères, imagine, récupère, et donne vie à ses vêtements.

Elle grandit, passe son bac à Toulouse, puis tente sa chance à l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux. A l'époque, ce sont surtout des chapeaux qu'elle confectionne. Elle réussit ses études avec les félicitations de la moitié du jury, l'autre moitié la cale. « *Je ne passais pas vraiment inaperçue* », rit-elle.

De petites expos en ventes à Paris et à Avignon, Marie confectionne non seulement des chapeaux, mais aussi des habits de spectacle. Plongée dans cet univers, elle rencontre le célèbre chorégraphe équestre Bartabas, pour qui elle se met à créer des costumes pour chevaux. Puis c'est au tour de l'artiste belgo-congolaise Marie Daulne¹ de l'inviter à créer les costumes du deuxième album des Zap Mama. Vers la moitié des années nonante, le hasard l'amène à débuter sa carrière en Belgique. Elle s'installe alors dans les Marolles, à Bruxelles. « *J'y ai tout de suite aimé l'état d'esprit. Il y a une façon de jouer avec les apparences, un détachement par rapport à l'image. En France, tout est plus rigide* ». Entre les spectacles de cirque, de danse et de théâtre, la styliste travaille beaucoup mais a encore du mal à joindre les deux bouts.

Une information à la radio va agir chez elle comme un déclencheur : le secteur textile utilise une énorme gamme et quantité de produits chimiques. « *Je comprenais enfin pourquoi, en travaillant avec des tissus classiques, je me lavais les mains tous les quarts d'heure* », s'exclame-t-elle.

Cette prise de conscience l'amène à visiter un salon de mode éthique parisien où elle entend d'autres chiffres : la culture de coton représente 5% de la culture agricole mondiale mais plus de 25% de tous les pesticides utilisés dans le monde sont destinés à sa culture ! Par la suite, la transformation du coton – blanchiment, teinture, lavage –

nécessite environ 150 traitements chimiques différents. « *L'équivalent d'un petit verre pour la confection d'un seul T-shirt !* », nous apprend Marie. C'en était trop. En discutant avec un créateur de tee-shirts en coton bio, elle comprend que des alternatives sont possibles.

Le déclic éthique est né. Marie prend la décision d'acheter le moins possible de produits neufs et de cesser ainsi la course à l'éphémère. Pour tout ce qu'elle ne peut trouver dans le recyclage, elle choisira des tissus écologiques. Reste à trouver un petit coup de pouce financier. Il viendra de son frère, entrepreneur dans l'âme, qui lui offrira ses premiers rouleaux de coton bio. Cela suffira pour commencer. Marie confectionne ainsi en octobre 2003 sa première collection éthique signée *Marie Cabanac* et crée sa société *Ethic Wear*. Elle commence par récupérer et recycler les vêtements classés comme inutilisables aux Petits Riens, « *des tissus confectionnés en Asie et portés chez nous qui, s'ils ne sont plus utilisés, repartent vers l'Afrique et l'Europe de l'Est. Ces vêtements font le tour du monde et provoquent une concurrence déloyale pour les producteurs du Sud* ».

Lavés, triés, découpés, elle en fait des pièces uniques. Mais elle a un rêve : systématiser son système de seconde main. « *Toute seule, je perds trop de temps dans le tri pour ne recycler finalement que quelques vêtements. Il faudrait passer à un stade usine. Les tissus seraient nettoyés, triés, découpés, revalorisés et des emplois seraient créés chez nous* ».

Malgré les contraintes qu'elle rencontre, de fil en aiguille, Marie continue sur sa lancée. Installée dans un atelier de confection, elle acquiert rapidement un magasin bien à elle. Les ventes tournent, elle participe à des défilés de vêtements de seconde main, et développe une clientèle de particuliers et de magasins séduits par la griffe de la jeune femme. Les vêtements écologiques sont conçus à partir de tissus naturels : le coton bio, la laine, le lin et le chanvre. « *Nos vêtements se nettoient en machine, et nos teintures sont respectueuses de l'environnement. Je ne veux pas de matières traitées chimiquement et destinées au nettoyage à sec. Savez-vous que les gants utilisés pour sortir les vêtements de ces machines doivent être jetés dans une poubelle spéciale tellement ils sont toxiques ?* ».

Peu à peu, les exigences de Marie s'affinent. Respecter l'environnement en utilisant des tissus naturels ou recyclés, c'est bien, mais encore faut-il leur éviter de venir de l'autre bout de la planète. Elle intègre donc la logique des circuits courts chaque fois que c'est possible. Ses fournisseurs et partenaires sont choisis méticuleusement à partir de ces critères, mais aussi du respect des conditions sociales des travailleurs.

« Il ne faut pas aller bien loin pour observer des conditions de travail terribles. Il y en a dans nos pays.»

Ce n'est donc pas si simple de prendre la décision de produire éthique. Encore faut-il trouver les bons réseaux d'approvisionnement. Et rester de préférence dans une cohérence la plus grande possible tout en préservant un coût de production tenable. Pas question pour Marie Cabanac de faire du green washing², qui consiste à simplement mettre une petite étiquette verte sur le logo pour se donner bonne conscience.

Voici quelques exemples de contraintes à gérer. Le coton bio est produit généralement en Turquie et en Inde. Les Etats-Unis ont aussi une petite production. Il n'y a pratiquement pas de production en Europe, le coton aime la chaleur et consomme énormément d'eau. *« J'ai commencé à travailler avec un coton produit en Turquie, dans ma logique de circuit le plus court possible. Mais je me suis aperçue, à l'époque, qu'il était peu évident de vérifier le respect des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT). J'avais entendu qu'il était par exemple hors de question de parler de syndicats. J'ai donc arrêté de m'approvisionner là-bas ».* Mais il faut éviter d'être uniquement dans la moralisation et accepter que les choses puissent évoluer dans le bon sens parfois. Pour cela, il faut passer beaucoup de temps à s'informer, ce qui n'est pas toujours évident. Donc, après avoir travaillé un moment avec un coton produit en Inde et travaillé en Estonie, Marie est revenue, pour le moment, à une filière provenant de Turquie où le coton est tissé au Portugal.

Pour la laine, en Belgique, plus personne ne veut en faire, la dernière filature a d'ailleurs fermé. C'est dommage parce que voilà justement une matière qui coûte cher au transport. Paradoxalement, c'est celle

qui vient de Chine, une fois de plus, qui est la moins chère. « *Ici aussi, j'ai privilégié les circuits courts et éthiques, je travaille donc avec une laine en provenance du Danemark ou d'Autriche, elle n'est pas tout à fait bio, mais sa qualité est tout à fait correcte une fois lavée* ».

Enfin, le lin, lui continue à pousser en Belgique. Attention, le choix ne doit pas se faire à la légère. Il peut être très différent d'une sorte à l'autre. Certains lins en provenance de Chine sont en fait chimiques. La tige est macérée et traitée, travaillée là-bas à moindre coût avant de revenir en Belgique. Il existe des productions bio de lin, mais pas beaucoup. Les meilleures tiges de lin poussent en Europe du Nord. « *Mais ça coûte cher. Ici aussi, j'ai choisi de privilégier le meilleur équilibre entre filière courte, production éthique de qualité et coût maîtrisé. Pour le moment je travaille donc avec un lin produit en Europe de l'Est* ».

En gros, pour ses matières, elle paie entre 12 et 20 € le mètre, alors qu'elle pourrait en trouver à 3 ou 4 € le mètre si elle avait décidé de ne pas tenir compte des critères écologiques et sociaux³. Il faut ajouter à cela la donnée suivante : « *Une heure de travail en Belgique coûte une journée de travail en Europe de l'Est et un mois en Inde ou en Chine* ».

C'est dire encore que le choix de Marie n'est pas le plus simple. Mais en ayant discuté avec elle durant près de deux heures, on se rend bien compte que l'histoire de ses parents partis vivre leur rêve en abandonnant le confort de leur première vie a laissé des traces chez leur fille.

Aujourd'hui, grâce à la vente de gros, elle est parvenue à étendre sa clientèle, et est passée à trente points de vente partenaires dans toute l'Europe⁴. La couture, c'est son métier, sa façon de s'exprimer aussi : « *La politique, ça se pratique en allant acheter son pain. Mes convictions m'amènent à bien faire ce que je fais le mieux : les habits* ».

La démarche de Marie Cabanac est complète et cohérente. « *Ce qui me choque parfois, c'est de me rendre compte que tout le système avantage celles et ceux qui s'écartent le plus des critères écologiques et sociaux. On est donc encore loin du monde idéal. Alors on cherche,*

on fait des compromis. Et puis financièrement, c'est dur. Mais lâcher l'éthique, hors de question, je ne le peux pas. Je fais des choix dans mon travail comme j'en fais pour mon enfant. ». Et puis, nous dit-elle, « maintenant, je ne me lave plus les mains tous les quarts d'heure ».

www.ethicwear.com

www.mariecabanac.com

D'AUTRES FIGURES

MARTINE ERNOUX a créé SATYA, une marque de vêtements équitables. C'est lors d'un voyage en Inde qu'elle a décidé de développer ce projet « juste ». En 2004, elle dessine sa première collection et confie le travail de confection à une ONG donnant du travail aux habitants des bidonvilles. Elle choisit des teintures végétales et du coton biologique. Martine veut que son activité soit cent pour cent écologique et équitable, du champ de coton aux vêtements. Elle connaît personnellement toute la filière et insiste sur l'importance d'une relation durable avec ses partenaires. Elle a gagné, en 2006, le premier «Be Fair Award», une récompense belge à la meilleure initiative équitable de l'année (www.style-satya.org) .

Déjà à l'adolescence, VALENTINE DONCK s'intéresse au devenir de la planète. A la fin de ses études d'agronomie, elle reprend une ferme bio avec son mari. Ses temps libres, elle les investit à créer des vêtements et elle présente une petite collection de vêtements bio à des Salons ou dans des ventes privées. Prise au jeu, elle suit des cours de stylisme et se spécialise dans la teinture bio. Valentine Donck propose une ligne de vêtements 100% bio et éthique en soie et en alpaga. Elle envisage également l'utilisation de coton bio pour quelques pièces. C'était son rêve : combiner la préservation de la planète au vêtement (www.valentinedonck.com).

NOTES

- 1 Marie Daulne a fondé Zap Mama, un groupe féminin belgo-zairois de world music. Elle est la leader du groupe et la principale auteure des titres.
- 2 Procédé de marketing dont le but est de donner à l'opinion publique une image écologique responsable, alors que plus d'argent a été investi en publicité verte qu'en de réelles actions en faveur de l'environnement.
- 3 Les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) doivent au minimum être respectées et Marie Cabanac privilégie le commerce équitable avec ses éventuels partenaires au Sud.
- 4 Marie Cabanac présente et vend ses produits à des boutiques qui acceptent d'être partenaires. Elles sont trente au moment de l'écriture de ce livre. Le chiffre d'affaires des ventes de gros pour 2007 est de 140 000 €, en progression de 130%. 80% du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation dans l'Union européenne, notamment en France où les ventes se développent rapidement.

LE TOURISME DURABLE POUR PROTÉGER LA NATURE ET CRÉER DE L'EMPLOI

**IGNACE SCHOPS, GENK :
FONDATEUR DU PREMIER PARC NATIONAL D'ÉCOTOURISME**



En route vers la province du Limbourg pour une rencontre avec Ignace Schops. Nous l'avons lu dans la presse nationale et internationale, il a remporté quelques mois plus tôt, en 2008, le prestigieux Goldman Environmental Prize, à San Francisco¹. Chaque année, six « héros » représentant chacun un des six continents reçoivent une récompense de 150 000 dollars pour leur mérite en matière de sauvegarde de la nature.

Ignace Schops est directeur du Regionaal Landschap Kempen en Maasland (RLKM)² et c'est en tant que fondateur du premier parc national belge d'écotourisme, un projet de près de 6000 hectares, qu'il reçoit ce prestigieux prix. Sa réalisation est reconnue par l'Union Mondiale pour la Nature comme modèle pour les autres pays membres, en Europe et ailleurs. L'objectif : protéger un vaste domaine naturel qui abrite une importante faune et flore et assurer un développement économique local en créant de l'emploi et en générant des recettes grâce à l'écotourisme.

Ignace Schops nous accueille dans son bureau. D'emblée il adopte le ton du plaidoyer : « *Faisons nous-mêmes ce que nous attendons des autres. Si les régions densément peuplées, prospères et bien développées ne prennent pas leur responsabilité pour la biodiversité et la conservation de la nature, pourquoi les régions moins bien développées (ou en voie de développement) devraient-elles le faire ?* »

Pour comprendre ce qui a poussé cet amoureux des grands espaces à mener campagne durant des années pour créer un nouveau modèle de conservation de la nature, il faut se replonger un instant dans le contexte économique de la fin du siècle dernier. Jusqu'au début des années nonante, l'exploitation du charbon avait fait du Limbourg une des provinces les plus prospères du pays. En près de cent ans, les espaces sauvages avaient progressivement fait place aux infrastructures urbaines développées pour accueillir les travailleurs des mines et des industries charbonnières. La fermeture de sept mines laissera brutalement quarante mille personnes sans emploi. A l'époque, les autorités locales se creusent les méninges pour redresser l'économie locale.

De son côté, Ignace Schops a suivi une formation en environnement. Il travaille pour une organisation de réinsertion des chômeurs de longue durée par des activités de conservation de la nature. C'est à ce titre que, toutes les nuits pendant trois ans, il parcourt le Limbourg pour dresser l'inventaire des amphibiens et des reptiles de la région. Sa passion. Lors de ses observations, il réalise que « quelque chose dérape ». Les espèces communes deviennent de plus en plus fréquentes, tandis que les autres se raréfient davantage avec l'urbanisation, l'agriculture intensive et l'industrialisation³.

Un soir, alors qu'il se joint à quelques amis autour d'un verre, il entame le sujet : comment stimuler la protection de la nature dans la région ? Deux ans plus tôt, avec le RLKM, il a déjà réalisé le réseau vélo « *Fietsroutenetwerk* »⁴, le plus gros succès touristique dans le Limbourg. Cette fois, il veut aller plus loin : « *En Flandre, c'est au Limbourg qu'il y a le plus grand espace naturel. On a 6000 hectares*⁵, on a pensé qu'on pouvait en faire quelque chose ». Les idées fusent : « *Nous voulions trouver une solution et être entendus. Alors nous sommes partis de l'idée de rendre sexy la conservation de la nature* ». En observant ce que font les Pays-Bas, qui abritent vingt parcs nationaux, ils comprennent qu'il y a là peut-être une voie à suivre. Créer un parc naturel signifie protéger l'environnement de la province pour l'avenir. Le penser « écotouristique » pourrait également fournir des emplois et des recettes à une région en crise. Voilà qui pourrait aussi titiller l'intérêt des autorités. C'est là que le projet naîtra.

Il faudra plusieurs années de lobbying à Ignace Schops et ses amis pour le faire aboutir. Pour augmenter l'impact économique du parc, l'équipe imagine cinq portes d'entrée choisies spécifiquement pour leurs connexions avec les villages voisins : « *On est parti de zéro. On avait juste la nature. Mais depuis le début, on était bien conscient que le parc serait situé dans un pays riche, densément peuplé. Plus de six millions de personnes vivent à maximum une heure de route de là.* » L'objectif est de faire vivre les auberges, les restaurants, les tavernes et d'encourager les investissements dans divers projets d'accueil tels que les maisons d'hôtes ou les « *bed & breakfast* ». La façon de procéder est originale car elle ne met pas uniquement l'accent sur le domaine vert.

C'est finalement un domaine de 15 000 hectares qui est concerné. Pour créer de nouveaux emplois liés à la gestion du parc, de nouvelles activités sont lancées : magasins de vente et de location de vélos, observation des étoiles, centre de découverte des abeilles, musées, groupes de promenades... tout en maintenant la gratuité pour l'entrée au parc.

Le projet séduit. Sous le slogan « *Hoge Kempen, chance verte* », le groupe d'amis récolte au bout de six ans près de 100 millions d'euros⁶: « *Nous avons obtenu l'argent du secteur économique et l'avons utilisé pour la protection de la nature. C'est le pilier de notre succès* ».

Début 2006, le Hoge Kempen National Park est inauguré officiellement par Stavros Dimas, commissaire européen pour l'Environnement et ouvre ses portes au public. Depuis, 700 000 personnes ont visité le parc⁷. Les prévisions des recettes générées par le parc national après une durée de cinq ans sont de plus de 24 millions d'euros par année. Avec des prévisions de création de 400 emplois pour la communauté locale, le parc constitue un véritable atout pour le développement local et régional.

Ignace Schops est aujourd'hui directeur du Regionaal Landschap Kempen en Maasland (RLKM) et vice-président de Natuurpunt Vlaanderen. En créant le premier parc national belge, il a réussi à concilier l'écologie et l'économie. Son succès est reconnu par le Goldman Prize américain comme valeur d'exemple pour l'étranger. L'impact est positif tant sur le paysage et l'écologie, avec la protection de plus de 6000 plantes dont nombre de spécimens rares⁸, que sur les plans économique et touristique.

Aujourd'hui, l'écotourisme n'en est qu'à ses balbutiements. Mais tous les promoteurs de ce secteur en voie de développement sont d'accord pour encourager un tourisme de ce type, alliant proximité et conservation de la nature, intérêt pour l'homme et création d'emplois. Parce que « *gagner de l'argent ne passe pas nécessairement par un développement de l'industrie. Cela peut aussi se faire par la nature et la conservation du paysage* ». D'ailleurs, un tiers de sa prestigieuse récompense sera consacré au développement de projets parallèles, notamment en

Lettonie. Pour la création d'un parc naturel, nous apprend-il, il suffit d'avoir 2000 hectares de nature libre.

En proposant un plan séduisant de gestion de la nature, Ignace Schops a attiré l'attention simultanée des pouvoirs publics, du secteur économique et du grand public. Sa démarche a également été applaudie par l'organisation Ashoka⁹ qui l'a nommé « fellow, world leading social entrepreneur ». *« Le développement touristique provoque souvent beaucoup de dégâts à la nature. Mais si l'on construit un projet durable développé en lien avec l'environnement, il devient alors une gigantesque opportunité de sauver nos beaux paysages et le développement économique d'une région. C'est ce que nous avons réussi à prouver ».*

Notre rencontre s'achève par la découverte des cinq entrées du parc. Ignace Schops nous y emmène en nous parlant de plantes et d'animaux, d'écoducs qui les laissent passer, de son groupe d'amis sans qui ce projet n'aurait pas été réalisable, de balades groupées à pieds nus. Au passage, il nous fait remarquer une chambre installée dans un train à la déco sixties, un château transformé en hôtel-musée, une vue sur un paysage, un départ de randonnée. Une heure plus tard, nous sommes de retour à Bruxelles, convaincus que c'est là, tout près, juste à côté, que commence un très beau voyage.

NATUURPUNT VLAANDEREN

Natuurpunt Vlaanderen est la plus grosse organisation de conservation de la nature en Belgique avec pas moins de quatre-vingt mille membres, des milliers de collaborateurs volontaires et plus de trois cents employés. Active en Flandre, son action est extrêmement large : achat de terrains (plus de onze mille hectares de réserves naturelles) dont elle assure la gestion, organisation de promenades en pleine nature, sensibilisation à l'environnement et à la question du réchauffement climatique, lobbying... Son homologue Natagora poursuit le même objectif en Communauté française (www.natagora.be).

UNE AUTRE FIGURE :

EDGAR KESTELOOT est une des figures marquantes de ce cheminement. Fondateur et président d'honneur des Réserves Naturelles et Ornithologiques de Belgique – qui s'appelle aujourd'hui Natagora, après sa fusion avec l'association ornithologique AVES - il a été chef de travaux à l'Institut Royal des Sciences Naturelles de Belgique. Il est reconnu dans sa tâche de conception et de conseiller scientifique de l'émission télévisée « Le Jardin Extraordinaire ». Il est l'auteur de très nombreux documents sur les milieux naturels de Belgique (www.natagora.be)

NOTES

- 1 En 1990, à San Francisco, le couple Goldman, philanthrope et amoureux de la nature, décide de créer le «Prix Goldman pour l'environnement». Tous les ans, des défenseurs de l'environnement sont récompensés, répartis en six zones géographiques : l'Afrique, l'Asie, l'Europe, les nations insulaires, l'Amérique du Nord, et l'Amérique latine. Cette récompense est la plus lucrative offerte à titre individuel puisqu'elle s'élève à un montant de cent cinquante mille dollars. Le dernier Goldman Environmental Prize a été distribué le 14 avril 2008 - www.goldmanprize.org -
- 2 Le RLKM a été créé en 1990 par Natuurpunt Vlaanderen, la plus grosse organisation de conservation de la nature en Belgique et les KS (Kempense Steenkoolmijnen), une société anonyme de mines charbonnières en fermeture. L'objectif : préserver l'environnement dans la province tout en continuant à fournir des emplois et un développement économique.
- 3 Il en tirera l'ouvrage « Amfibieën en Reptielen in Limburg. Verspreiding, bescherming en herkenning », Likona, Genk, 1999.
- 4 Le Fietsroutenetwerk tend à promouvoir le cyclotourisme dans la région en proposant des pistes réservées uniquement aux vélos ou de petites routes tranquilles pour des balades ou des itinéraires en vélo.
- 5 Une superficie de 6000 hectares correspond à un espace de 10 kilomètres sur 6 (pour comparaison, la superficie de la forêt de Soignes est de 4380 hectares).
- 6 Des aides ont été obtenues de la Région flamande, de la province, des communes, de l'Europe. Il s'agissait de reliquats importants des financements prévus pour la reconversion des travailleurs à la suite des fermetures des charbonnages. Ce ne sont donc pas les postes budgétaires consacrés à la nature et à l'environnement qui ont été imputés pour les aides au lancement du parc naturel, mais bien ceux consacrés à l'activité économique (aide aux entreprises, etc.). Le secteur privé a également participé au financement du projet.
- 7 Chiffres de 2007.
- 8 « Agentschap Natuur en Bos » est en charge de la gestion naturelle du parc.
- 9 Ashoka, organisation internationale à but non lucratif et indépendante, créée en 1980 en Inde, a pour objectif de contribuer à la structuration et au développement du secteur de l'Entrepreneuriat Social au niveau mondial. Son programme phare consiste à sélectionner et soutenir des Entrepreneurs Sociaux innovants afin de leur permettre de démultiplier leur impact sur la société. - www.ashoka.fr - www.ashoka.org.

**DONNER À CHACUN
LE GOÛT DE RÉFLÉCHIR
ET D'ENTREPRENDRE
AUTREMENT**

**THOMAS LEMAIGRE, BRUXELLES :
COFONDATEUR ET DIRECTEUR DE L'AGENCE DE PRESSE ALTER**



Christos a connu Thomas Lemaigre au début des années nonante à l'époque de l'aventure des *cafés politiques*. Inspirés des *cafés philosophiques* qui étaient à la mode à Paris, la version belge proposait une variante basée sur des débats d'actualité ou de prospective. Tous les sujets étaient abordés : fallait-il maintenir les paradis fiscaux ? Que penser de l'émergence de l'islamisme en Algérie ? L'architecture contemporaine a-t-elle pris un coup de vieux ? Qui sont les féministes aujourd'hui ?... Les *cafés politiques* attirent une génération de personnes à la recherche d'autres formes de participation. Au fil des années, il retrouvera la plupart d'entre eux impliqués un peu partout dans la société civile active. Parmi eux, il y a donc Thomas. Physiquement, il est assez inoubliable. Des lunettes à double foyer pour compenser la myopie très profonde d'un œil et la cécité de l'autre. Une tignasse blonde vénitienne. Intellectuellement, il est percutant. Un esprit vif, original et indépendant. Un humour très développé. Forcément, il ne passe pas inaperçu.

Dans tout processus de changement, la recherche d'information et la communication jouent un rôle prépondérant. Petit à petit, c'est la voix que choisit Thomas. Il le fera autour des deux préoccupations qui le touchent le plus : l'exclusion sociale et le développement durable au sens large.

Voir les choses autrement, Thomas l'a appris dès sa sortie de l'école, en passant une année aux USA. Selon ses propres mots, ce « décentrement » s'est reproduit ensuite à plusieurs reprises, lors de ses voyages au Burkina Faso ou en ex-Yougoslavie lors des massacres de Markale, les bombardements du marché de Sarajevo¹.

Thomas Lemaigre est alors étudiant en Sciences économiques à Louvain-la-Neuve. « *Je me suis heurté à un peuple se sentant menacé et qui était privé d'accès aux médias. Je cherchais des réponses, je me posais des questions par rapport aux problématiques sociales, et mes cours n'ont été que la construction d'hypothèses sans rapport avec la réalité. J'étais déçu. Je voulais m'engager, me sentir utile et efficace* ».

Heureusement, il y a les mouvements étudiantins. C'est là qu'il découvre l'action militante et rencontre les personnes avec qui travailler sur le long terme.

Thomas Lemaigre débute sa carrière en tant que... chômeur. A sa sortie de l'université en 1995, il entend parler d'un lieu dit *Château de la Solitude*. Il s'agit d'une école désaffectée à Auderghem, où une centaine de sans-abri privés du « revenu minimum d'intégration »² se sont installés en signe de protestation.

Résultat : durant presque un an³, il décide de côtoyer cette centaine d'hommes et de femmes sans ressource, les interroge, et note leurs aventures. L'histoire fait du bruit, et la logistique mise en place devient énorme, recevant le soutien de divers mouvements de solidarité. Thomas réalise combien les médias sont puissants pour sensibiliser la population et passer des messages. Idéaliste et engagé, il écrit lui-même des articles incisifs, dans lesquels il donne la parole aux autres chômeurs, aux sans-abri, aux sans-papiers. Il comprend là qu'il souhaite avant tout recueillir les avis de ceux qui vivent et parfois pensent différemment, au risque de hérir les poils de certains.

Il rejoint alors un groupe de journalistes chômeurs et précaires à la rédaction du journal liégeois C4. Ce mensuel, créé au début des années nonante, a pour objectif d'aider les chômeurs en leur proposant d'écrire des articles et d'obtenir ainsi un revenu d'appoint. C4 marche bien à Liège. Lorsque l'équipe décide de lancer une rédaction bruxelloise, Thomas se voit confier le secrétariat de rédaction.

« Mais malgré les apparences, ce n'était pas très pro. Souvent, nous n'étions pas payés, c'était frustrant. On s'entendait bien avec ce groupe de journalistes, alors on s'est dit qu'on allait faire quelque chose ensemble ».

Et voilà les prémisses d'Alter⁴. Une équipe de journalistes qui ont du temps et qui décident de réfléchir aux moyens de sensibiliser le lecteur belge à une réalité qui les touche d'autant plus qu'il s'agit de la leur : le chômage. Durant les réunions de rédaction, chacun amène ses idées.

Thomas Lemaigre se charge de collecter des avis. « *Très vite, on s'est rendu compte que notre idée de créer une agence de presse qui se contenterait de dépeindre cette problématique n'intéresserait personne. La question à se poser était plutôt 'de quelles informations avons-nous besoin pour lutter contre le chômage ? '* ». Bref, l'idée est de dépasser le stade de l'information et d'aller jusqu'à apporter des solutions.

Thomas analyse le contenu de la presse belge, rassemble des bénévoles, recherche des personnes compétentes pour faire des interviews, et lance des enquêtes de terrain pour y voir plus clair. Premier constat : de nombreuses personnes se plaignent de ne pas trouver l'information qui pourrait les aider à rebondir.

Or, en faisant quelques recherches, Thomas se rend compte que des réponses existent. L'insertion socioprofessionnelle est un secteur grouillant d'idées en plein développement, notamment grâce à la création, deux ans plus tôt, des missions locales, chargées de lutter contre le chômage et l'exclusion. Thomas et son équipe décident de consacrer leurs premiers articles à ces professionnels qui ont les idées et l'énergie pour soutenir un public fragilisé.

En agissant ainsi, Thomas Lemaigre se décale pour de bon de la presse ordinaire ; avec ses collègues, il souhaite réapprendre à chacun à prendre du recul par rapport à l'information souvent négative et sans espoir qu'on lui offre, en l'encourageant à sortir de l'état de spectateur pour redevenir acteur de sa vie.

Sa décision est prise : il médiatisera des solutions concrètes et positives à l'un des problèmes majeurs de notre société et encouragera, en les sortant du silence, les professionnels de l'emploi, les chômeurs mais aussi tous ceux qui gravitent autour de ces préoccupations, comme les enseignants, les politiques ou les assistants sociaux.

L'idée séduit. « *On comptait déjà quelques abonnés, pour un journal qui n'existant pas encore* ». Quelques mois plus tard, le premier numéro du journal « Alter Echos » est lancé. L'objectif de départ est de tenir un an. La petite équipe se met au travail dans des conditions précaires. Le

bureau loué avec des artistes compte pour seul mobilier trois meubles d'occasion complétés d'une imprimante et d'un ordinateur.

L'équipe commence à gagner sa vie de ses articles, les vend à d'autres journaux, et monnaie ses idées à ses interlocuteurs. L'année écoulée, Alter a grossi, même très vite, et met ses compétences au service d'universités, d'administrations⁵.

*« Ca nous a rassuré. On s'est dit que l'intuition de base était bonne. Et des secteurs comme l'insertion professionnelle ont été bluffés : d'un coup on parlait d'eux dans *La Libre Entreprise* ».*

Le temps passe. Alter acquiert peu à peu une place reconnue dans le paysage journalistique belge. Un succès qui encourage l'équipe à poursuivre. Fin des années nonante, elle se dit qu'informer n'est pas suffisant, et propose à la RTBF une émission dont le principe serait de donner la possibilité à d'autres de créer leur propre emploi. Chacun pourrait présenter son projet sur les ondes, bénéficier de conseils de spécialistes et passer devant un jury avec la possibilité de remporter une somme⁶ qui lui permettrait de se lancer. Après tout, si l'agence Alter existait, c'était parce que certaines personnes l'avaient soutenue elle aussi. L'émission « Alternative Business » est lancée le jeudi matin⁷ et permet à Alter de se faire connaître auprès du grand public.

« L'émission a permis à trente-sept personnes sur deux cents d'avoir une bourse, et une vingtaine d'entre elles ont créé leur propre entreprise. On a parlé de nous, cela nous a amené des financements et permis de grandir. Notre équipe est passée à six salariés ».

C'est une étape importante, qui permet à Alter de déménager dans d'autres locaux et à son équipe de se professionnaliser. Thomas sort de l'expérience plus convaincu que jamais de l'utilité de leur démarche. « *On pouvait avoir de l'ambition. Cela valait la peine d'être pros, d'être entourés de beaucoup d'énergie et de compétences* ».

Quelques années plus tard, en 2001, le site Internet est créé et amène un nouveau type d'abonnés, qui lisent gratuitement un condensé des

informations, moyennant un supplément payant pour consulter les articles au complet, la newsletter et les archives en ligne. Alter diversifie les thématiques abordées, l'équipe continue à grandir et une partie se lance dans la recherche et l'animation. Ces choix s'avèrent judicieux et permettent à l'agence de connaître une croissance de plus de deux cents pour cent en l'espace de cinq ans. Son équipe passe à dix-huit employés.

La naissance de la presse électronique voit arriver de près celle d'autres publications, axées tour à tour sur la jeunesse et l'enseignement (Alter Educ), sur le business du développement durable (Alter Business News) ou encore un magazine économique national centré sur la gestion durable en entreprise (Get Up !). Vient enfin la création d'un « laboratoire des innovations sociales » (Labiso.be), une collection de livres numériques gratuits sur des projets innovants dans les secteurs de l'action sociale et de la santé. La durée de vie de toutes ces publications dépend hélas souvent de leur financement, qui reste le problème numéro un pour Alter, mais chacune d'elle marque structurellement un certain nombre de débats publics, sur l'enseignement par exemple. Dans tous ses titres, Alter met en avant les pratiques innovantes.

Thomas Lemaigre est aujourd'hui directeur de l'agence. S'il est difficile de mesurer l'impact d'une sensibilisation médiatique, Thomas parie sur les conséquences positives de la mise en commun de démarches entre acteurs économiques, politiques et sociaux en n'oubliant pas ceci : « *On peut s'engager seul ou ensemble pour changer le monde* ». Pour lui, changer le monde ne se fait pas du jour au lendemain mais cela commence par voir correctement la réalité, changer les mentalités et donner la parole à chacun.

En le voyant avancer depuis des années maintenant dans ses différents projets, on se dit que ses lunettes à double foyer, aux verres super bombés, ne doivent pas lui servir seulement à corriger le glaucome qui le rend presque aveugle depuis qu'il est bébé. Plus que cela, elles lui permettent de reformer la réalité telle qu'elle est, pour mieux la décoder et l'affronter.

D'AUTRES FIGURES

CLAUDETTE BRASSEUR, l'animatrice de l'émission de télévision « Le Jardin extraordinaire » sur la RTBF, produit et pilote ce programme d'éducation permanente et de vulgarisation scientifique, après avoir succédé à Arlette Vincent en 1991. Amoureuse de la nature, elle est aussi une militante qui se bat pour sa protection. Consciente que certaines images étonnantes diffusées actuellement à l'écran ne pourront plus l'être dans vingt ans, Claudine Brasseur invite tous les téléspectateurs à prendre leurs responsabilités et les encourage à agir. « Si chacun modifie ses petites habitudes, souligne-t-elle, cela peut déboucher sur de gros changements (...). A son niveau, on peut tous faire quelque chose. »

ANDRÉ RUWET, d'abord journaliste à La Cité puis à Greenpeace, pilote le magazine alternatif Imagine demain le monde. Avec ses collaborateurs, il affiche « la volonté concrète de voir ce monde aller vers plus de liberté, de vérité et de solidarité, vers plus de respect de soi-même, des autres et de notre planète ». De manière pédagogique et ludique, le bimestriel belge traite essentiellement d'écologie, des rapports Nord-Sud et de grands sujets de société. Par son approche à contre-courant, il scrute les voies d'un autre modèle de développement et propose des alternatives positives en réponse aux grandes interrogations qui traversent nos sociétés (www.imagine-magazine.com)

NOTES

1 Les Massacres de Markale désignent deux attaques meurtrières (le 5 février 1994 et le 28 août 1995) perpétrées lors du Siège de Sarajevo, pendant la Guerre de Bosnie-Herzégovine. Elles visaient des civils sur le marché de la place de Markale, dans le centre historique de Sarajevo.

2 Le revenu minimum d'intégration ou ancien « minimex », minimum de moyen d'existence, s'élève à 456 € par mois pour un cohabitant, 684 € par mois pour un isolé et 912 € mensuels pour un parent célibataire. Des 78 000 Belges qui reçoivent actuellement un revenu minimum d'intégration, 50 % sont des parents isolés.

3 Après dix mois, le mouvement a implosé.

4 Le noyau dur des premières heures de l'Agence Alter était constitué d'une quinzaine de personnes, notamment Thierry Bériaux, Isabelle Ghislain, Arnaud Grégoire, Eric Mahieu, Baudouin Massart, Christophe Van-coppenolle, Anne Vanweddingen et Pierre Verbeeren.

5 Alter a deux métiers : le journalisme et la recherche (www.alter.be)

6 A l'époque jusqu'à 250 000 FB, ce qui équivaut aujourd'hui à 6 250 €.

7 Avec le soutien de la fondation Roi Baudouin.

JOUER SUR L'IMAGE DE MARQUE DES MARQUES

**CAROLE CRABBÉ, LOUVAIN-LA-NEUVE :
COORDINATRICE DE LA CAMPAGNE VÊTEMENTS PROPRES
EN BELGIQUE FRANCOPHONE**



© BENJAMIN BROLET

Salaires indécents, ateliers clandestins, travail des enfants, cadences infernales, discriminations, droits fondamentaux bafoués... Le jeu de la concurrence dans le monde de la mode, où délocalisations et sous-traitances sont devenues monnaie courante, peut réduire en miettes les droits fondamentaux des travailleurs des pays les moins équipés en législation sociale. Le secteur du vêtement utilise une main-d'œuvre bon marché issue le plus souvent des pays en voie de développement, principalement l'Asie¹. Dans neuf cas sur dix, ce sont des femmes, souvent jeunes et sans instruction, qui confectionnent nos habits mais ignorent leurs droits. Bien que leur salaire soit bien inférieur au minimum légal, elles n'osent pas protester de peur de perdre leur travail.

Les grandes marques européennes qui nous habillent tout comme les consommateurs qui achètent ces vêtements ont-ils les yeux bien ouverts sur cette réalité ? Comment agir ? Et, plus largement, comment prétendre à un développement mondial honnête et équitable si le travail n'est pas justement rémunéré et exercé dans le respect des droits humains ? Ces questions restent taboues. Un peu moins depuis que Carole Crabbé a décidé d'en faire son combat. Préoccupée par l'égalité des femmes et des hommes, elle souhaitait soutenir concrètement les femmes dans leur vie de tous les jours.

En travaillant à ses débuts chez Oxfam-Magasins du monde², elle fait connaissance aux Pays-Bas avec une association lancée par des femmes qui rejoint ses préoccupations : la *Clean Clothes Campaign*. Quelques années plus tard, en 1996, elle crée une plateforme équivalente, la première en Belgique. La Campagne Vêtements Propres regroupe progressivement trente-deux associations membres du côté francophone³. Appels urgents ou campagnes de dénonciation de pratiques de telle marque de chaussures de sports ou de vêtements se succèdent, relayés par les organisations membres.

La coalition étend si bien son réseau de partenaires en Europe et dans les principaux pays à bas salaires comme l'Inde, le Bangladesh, la Thaïlande ou la Chine, qu'elle parvient à agir rapidement sur des appels provenant de syndicats ou de regroupements de travailleurs de ces pays.

Des enquêtes de terrain sont lancées, les ateliers de travail visités, des outils sont créés pour informer et réguler un système où tout semble permis⁴. Si les législations nationales et les codes de conduite désormais adoptés par la plupart de nos entreprises ont le mérite d'exister, ils restent cependant souvent des mots sur du papier.

Dans certains lieux de confection, la durée quotidienne du travail peut atteindre les seize heures par jour, sept jours sur sept, dans des conditions sanitaires dangereuses (colles, mauvaise aération, risques d'incendie, pas d'accès à l'eau potable, manipulation de produits chimiques dangereux, etc.) pour des salaires de misère. Les travailleurs, peu informés, non protégés ou craignant de perdre leur emploi, n'ont d'autre choix que d'accepter ces conditions de travail. De leurs côtés, les responsables des usines de confection qui admettent ces abus, rejettent la faute sur les marques de vêtements européennes ou nord-américaines qui exigent des délais courts et des tarifs réduits. Elles-mêmes peuvent argumenter que leur survie en dépend face à la concurrence pour répondre aux exigences des consommateurs de tous ces vêtements...

Pour sortir de ce marasme, Carole Crabbé et ses homologues européens⁵ décident de rompre avec ces pratiques habituelles en touchant la corde sensible des entreprises : leur image de marque. Aux côtés de son associée néerlandophone, elle participe à l'enquête européenne de la Clean Clothes Campaign dans laquelle elle décide de poser aux entreprises les questions qui dérangent. Ensemble, ils réalisent un canevas d'enquête, rencontrent des directeurs d'enseignes et de grandes marques, interrogent, récoltent des informations accessibles sur le Web.

Résultat : le premier jour des soldes en janvier 2009, un état des lieux est publié portant sur trente-trois entreprises de vêtements et d'articles de sports sur le marché européen. « *Pas une liste blanche ou noire*, insiste Carole Crabbé, *mais un outil d'information, de dialogue aussi, et pour certaines entreprises, peut-être un point de départ pour s'améliorer par la suite.* »

Accessible au grand public, la brochure « *Nous voulons des vêtements propres !* »⁶ analyse les politiques d'achat de trente-trois entreprises

présentes sur le marché belge. Huit d'entre elles sont 100 % nationales. Carole explique: « *Tous les jours, des personnes me demandaient où acheter leurs vêtements. Ces consommateurs voulaient agir concrètement dans leurs pratiques d'achat. Je devais leur apporter des clés d'analyse et des réponses claires pour les encourager* ».

Les marques sélectionnées s'adressent à des publics variés. Passées au peigne fin, les pratiques en matière de responsabilité sociale d'enseignes telles que Prémaman, Cassis, Mango, H&M, Trafic, New Balance, Hema, Benetton, C&A... sont analysées. Les résultats montrent des avancées claires ces dix dernières années, comme l'adoption volontaire par la plupart des entreprises belges de codes de conduite basés sur une série d'engagements tels que le respect des salaires, la liberté syndicale ou le refus du travail forcé. Ces codes reprennent régulièrement les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT)⁷. Mais en pratique, ces codes sont-ils appliqués sur le terrain ? La réalité semble moins rose: « *Il n'y a pas de marque 100 % propre ou 100 % sale. Certaines entreprises mettent en œuvre des systèmes de contrôle indépendants et multipartites pour que ces critères soient respectés. Peu d'entre elles par contre remettent en cause leur propre fonctionnement et leurs propres pratiques d'achats auprès des fournisseurs de ces pays afin de permettre effectivement le respect de ces codes. La plupart des travailleurs et travailleuses qui confectionnent nos vêtements ne perçoivent toujours pas un salaire qui leur permet de vivre !* ⁸ ».

Si cette enquête ne soulève pas chez tous l'enthousiasme, elle permet de lever un tabou et partant, d'accroître les exigences de transparence des consommateurs et travailleurs des entreprises de distribution.

Le défi n'est pas simple. Carole Crabbé en est consciente et agit sur tous les plans pour noter des évolutions positives dans le secteur. Elle s'emploie à aider les travailleurs du Sud à s'organiser collectivement pour mieux défendre leurs droits. Pour cela, elle les informe, les sensibilise et met à leur disposition des outils. L'enjeu : mettre le pouvoir d'achat des consommateurs au service du respect des droits des travailleurs⁹.

Sa participation à de grosses campagnes internationales¹⁰ qui ont porté leurs fruits lui donne du courage. De grandes marques de sport comme Nike ou Adidas mènent la tendance pour plus de transparence dans les filières et s'ouvrent au dialogue social¹¹. La marque de lingerie Triumph International ferme ses deux usines de confection birmanes et quitte le pays à la demande de représentants légitimes de la population et des travailleurs locaux.

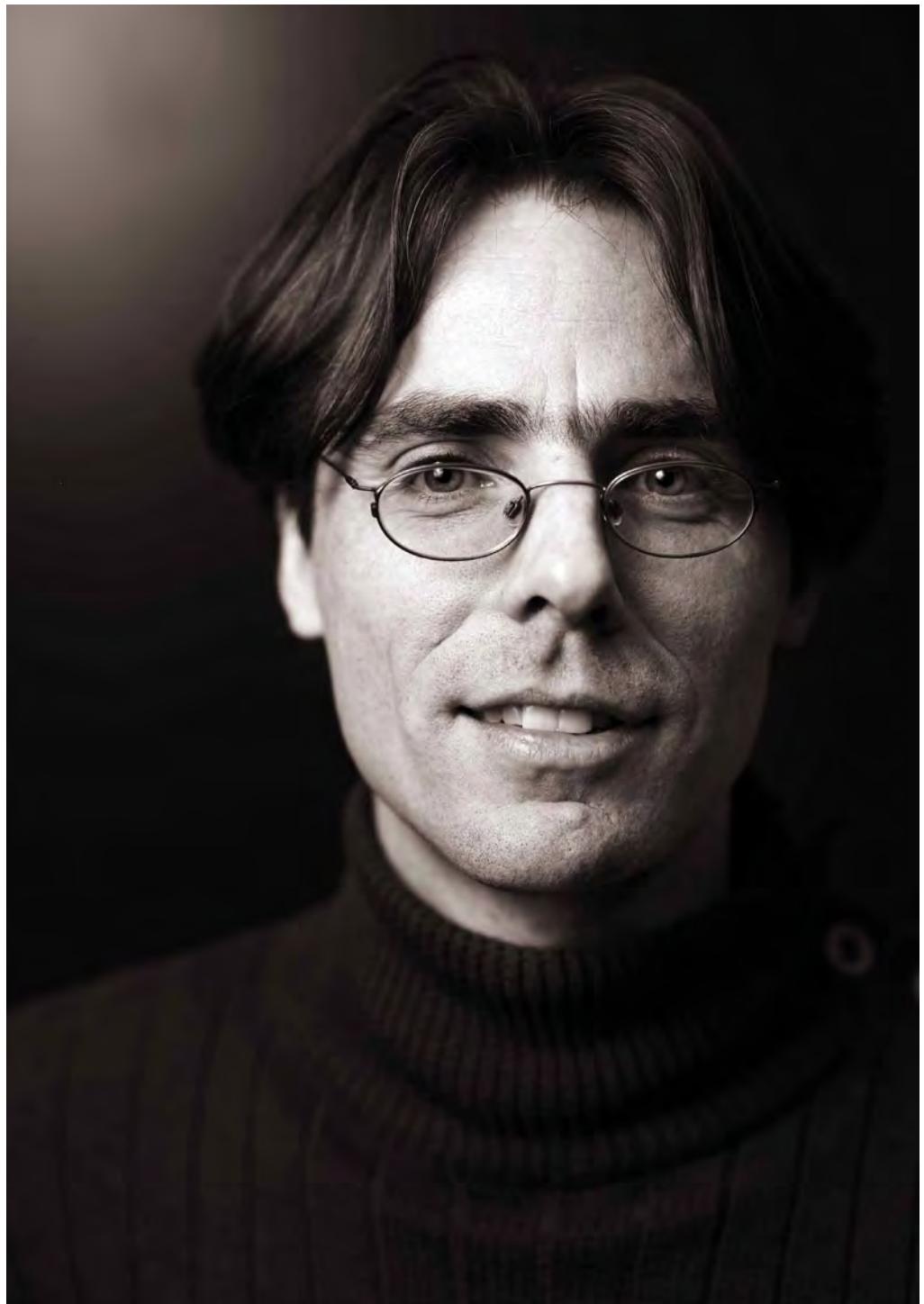
Pousser les portes demande du courage et du tempérament. Carole Crabbé cache très bien son jeu dans ce domaine. Elle mise résolument tout sur l'efficacité de son action, en ne se mettant jamais en avant. C'est à dessein : elle préfère laisser le mérite des efforts à ceux à qui elle demande de les réaliser. Stratégiquement, c'est imparable, surtout dans un monde comme la mode où l'image marque.

NOTES

-
1 Plus de la moitié de nos vêtements sont produits en Asie.
.....
2 Voir le portrait de Petra Van Look.
.....
3 La même dynamique se met rapidement en place en Belgique néerlandophone au sein de la Schone Kleren Campagne (www.schonekleren.be).
.....
4 La Campagne Vêtements Propres a notamment développé au niveau international un système de vérification indépendant, la Fair Wear Foundation (www.fairwear.nl). Chaque entreprise qui s'y affilie signe un code de conduite à suivre et accepte d'être contrôlée par des experts indépendants.
.....
5 Une plate-forme de la Clean Clothes Campaign est désormais présente dans 12 pays européens.
.....
6 A télécharger sur le site de la Campagne Vêtements Propres (www.vetementspropres.be).
.....
7 Ces conventions portent sur le travail des enfants, un travail librement choisi, un revenu couvrant les besoins vitaux de la famille, l'égalité femmes/hommes, la liberté d'association et la négociation collective. Ce sont les gouvernements qui les ratifient, pas les entreprises. Ainsi, tous les pays membres de l'OIT, qu'ils aient ou non inscrit ces conventions dans leurs lois nationales, s'engagent à respecter ces conventions.
.....
8 D'après les informations récoltées durant l'année 2007 auprès de cent treize marques et enseignes de mode et de sport par toutes les Campagnes Vêtements Propres présentes en Europe.
.....
9 La Campagne Vêtements Propres a également publié le livre « Made by women », aux éditions Le Monde selon les Femmes (Belgique) – Marcela de la Peña (2007), un recueil de portraits de femmes travaillant dans le secteur de l'habillement à travers le monde.
.....
10 La Campagne Vêtements Propres fait entendre sa voix lors des grandes manifestations internationales, telles que le Mondial de foot, l'Euro 2000 ou plus récemment les Jeux Olympiques de Pékin.
.....
11 Les grandes marques de sport ont amélioré les conditions de travail dans leurs usines de confection (colles moins toxiques, meilleure hygiène, etc.), même si la liberté d'association reste restreinte pour les travailleurs et les salaires insuffisants.

QUAND LA NATURE NOUS SERT DE GUIDE

**GAUTHIER CHAPELLE, BRUXELLES :
INITIATEUR DE BIOMIMICRY EUROPA,
L'ASSOCIATION DE PROMOTION DU BIOMIMÉTISME EN EUROPE.**



Gauthier Chapelle n'est pas tout à fait comme les autres. Bien sûr, nous sommes tous singuliers, mais reconnaissions que nous connaissons peu de personnes dans notre entourage qui ont consacré, comme lui, leur thèse de doctorat sur la physiologie des crustacés amphipodes d'Antarctique. Crustacés qu'il s'est d'ailleurs donné la peine d'aller chercher sur place et qu'il a étudiés durant sept mois à la British Antarctic Survey à Cambridge, grâce à une bourse du British Council à la sortie de ses études en 1991.

Est-ce son enfance au Togo, au Cameroun et en Bretagne qui lui a donné le goût des espaces sauvages ? A dix ans, nourri par les savoirs de son grand-père sur les plantes et les oiseaux, il souhaite devenir ornithologue. Bien plus tard, il approche de près le milieu des cétacés. Intellectuellement, à travers sa thèse et ses deux mémoires sur les crustacés polaires, mais aussi physiquement, en nageant avec les dauphins qu'il observe lors de ses expéditions. La nature, il veut et va en faire son métier.

Il commence à dix-huit ans par des études d'agronomie, puis se met à la biologie. Gauthier amasse les diplômes et obtient son doctorat à l'UCL. Durant sa thèse, il comprend combien la communication du savoir scientifique est importante s'il veut défendre la nature et encourager les autres à la protéger.

Seize ans d'études ont passé. On l'a compris, Gauthier est une « tête » et un passionné. Le moment est venu de se lancer. Engagé par la Fondation Polaire Internationale d'Alain Hubert comme responsable scientifique, il s'occupe de vulgariser des connaissances scientifiques. Le défi climatique vient renforcer sa préoccupation environnementale. Il se nourrit alors de bouquins sur le sujet, coproduit des outils éducatifs sur les sciences polaires et donne déjà des conférences sur le développement durable.

Un jour, il est invité à assister à un séminaire donné en Grande-Bretagne au Schumacher College¹ et c'est le déclic. Parmi les intervenants, il y a l'Américaine Janine Benyus, biologiste et naturaliste de formation, venue parler du concept de *biomimétisme*² dont elle est à l'origine :

« Avant de saturer la Terre, explique-t-elle, nous avions toujours un endroit où migrer. Mais aujourd'hui tous les endroits colonisables l'ont

été et nous devons apprendre à boucler la boucle. Cela signifie imiter les communautés naturelles qui ont appris à vivre sans porter atteinte à leur environnement ». Elle ajoute : « *La nature, c'est 3,8 milliards d'années de recherche et de développement. Animaux, plantes, microbes, en sont les ingénieurs. Au fil de l'évolution, certains ont «trouvé» ce qui fonctionne, ce qui peut durer sur cette planète. Les organismes qui nous entourent aujourd'hui détiennent les secrets de la survie* ».

C'est la première fois que Gauthier Chapelle entend un tel discours scientifique. Le biomimétisme, ou mimer la nature, pourrait nous aider à vivre ensemble sur une même planète sans la détruire ! L'idée ne va plus le lâcher.

« *Ce fut une révélation, une jubilation* », explique Gauthier. « *Toutes ces observations faites depuis que je suis gamin pouvaient apporter quelque chose. J'ai ressenti un vrai soulagement. En plus, le biomimétisme, c'est une approche positive et enthousiasmante. A la différence de la peur, elle ramène aux solutions. Et moi, je pouvais revenir à ma passion, la biologie* ».

De retour à Bruxelles, il en parle à Raphaël Stevens, son collègue à la Fondation³. L'enthousiasme est communicatif. Très vite, ils décident de s'associer et de lancer une association pour promouvoir le biomimétisme en Europe. L'association *Biomimicry Europa*⁴, chargée de mener un travail de sensibilisation auprès du grand public et des écoles naît quelques mois plus tard. Un an après, ils créent, avec d'autres partenaires, le bureau d'études *Biomim-Greenloop*⁵ destiné à conseiller et monter des projets de recherche et développement avec des entreprises, notamment en biomimétisme et en bilan carbone.

Lors de nos entretiens (un seul n'aurait pas suffi), Gauthier nous explique en long et en large toutes les facettes de cette science a priori compliquée, mais dont le principe est en réalité très simple : reproduire ce que Dame Nature réalise depuis des milliards d'années.

Dans les faits, l'Homme s'inspire depuis longtemps de la nature pour innover. Les ailes des avions imitent celles des oiseaux. La recherche médicale s'intéresse aux types de plantes consommées par un chimpanzé

pour se soigner et en fait des analyses susceptibles de mener à la création de nouveaux remèdes pour l'humain.

A chaque problème que se pose le technicien, le scientifique, l'ingénieur ou le designer, l'approche biomimétique tente d'apporter une réponse en l'invitant à s'inspirer de la nature grâce aux connaissances accumulées par les biologistes du monde entier. « *Ingénieurs et biologistes devraient travailler beaucoup plus souvent ensemble* ». Quelqu'un veut dessiner un nouveau toit qui se laverait seul et éviter ainsi l'usage de détergents nocifs ? Pourquoi ne pas créer des peintures à base de fleurs de lotus qui ont la particularité d'être insalissables ? Un autre veut créer un nouveau matériau résistant ? On ira voir du côté des araignées qui, en digérant des insectes morts, produisent un fil cinq fois plus résistant que l'acier... Reste à recréer le procédé.



C'est cette démarche qui a amené les Japonais à s'inspirer de la nature pour améliorer les performances du train à grande vitesse appelé *Shinkansen*. Il fallait optimiser la pénétration du train dans l'air lorsqu'il traverse des tunnels, et lui éviter ainsi de provoquer vibrations et hausses de consommation. Quel organisme vivant a déjà été confronté au même problème ? Les oiseaux plongeurs, et tout particulièrement le martin-

pêcheur. Comme ce train, il connaît un changement brutal de densité, en passant brusquement de l'air à l'eau. En s'inspirant de la forme de son bec pour le design du nez de la locomotive, les ingénieurs ont pu réduire la consommation électrique de 15%, augmenter la vitesse de 10% et atténuer le bruit et les vibrations pour un meilleur confort des usagers. De nombreuses technologies peuvent être inventées et commercialisées de la même manière dans des domaines très différents.

Prenons l'énergie, par exemple : l'*Eastgate Building*, un centre commercial et d'affaires d'Harare, la capitale du Zimbabwe, a pu diminuer considérablement la puissance de son installation de climatisation en la dotant de canaux d'aération inspirés des termitières.

Il en va de même pour la problématique des déchets. La nature ne connaît pas les déchets puisque tout ce qui n'est pas utile à une espèce l'est à une autre⁶. Pour les entreprises qui voudraient valoriser à 100 % les matières premières qu'elles exploitent, la nature offre donc une source d'inspiration : le regroupement en réseaux. Le concept porte un nom, l'écologie industrielle, et a déjà montré son efficacité dans plusieurs pays du monde⁷.

Les solutions biomimétiques, en innovant dans la forme (le Shinkansen), le procédé (la soie d'araignée), ou le mode d'organisation (utiliser les déchets comme ressource) devraient, à terme, amener à remplacer les combustibles fossiles par des matières premières provenant du monde vivant. La chimie traditionnelle laisserait progressivement la place à une chimie moins毒ique, la « chimie verte ». Et l'informatique reprendrait les mécanismes des cellules réputées pour leur capacité de stockage de l'information, puisque les travaux les plus récents annoncent qu'un ordinateur d'un mètre cube d'ADN pourrait à lui seul contenir plus d'informations que tous les ordinateurs existants réunis !

Gauthier ne se contente pas seulement de faire la promotion du biomimétisme avec ses collègues. Ils souhaitent aussi contribuer à son développement. C'est ainsi qu'au sein de leur bureau d'études *Greenloop*, l'équipe s'est lancé le défi de trouver de nouvelles techniques, bien évidemment inspirées de la nature, pour s'attaquer à la séquestration du

carbone. Destinée à contrer les changements climatiques, cette pratique est actuellement envisagée essentiellement sous la forme d'une injection de gaz carbonique sous pression dans des puits de pétrole désaffectés. Mais la technique n'est pas sans risque, et les volumes insuffisants. Pourquoi ne pas utiliser les *solutions du vivant*, et notamment la mise à contribution de certaines bactéries qui, en combinant calcium et gaz carbonique, produisent du calcaire, beaucoup plus compact et stable, à des conditions de température et de pression « naturelles » (c'est ainsi que les mollusques produisent leur coquille) ? Cette idée a été jugée suffisamment prometteuse par la Commission européenne puisqu'elle a décidé de soutenir pendant trois ans ce projet de recherche porté par *Greenloop*, en collaboration avec quatre universités européennes.

Mais au-delà des possibilités offertes pour l'avenir, l'approche biomimétique colle parfaitement à la philosophie de Gauthier Chapelle, celle d'une réintégration de l'homme dans son environnement.

Ce qui est particulièrement intéressant dans sa démarche, c'est la volonté d'utiliser les observations d'une nature millénaire pour nous proposer un « nouveau » modèle de développement qui soit respectueux de l'environnement. « *Le modèle biomimétique met l'accent sur l'innovation en général. Mais nous sommes les seuls, en Europe, à être orientés durabilité. Notre équipe est spécialisée. Notre travail au sein de l'association vise à promouvoir cette approche de l'innovation* », explique Gauthier.

« *Nous (les humains) ne sommes pas les seuls à inventer. Nous produisons des objets, comme l'oiseau fait son nid. Le biomimétisme, c'est voir notre espèce comme une autre. D'ailleurs, la nôtre est assez jeune encore. Cette science peut donc nous amener à repenser notre rapport à la nature, en retrouvant l'émerveillement et l'humilité. En fait, c'est remettre l'humain à sa juste place* ». Quand la biologie mène à la philosophie...

D'AUTRES FIGURES

RAPHAËL STEVENS, son cofondateur, formé en commerce et en gestion de l'environnement. Raphaël a également fondé Greenloop, qui compte de grands industriels parmi ses clients, et au sein de laquelle il est consultant en stratégie durable pour les entreprises.

GAËTAN DARTEVELLE. Sorti de Solvay et d'une spécialisation en Gestion de l'Environnement à l'ULB, il a été coopérant au Vietnam et en territoires palestiniens, et travaillé à l'élaboration de stratégies d'évolutions durables pour les chefs d'entreprises chez Groupe One, avant de fonder Biomimicry Europa, ainsi que Greenloop. Avec Groupe One, il a développé une méthodologie de calcul d'empreinte écologique pour entreprises et a été l'un des initiateurs d'info-durable.be, l'un des principaux sites Web consacrés au développement durable en Belgique.

www.biomimicryeuropa.org

Ingénieur commercial et agro-économiste de formation, MARC LEMAIRE a tout d'abord travaillé pendant 7 ans dans l'aide humanitaire en contexte de guerre, pour la Croix Rouge. Revenu au pays avec quelques collègues, ils ont décidé de s'ancrer en se lançant dans l'aide au développement économique local et durable. C'est ainsi qu'il a fondé il y a 10 ans l'ONG Groupe One, puis le bureau d'études EcoRes, spécialisés en développement durable. Profondément marqué par les formations dispensées par le Schumacher College (www.schumachercollege.org.uk), il est devenu le coordinateur scientifique du Diplôme spécial en Développement durable de l'ICHEC, première école de commerce à s'intéresser – enfin ! – de près à ces enjeux. (www.groupeone.be ; www.ecores.eu)

NOTES

1 www.schumachercollege.org.uk

2 Janine Benyus a défini le biomimétisme dans les années nonante et cofondé le Biomimicry Institute qu'elle dirige aux Etats-Unis. Au moyen d'une base de données reprenant les observations faites sur la nature, elle met le savoir des biologistes à la disposition des ingénieurs. Elle a publié en 1997 son livre renommé « Biomimicry : Innovation Inspired by Nature ».

3 Raphaël était alors stagiaire Eco-conseil durant six mois à la Fondation polaire.

4 Sous forme d'Association internationale sans but lucratif (AISBL).

5 Aujourd'hui devenu simplement Greenloop

6 Voir aussi le portrait de Gunter Pauli

7 En Europe, l'écoparc de Kalundborg au Danemark reste un modèle convaincant de réduction des coûts de l'usine couplée à celle de son impact environnemental.

UNE BANQUE 100% DURABLE EST PLUS AUDACIEUSE ET PAS MOINS RENTABLE

OLIVIER MARQUET, BRUXELLES : DIRECTEUR DE TRIODOS



Au moment où ce livre doit être publié, le secteur de la banque et de la finance connaît ses moments les plus pénibles depuis de très nombreuses années. La plupart des fondamentaux dans ce domaine sont remis en question. La crise est telle qu'elle insécurise des millions de personnes partout dans le monde. Pour leur épargne, leur pension, leur quotidien. Dans le cadre de notre projet, nous nous intéressons plus particulièrement à l'un des rôles des institutions bancaires : le soutien à l'investissement qui, à n'en pas douter, va connaître lui aussi dans les mois qui viennent une période d'austérité. Toutes les banques sont-elles logées à la même enseigne ? C'est ce que nous avons essayé de vérifier.

Lorsqu'on pense développement durable et secteur bancaire, un nom vient très vite à l'esprit : Triodos¹, la première banque de l'épargne éthique et solidaire en Belgique et une référence en Europe. Olivier Marquet en dirige la succursale belge depuis 2003.

Nous l'avons rencontré en 2008. Cette année-là, comme les précédentes, Triodos connaît une croissance de plus de 30 %, ignorant la crise du crédit. Sa clientèle ne cesse d'augmenter. Elle fait fructifier l'épargne du client avec des taux d'intérêt conformes aux standards du marché, les salaires de ses collaborateurs suivent les barèmes bancaires et ses douze mille actionnaires sont correctement rémunérés. Olivier Marquet nous reçoit dans son bureau bruxellois. Nous échangeons des chiffres : la banque dépasse les deux milliards d'euros d'épargne et finance chaque année plus de huit mille projets. Surprenant, malgré la crise financière mondiale qui s'annonce à l'époque, Triodos ne montre aucun signe de faiblesse, alors que dans le même temps de nombreuses autres banques s'essoufflent. Pourquoi ? Comment ?

« *Triodos finance exclusivement l'économie réelle* », nous explique Olivier Marquet. « *L'argent est investi dans des entreprises durables et des projets concrets comme des bâtiments passifs, des éoliennes, des maisons de repos, des initiatives sociales, des écoles, parce qu'il faut donner des grilles de lecture du monde aux enfants pour envisager le long terme et la prise d'initiatives.* » Une banque solidaire, rentable et

responsable, dont le concept a germé dans le cerveau de banquiers et de professeurs d'université trente ans plus tôt.

Née de l'idée qu'il est possible de créer une plus-value dans des secteurs durables, Triodos s'est forgé une clientèle solide avec le temps. L'épargnant est assuré de recevoir sur son compte épargne un intérêt comparable aux taux standard pratiqués dans les autres banques. Il sait où va son argent et à quoi il sera utilisé. La banque mise d'ailleurs beaucoup sur la transparence². La rentabilité est à la fois financière, sociale et environnementale puisque son argent permet de financer des projets solidaires, respectueux de l'environnement et le développement d'entreprises novatrices et responsables. Autre atout majeur, cette banque qui ne finance que l'économie réelle connaît donc personnellement ses clients crédits (les bénéficiaires de ses crédits) : Oxfam, Vent d'Houyet, Terre, Ethic Wear cités dans ce livre en font partie. Avocats sans Frontières, la Zinneke Parade, Exki aussi, parmi d'autres. Audacieuse, la petite banque néerlandaise a également été la première à croire au vivier d'opportunités que représente le secteur des énergies renouvelables et a permis de lever auprès des investisseurs de quoi financer la moitié du parc éolien en Belgique.

« Pour nous, l'argent doit être au service de l'homme et non l'inverse. J'ai toujours pensé qu'avec la transmission de la connaissance, la banque faisait partie des deux moyens de changer le monde. », nous confie Olivier Marquet. « Ces préoccupations, je les ai toujours eues. Alors quand un ami d'enfance est venu me trouver pour me proposer de travailler chez Triodos, je n'ai pas hésité. »

Après un début de carrière comme instit' primaire, ce diplômé en droit travaille durant vingt ans dans des institutions financières classiques (banque Anhyp devenue Axa, puis ING, puis BNP Paribas) avant d'intégrer le monde de la finance éthique. Un choix qu'il affirme n'avoir jamais regretté : *« Je suis heureux d'aller travailler chaque matin. Avec mon équipe, nous sommes passionnés par les valeurs de la banque. Savoir qu'on est utile est excitant. »*

A côté de l'épargne, la banque est spécialisée dans la distribution de fonds de placement durables (SICAV) et là encore, elle choisit méticuleusement les sociétés cotées en bourse selon des critères de durabilité définis par une équipe d'experts. Ceux qui investissent dans des projets durables et positifs pour la collectivité sont les gagnants de demain, assure Olivier Marquet, qu'il s'agisse de financer un exportateur de coton bio en Tanzanie, le lancement en Espagne du premier hôtel européen pour personnes handicapées, la création de fermes bio ou de microfinancement dans les pays en voie de développement.

« Triodos signifie 'trois voies' (tri hodos) en grec : la personne, la planète, le profit. Nous prenons en compte tous ces paramètres dans nos analyses d'acceptabilité », précise le banquier. « Nous faisons partie du système financier, mais nous agissons toujours selon des critères environnementaux et éthiques sévères, et nous considérons les impacts sociaux, culturels et écologiques de tous les produits et services que nous offrons. » En toute cohérence, la banque tient compte aussi de l'environnement dans sa gestion interne : peintures écologiques, compensation de ses émissions de CO2, consommation de papier recyclable imprimé avec des encres écologiques, bâtiment éco-construit pour son siège en Hollande, mise à disposition de vélos de société, etc. Et ça marche, comme l'explique Olivier Marquet : *« Depuis quelques années, tout le monde reconnaît que ce pour quoi on se bat depuis trente ans en Europe n'est pas un doux rêve mais bien une réalité sur laquelle on peut agir. »*

Un succès qui contraste avec les dérives du monde financier dévoilées par la publication, en 2007, d'une enquête prémonitoire menée par Netwerk Vlaanderen³. *« De nombreuses banques ont oublié leur rôle de base : collecter l'épargne des épargnants et alimenter l'économie. Triodos, elle, n'est pas cotée en bourse, c'est une de ses spécificités. Nos actionnaires sont donc stables. Ils investissent dans la banque pour le rendement mais aussi parce qu'ils sont attirés par la vocation sociétale de Triodos. »*

La crise financière de l'automne 2008, résultat d'une opacité et d'une autorégulation des marchés financiers, provoque de sérieux dégâts sociaux.

Couplée aux crises multiples relayées quotidiennement par les médias, qu'elles soient énergétique, écologique, alimentaire, elle ne fait que rappeler l'urgence d'une économie plus proche de l'humain et de sa réalité.

Quelques mois après l'éclatement de la crise bancaire, Olivier Marquet mesure la pertinence de la voie choisie par la banque qu'il préside en Belgique. Pourvu que ça dure. Parce que ce qui compte aujourd'hui le plus, c'est qu'une banque puisse continuer d'être en mesure de soutenir le genre d'initiative que l'on retrouve dans ce livre, par exemple. En restant très prudent, reconnaissons aujourd'hui que les recettes de la banque aux trois voies, que l'on considère encore comme marginale dans le milieu, ne sont aujourd'hui, à tout le moins pas démenties par les premières évaluations de l'échec du système global. Bien au contraire...

D'AUTRES FIGURES

Ethibel a été fondée en 1992, sous une double impulsion: d'une part, celle portée par des ONG actives dans le domaine du financement alternatif, de l'environnement, du mouvement pour la paix et pour le tiers-monde, de l'autre la volonté d'une société de bourse de créer un fond éthique et de trouver à cette fin une organisation indépendante et spécialisée. C'est de ces rencontres qu'est née Ethibel. En 2006, elle devient « FORUM ETHIBEL ». Au sein de son conseil d'administration siègent des personnes et des organisations représentant le terrain social : 11.11.11, Bond Beter Leefmilieu, CNCD (Centre National de Coopération au Développement), Crédal, Etika (Luxembourg), Hefboom vzw, Netwerk Vlaanderen vzw, Overleg Ethisch Vermogensbeheer (Oever), Pax Christi Vlaanderen, Réseau Financement Alternatif asbl. Son directeur est HERWIG PEETERS. Ethibel utilise un classement de fonds de placements durables en quatre générations, une approche qui a entre-temps été adoptée au niveau international. Seuls les fonds de placements durables de la quatrième génération entrent en ligne de compte pour le label de qualité Ethibel. Ces fonds investissent dans des entreprises durables au sens large du mot. La plus-value réside dans la qualité de l'étude et dans la méthode d'évaluation. L'élément central de l'étude de la quatrième génération est la communication avec les «parties prenantes» d'une entreprise. Les parties prenantes sont les «actionnaires sociaux» qui sont directement et indirectement concernés par l'entreprise : les actionnaires, les dirigeants de l'entreprise, les travailleurs, les syndicats, les clients, les fournisseurs, les riverains, les membres de mouvements en faveur de l'environnement, de la paix et du tiers-monde (www.ethibel.org).

MICHEL DE WASSEIGE a toujours eu la fibre sociale. Il s'est formé comme travailleur social et a voulu optimaliser ses actions, en indépendance par rapport au secteur financier. Il a ensuite suivi des cours à l'ICHEC pour dirigeants de PME et plus tard une licence à horaire décalé en politique économique et sociale à l'UCL. Il consacre les quatre premières années de sa carrière à réaliser un travail communautaire avec des sans-abris, puis s'investit dans le tourisme social de jeunes. Il rencontre la coopérative CRÉDAL, créée en 1985, et devient le pionnier en Belgique du crédit alternatif. Pendant quinze ans, il dirigera cette

coopérative qui accorde des crédits au secteur de l'économie sociale et des microcrédits à des personnes désireuses de démarrer une activité économique en y créant leur propre emploi. Avec les fonds récoltés, Crédal propose à ses clients et partenaires (asbl, entreprises d'économie sociale) des crédits à taux réduits et des conseils en gestion. Aux indépendants exclus du crédit bancaire, Crédal propose des crédits de lancement, de développement et un suivi adapté. La coopérative finance approximativement trois cents projets par an. Crédal accorde beaucoup d'importance à la transparence de gestion des projets qu'elle finance. Cette exigence de transparence se retrouve également dans sa propre gestion. Les coopérateurs connaissent l'usage précis qui est fait de leur argent par la coopérative (www.credal.be)

NOTES

-
1 La banque Triodos est née aux Pays-Bas en 1980. Elle s'est peu à peu internationalisée pour être désormais présente au Royaume-Uni, en Espagne, en Allemagne, en Belgique et bientôt en France. Elle conclut également des alliances stratégiques avec des banques étrangères, notamment américaines et danoises, qui partagent sa vision.
-
2 Notamment via le magazine Triodos publié trois fois par an et son site web (www.triodos.be).
-
3 D'après l'enquête de transparence menée par Netwerk Vlaanderen auprès des banques en Belgique, l'argent des épargnants est investi dans toutes sortes d'activités, y compris l'armement, les dictatures militaires, les entreprises qui violent les droits humains ou polluent l'environnement. Cette étude est disponible sur www.secretbancaires.be.

NOSTRADAMUS DES TEMPS MODERNES

**JEAN-PASCAL VAN YPERSELE, CORROY-LE-GRAND :
VICE-PRÉSIDENT DU GIEC**



Si l'on n'agit pas rapidement pour inverser le mouvement, la température de la Terre augmentera de 1,1° à 6,4°C d'ici 2100. Le niveau des océans pourrait s'élever de 0,18 m à 0,59 m par rapport à la période 1980-1999. Vagues de chaleur et fortes précipitations deviendront plus fréquentes et les cyclones tropicaux, typhons et ouragans, plus intenses... Voici quelques-unes des prévisions du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat¹.

Novembre 2007. Le GIEC vient de se voir décerner le prix Nobel de la paix pour la qualité de ses travaux. Jean-Pascal van Ypersele, éminent scientifique belge, est vice-président de ce groupe très influent et fait évidemment partie des incontournables dans nos portraits. Notre invité du jour est l'un des rares scientifiques à s'investir dans le débat public. Il a deux heures à nous consacrer dans nos bureaux, si possible en même temps qu'une autre journaliste. Nous sommes à quelques jours de son départ pour le sommet de Bali et il sort tout juste d'une audition parlementaire consacrée à la commission « Energie 2030 », chargée d'analyser la politique énergétique belge à l'horizon 2030, où il est allé dire tout haut son désaccord par rapport aux conclusions proposées. L'homme à la stature imposante n'a visiblement pas trop peur d'aller à contre-courant. On sent à son regard une très grande confiance en lui ou plutôt une assurance naturelle à être partout à sa place.

C'est que depuis toujours, ce professeur de climatologie et de sciences de l'environnement à l'UCL a deux passions : les sciences et la politique. Issu de la noblesse chrétienne, il donne du sens à son action d'aujourd'hui en nous en offrant une lecture familiale : « *Durant toute mon enfance, mon père nous obligeait à écouter les informations à la radio à l'heure de midi, pendant le déjeuner, ça nous pénétrait. J'ai depuis une boulimie des médias, j'ai baigné dedans, la politique m'a intéressé tôt. A un moment donné, je rêvais même de devenir Premier ministre* ».

Le moins que l'on puisse dire est que la famille de van Ypersele est habituée à côtoyer le pouvoir. Son père, juriste et économiste, a été chef de cabinet-adjoint du Premier ministre Théo Lefèvre². Son arrière-grand-père, Henry Carton de Wiart³, a été Premier ministre en 1920.

Pour couronner le tout, son bisaïeu était Pierre-Théodore Verhaegen⁴, l'un des fondateurs de l'Université libre de Bruxelles. Voilà comment van Ypersele explique son goût pour la responsabilité publique.

« *Pour les Sciences, je ne sais pas* ». Mais nous, on l'écoute attentivement. Déjà à l'école primaire, il dessine des puits de pétrole. Pas banal. Même ses copains de classe s'en rendent compte, eux qui le surnomment Nostradamus.

Enfant, il part en balade avec sa grand-mère observer aux jumelles la Lune, qui le fascine. A quatorze ans, il devient membre du Cercle astronomique de Bruxelles, passe des nuits à observer le ciel, s'intéresse à la spéléologie et part avec les Jeunesses Scientifiques en camp d'astronomie. Deux ans plus tard, à la veille de l'été, à l'heure où beaucoup préparent leurs examens, il s'arrange pour les passer avant les autres et ainsi rejoindre le 23 juin 1973 l'expédition organisée par son Cercle autour d'une des plus longues éclipses totales au Kenya. « *Le spectacle était extraordinaire. L'expédition astronomique était un mélange d'amateurs et de pros. J'étais le plus jeune de la bande. On s'est perdu en bus sur des chemins pas possibles. Je faisais des programmes pour savoir à quelle heure se levait tel ou tel astre.* »

C'est donc par l'astronomie qu'il commence à s'intéresser à la Terre. Ce Nostradamus des temps modernes fait le souhait d'étudier la physique pour devenir astronome professionnel. Deux années plus tard, il entre à l'université à Louvain-la-Neuve. Il s'implique dans les mouvements post mai 68⁵ au point de bisser sa troisième année d'études et se rend compte que le travail sur les astres le couperait de ses autres passions, plus humaines : « *Beaucoup sont venus à la physique par l'astronomie. Après tout la Terre, c'est un astre aussi. La différence, c'est l'humain en plus. Avec le développement et la paix. Et cette dimension me manquait. Je suis resté à Louvain-la-Neuve et me suis réorienté.* »

Il consacre son mémoire au réchauffement climatique sous la direction d'André Berger⁶, autre scientifique belge de renom à l'UCL, obtient une bourse de recherche et passe deux années au Centre de recherche climatique des Etats-Unis⁷, au Colorado, avec celle qui en chemin

deviendra sa femme. Une expérience qu'il qualifie de riche, pointue et passionnante sur le plan scientifique⁸.

A son retour en Belgique, il obtient son doctorat en Sciences physiques avec une thèse sur l'Antarctique, et se spécialise en climatologie.

Son balluchon de scientifique rationnel de bonne famille sur le bras droit, celui d'engagé militant et politisé sur le gauche, Jean-Pascal van Ypersele de Strihou, de son nom complet, rédige son premier article de vulgarisation à la suite de la première conférence mondiale sur le climat en février 79 à Genève. A partir de là, il commence à plaider pour un développement durable et solidaire. Il ne s'arrêtera plus.

En novembre 95, il participe à sa première réunion du GIEC : « *Grâce à ma présence à Rio en 92⁹ et à mes projets de recherche, j'ai été mis en contact avec quelqu'un de la Politique scientifique fédérale qui désespérait de n'avoir aucun Belge pour assister à la réunion finale du groupe de travail I¹⁰ du GIEC à Madrid. Je m'y suis retrouvé les vingt-quatre dernières heures de réunion. J'étais le seul délégué de la Belgique, je n'avais reçu aucune instruction et le rôle que j'ai pris a été très actif, avec une phrase pour laquelle je me suis battu, jusqu'à deux minutes avant la fin* ». Cette phrase du GIEC «Un faisceau d'éléments suggère qu'il y a une influence perceptible de l'homme sur le climat global» deviendra en fait historique. Elle établit pour la première fois, deux ans avant Kyoto, qu'il existe un consensus scientifique autour de l'influence humaine sur le climat¹¹.

Un travail sur le détail, minutieux, devenu aujourd'hui plus que jamais d'actualité. Loin d'être des élucubrations, les mots bouleversent les scénarios qui vont influencer par la suite tous les travaux de protection du climat. Face aux climatosceptiques et autres détracteurs du réchauffement climatique, plus rares aujourd'hui, qui réfutent la responsabilité de l'homme dans le réchauffement de notre planète, le parcours de van Ypersele démontre une aisance à faire entendre sa voix dans les négociations internationales: « *Lors de réunions sur un nouveau sujet, j'écoute dans un premier temps. Ensuite, je me mets à parler. Je me souviens, j'étais le seul délégué belge à Shanghai lors de la présentation*

du troisième rapport du GIEC et j'ai demandé à d'autres si ce que je voulais dire avait une chance d'être accepté. Je m'affranchis ensuite. Je suis connu pour être tenace. Et j'obtiens des choses qu'on m'avait dites impossibles à obtenir. »

Van Ypersele ajoute que rien n'est impossible. Pour les scientifiques, la problématique climatique, c'est une vieille histoire¹². Mais la société commence à peine à bouger.

L'actualité de ces trois dernières années a permis de constater la montée en puissance du réchauffement. Il y a eu le film d'Al Gore, les discours d'Alain Hubert, les rapports du GIEC publiés et médiatisés, la prise de conscience de certaines entreprises qui en font un business. « *Avec tout cela, beaucoup disent que 2007 est une année charnière. Mais qui lit les rapports du GIEC ? Ces dernières années, ce qui a changé, c'est surtout le climat. Pourtant, grâce à un ensemble de choses, il y a un impact. La presse donne de l'importance, tout le monde a conscience aujourd'hui qu'il faut faire attention. Je ne suis pas découragé. Je suis convaincu que l'avenir n'est pas une fatalité. »*

Mais malgré leur intérêt, les mots suffisent-ils pour agir ? « *Je fais de la politique en permanence. » affirme-t-il. « Comme le dit Richelieu, la politique, c'est l'art de rendre possible ce qui est nécessaire. Je peux contribuer avec les milliards d'autres personnes à influencer ce monde. »*

Van Ypersele est effectivement un scientifique qui s'engage. Outre sa participation à l'élaboration des rapports d'évaluation du GIEC¹³, il court de réunions en négociations. Pour la seule année 2007: réunion plénière du GIEC en janvier à Paris, en avril à Bruxelles, en mai à Bangkok, négociations sur les scénarios pour le prochain rapport aux Etats-Unis en juillet, réunion à Amsterdam en septembre, en octobre au Brésil, l'Espagne en novembre, et enfin Bali en décembre. Sans oublier les nombreuses téléconférences et discussions auxquelles il participe, ses cours¹⁴ ou son soutien au lancement de sociétés et initiatives « vertes », comme Climact.

L'homme s'arrête pourtant de temps en temps pour prendre des vacances, nous explique-t-il, comme l'été prochain avec ses deux enfants aux Etats-Unis. « *Mais il y a des choix difficiles à faire. Je ne sais pas encore si je pourrai aller à Bali samedi. Mon épouse doit rester à la maison, elle a le poignet sérieusement endommagé à la suite d'une chute, ne peut ni conduire, ni écrire, ni préparer un repas et c'est difficile de la laisser seule quinze jours avec les enfants* ». Nous apprendrons qu'il s'est finalement envolé, après avoir mis en place un réseau d'aide à son épouse. Mieux que son rêve d'enfant de devenir Premier ministre, nous avouera-t-il par la suite, sa présence à Bali lui aura permis de déposer le rapport de synthèse du GIEC sur la table des négociations onusienne, et d'en présider une partie. Mission accomplie.

Terrain décisionnel de l'après-Kyoto, la conférence Climat à Bali a regroupé pas moins de 189 pays mais n'a pas débouché, malgré la pression européenne, sur des objectifs chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'après 2012. En cause, les pays qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto, et plus particulièrement les Etats-Unis. Tout reste à faire.

Aujourd'hui, Jean-Pascal van Ypersele est impliqué dans la préparation des scénarios d'émissions qui serviront aux cinquième et sixième rapports dans les dix ans à venir. Un travail de longue haleine. Mais le scientifique belge n'est pas à bout de souffle. Patiemment et à force de rigueur, il a compris que sa préoccupation climatique est sans cesse alimentée par une motivation profonde, la lutte structurelle contre l'injustice : « *Je ne crois pas que la charité puisse changer les choses de manière durable, mais bien la recherche de solutions structurelles. Je rêve d'un monde plus juste. Automatiquement, d'autres problèmes s'arrangeront en même temps* ». Injustice, pauvreté et climat ne peuvent plus être pensés séparément.

En septembre 2008, lors des nouvelles élections des membres du Bureau à Genève, Jean-Pascal van Ypersele a été nommé vice-président du GIEC. Proposé par le gouvernement belge, cette nomination va lui permettre d'épauler pendant six ans le président Rajendra Pachauri, réélu à ce poste. En remportant ce titre, il s'inscrit comme le seul Occidental dans le quatuor

à la tête de l'institution, pour mener à bien le nouveau cycle d'évaluation qui débute. Van Ypersele a dépassé son rêve d'enfant de devenir Premier ministre. Mais bien davantage encore, il aura réussi à utiliser tous les atouts qu'il avait dans son jeu au départ, mais aussi ceux qu'il s'est construit lui-même dans son parcours personnel, au service d'une ambition collective des plus nobles possibles. Celle de... sauver la Planète.

www.climate.be

D'AUTRES FIGURES:

ANDRÉ BERGER est Professeur à l'Université catholique de Louvain. Directeur de l'Institut d'Astronomie et de Géophysique, il a été le promoteur de mémoire de Jean-Pascal van Ypersele et l'un des premiers scientifiques à étudier les changements climatiques. Réputé mondialement pour ses recherches et couronné par de nombreux prix, il fait également partie du GIEC. Si, comme van Ypersele, il est convaincu de l'importance des problèmes climatiques et de la grande part de responsabilité humaine, il développe une controverse quant aux solutions à apporter. Sa position est de soutenir le nucléaire en Belgique. Selon lui, la fermeture des centrales nucléaires est irréaliste, notre pays n'ayant pas encore développé suffisamment de sources alternatives d'électricité.

DIMITRI MERTENS (juriste), Hugues de Meulemeester (ingénieur) et Pascal Vermeulen (commercial) se sont fixés l'objectif d'une réduction drastique des gaz à effet de serre. Soutenus par Jean-Pascal van Ypersele, ils ont créé Climact, une société qui aide les particuliers, les entreprises et les collectivités à lutter volontairement contre le réchauffement climatique selon trois étapes : « calculer, réduire et compenser ses émissions de CO2 ». L'idée est donc de mesurer les émissions de gaz à effet de serre générées par une activité puis, après avoir cherché à réduire ces émissions, à financer un projet permettant de « compenser » les émissions « inévitables » : énergie renouvelable, reboisement... C'est ainsi que Climact compense les émissions de CO2 causées par tous les déplacements de Jean-Pascal van Ypersele en finançant des technologies propres dans les pays en développement.

Dans le même secteur, TANGUY DU MONCEAU et ANTOINE GEERINCKX ont lancé CO2logic, pionnière dans la compensation de CO2 en Belgique.

FRÉDÉRIC CHOMÉ, docteur en sciences spécialisé en météorologie, est le fondateur de Factor-X. Cette société novatrice de conseil en stratégie carbone a également pour vocation d'aider les entreprises et les collectivités à prendre conscience de leur impact sur le réchauffement climatique et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Fort de son expérience, il a remporté le marché bilan carbone pour les Jeux Olympiques de Londres en 2012, qui devraient être sobres en

carbone. Créateur de l'association Energy watcher qui incite à adopter des comportements responsables en matière climatique, il appelle à une prise de conscience : « Il nous reste dix années pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre de moitié. Cela peut se faire sans douleur, pour autant que ce soit planifié. »

INJUSTICE, PAUVRETÉ ET CLIMAT NE DOIVENT PLUS ÊTRE PENSÉS SÉPARÉMENT.

Extrait de l'article « Une crise alimentaire majeure se profile », où Josette Sheeran, directrice générale du Programme alimentaire mondial PAM, pousse un cri d'alarme.

UNE CRISE ALIMENTAIRE MAJEURE SE PROFILE

Il y a un an, à la fin du mois de janvier, quand les Mexicains sont descendus dans la rue pour protester contre l'augmentation du prix de la galette de maïs, beaucoup ont souri. En septembre, quand le même motif a poussé les associations de consommateurs italiens à boycotter vingt-quatre heures durant l'achat de pâtes, le folklore a également semblé prévaloir. A tort, dans les deux cas.

Ces mouvements sont en fait le reflet d'une crise majeure : les difficultés accrues que rencontrent de par le monde des centaines de millions de personnes pour se nourrir. La raison est simple : viande et céréales sont devenus inabordables pour les plus modestes, dans les campagnes mais aussi dans les villes, un phénomène nouveau.

Le Mexique et l'Italie ne sont pas des cas isolés. Les émeutes de la faim se multiplient. Le Maroc, l'Ouzbékistan, le Yémen, la Guinée, la Mauritanie et le Sénégal ont également été le théâtre de manifestations directement liées à l'augmentation du prix de produits alimentaires de première nécessité. (...)

Pression démographique, croissance économique, réchauffement climatique... A ces trois raisons souvent mises en avant s'en ajoute une quatrième, tout aussi fondamentale : l'erreur des politiques menées jusqu'à présent. (...) (Les) efforts seront d'autant plus nécessaires que le réchauffement climatique constitue, d'après les experts, un danger majeur pour l'agriculture mondiale. «Les zones touchées par la sécheresse en Afrique subsaharienne pourraient augmenter de 60 à 90 millions d'hectares (...) d'ici à 2060. (...) Le nombre de personnes souffrant de malnutrition pourrait augmenter de 600 millions d'ici à 2080», prévoyait l'ONU en 2007.

Chaque étude semble plus pessimiste que la précédente. Le 1er février, la revue *Science* a publié les prévisions de l'université Stanford de Californie selon lesquelles le sud de l'Afrique pourrait perdre plus de 30 % de sa production de maïs, sa principale récolte, d'ici à 2030. De leur côté, l'Indonésie et l'Asie du Sud-Est verrraient leurs principales cultures diminuer d'au moins 10 %.

(Par Frédéric Lemaître, éditorialiste, LE MONDE, le 09 Février 2008).

NOTES

-
1 Formulées en 2007, elles sont basées sur les études scientifiques antérieures à 2005. Depuis lors, toutes les recherches montrent que les prévisions sont sous-évaluées. Le prochain rapport, en 2012 et basé sur les études produites jusqu'en 2010, risque donc d'être nettement plus alarmiste... (www.ipcc.ch).
.....
2 Theo Lefèvre, né à Gand, le 17 janvier 1914 et décédé le 18 septembre 1973 à Woluwé-Saint-Lambert, fut Premier ministre de 1961 à 1965.
.....
3 Henry Carton de Wiart, né à Bruxelles en 1869 et décédé en 1951, fut ministre de la Justice puis Premier ministre de 1920 à 1921. Il est aussi l'auteur du roman historique « La Cité ardente » à l'origine du surnom de Liège.
.....
4 Pierre-Théodore Verhaegen, né en 1796 à Bruxelles et décédé en 1862, fut avocat belge et leader du parti libéral qu'il contribua à fonder en 1846. Il fut député, président de la Chambre et bourgmestre de Watermael-Boitsfort. Il est l'un des fondateurs de l'Université libre de Bruxelles qu'il plaça sous le signe du libre examen. La Saint-Verhaegen est chaque année un moment festif intense de la vie de l'Université libre de Bruxelles.
.....
5 L'Université catholique de Louvain a été fondée le 9 décembre 1425 par le pape Martin V. L'institution s'est scindée en 1968 en deux entités juridiquement indépendantes, qui perpétuent son héritage: la Katholieke Universiteit Leuven (KUL), néerlandophone, demeurant à Louvain (Leuven) et l'Université catholique de Louvain (UCL), francophone, implantée à Louvain-la-Neuve (Brabant wallon) depuis 1972.
.....
6 Si J.-P. van Ypersele et le Pr. André Berger sont sur la même longueur d'onde sur la question du climat, ils s'opposent sur bien des aspects de la question du nucléaire.
.....
7 National Center for Atmospheric Research (NCAR, Boulder, Colorado).
.....
8 Il travaille durant cette période avec Stephen Schneider, l'un des premiers climatologues à sonner l'alerte du réchauffement en s'impliquant dans le débat public.
.....
9 La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED aussi appelée Sommet de la Terre) qui se déroula en juin 1992 à Rio de Janeiro, fut pour la première fois le théâtre d'une rencontre entre un aussi grand nombre d'Etats (182) pour débattre de l'avenir de la Planète.
.....
10 Le GIEC (www.ipcc.ch) est organisé en trois groupes de travail. Le Groupe I étudie les principes physiques et écologiques du changement climatique, le Groupe II les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques, et le Groupe III les moyens d'atténuer les changements climatiques par la réduction des émissions.
.....
11 L'apport majeur de cette phrase était qu'elle évoquait au présent l'influence devenue perceptible des activités humaines dans les observations récentes du climat, et qu'il ne s'agissait plus seulement de projections théoriques du climat futur.
.....
12 En 1998 déjà, Jean-Pascal van Ypersele organisait un symposium intitulé « Le Protocole de Kyoto : contrainte ou opportunité ? » avec le Conseil fédéral du développement durable, dont il préside depuis ce moment le groupe de travail « Energie et climat » (www.cfdd.be).
.....
13 Les rapports d'évaluation du GIEC sont des condensés d'informations scientifiques sur les risques liés au changement climatique d'origine humaine, leurs conséquences possibles et les stratégies possibles pour les atténuer.
.....
14 Jean-Pascal van Ypersele donne cours à l'UCL et préside le Master en sciences et gestion de l'environnement.

LE RÉALISME DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

**WILLIAM WAUTERS, HERSTAL :
PRÉSIDENT ET ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DU GROUPE TERRE.**



© JEAN-LOUIS BROCARD

Dans ce portrait, il y a trois William Wauters : le père, le fils et le petit-fils, même si ce dernier ne joue pas encore un rôle très actif. C'est une histoire de famille au sens commun mais aussi au sens le plus large. C'est le récit d'un destin où les mots responsabilité et solidarité prennent un sens très concret.

Lorsque le père crée, après la Seconde Guerre mondiale, le groupe Terre, il s'inspire des communautés Emmaüs¹. Fondées par l'Abbé Pierre, celles-ci vivent de la récupération d'objets pour offrir un soutien aux plus démunis. Catholique très croyant, William Wauters, mécanicien-dentiste, veut lui aussi aider les autres et s'associe avec quelques amis qui partagent ses convictions pour tendre la main « *à ceux qui en ont besoin* ». Il trouve du charbon pour chauffer les uns, répare un toit pour les autres...

Puis, la Belgique connaît une véritable reprise économique. Wauters ne se sent plus utile dans cette activité. Avec son groupe, ils hésitent entre se séparer ou entreprendre autre chose. Dans les années soixante, la misère dans les pays du tiers-monde éclate aux yeux de tous par le biais de la télévision. Il faut s'attaquer aux causes de la pauvreté se disent-ils, les besoins sont criants au Sud. Comme les problèmes sociaux semblent avoir été résolus en Belgique par la reprise économique, ils décident de mettre en place des projets industriels pour le tiers-monde. Les voilà embarqués dans un nouveau projet. Suivant le modèle des chiffonniers Emmaüs, commence alors une grande opération de ramassage de vieux papiers, vêtements et métaux. Le tout est vendu à des récupérateurs le jour-même. L'opération est un succès et se répète une dizaine de fois par an, elle mobilise des centaines de bénévoles, les collectes atteignent des tonnes invraisemblables de déchets ramassés à l'aide de wagons de chemins de fer ou de semi-remorques prêtés. L'argent des ventes sert ainsi à financer la construction d'une fabrique de plâtre en Algérie, celle d'une fabrique de vélos au Nicaragua, ou encore, à soutenir des activités agricoles ailleurs.

Puis l'année 1973² les ramène plus près de chez eux. Le premier choc pétrolier et la grave crise qui s'ensuit entraînent des milliers de personnes au chômage. Les nombreux ouvriers participant bénévolement aux collectes du groupe Terre sont touchés et viennent interroger l'équipe.

Résultat : dès le début des années quatre-vingt, William Wauters transforme les collectes faites par des bénévoles en activités salariées. Le nouvel objectif est de créer de l'emploi local. Le groupe se structure, un cofinancement avec l'Etat belge est trouvé, l'entreprise de ramassage de textiles et de papier-carton est lancée et invite toute personne cherchant du travail à trouver sa place. Mais l'équipe va plus loin. L'entreprise sera ouverte en priorité et dans la mesure du possible à tous les « exclus » : personnes peu ou pas qualifiées, handicapés, ex-détenus, ex-drogués.

Rapidement, le groupe Terre développe de nouvelles activités créatrices d'emploi. Les chômeurs viennent en nombre croissant frapper à sa porte chaque jour de la semaine. Parmi eux, il y a... William Wauters, le fils. Lorsqu'il se présente dans les bureaux du groupe, il est résolu à sortir des longues files de pointage. « *Je n'avais pas prévenu mon père. Mais je n'en pouvais plus, le bureau de chômage était en face de la maison, je me sentais humilié. J'ai fait la file tous les jours pendant un an et demi, avant de prendre la décision de me présenter chez Terre* ».

Et nous y voilà, nous, dans les bureaux de William Wauters fils, à Herstal, à l'écouter nous parler du passé familial. Grand, maigre, désormais administrateur délégué et président de Terre, « Minmin » a fait ingénieur industriel à l'Institut Gramme, à Liège, pour faire plaisir à ses parents, nous explique-t-il, et suivre ses trois sœurs aînées qui avaient fait de brillantes études. Minmin c'est son surnom. Tout le monde l'appelle comme ça.

« *Mon truc, c'était la mécanique. Je n'arrivais pas à me vendre en tant qu'ingénieur. Partout où j'allais, je me faisais remballer. Lorsque j'ai frappé à la porte de Terre, deux ans après avoir fini mes études, je suis tombé sur mon père et un de ses collègues qui était embarrassé. Ils m'ont engagé tout de suite* ».

Dix ans plus tard, l'entreprise enterre son fondateur. Le relais doit être assuré. William Wauters passe de la maintenance des véhicules du groupe à la présidence de Terre. Élu à l'unanimité, il n'était pourtant pas, nous indique-t-il, la personne la mieux préparée pour cette succession. « *Mais personne, vu la personnalité de mon père, n'osait prendre sa place. En*

devenant président de Terre, j'ai fait miennes les valeurs du groupe, plus par amour pour mon père que par conviction personnelle. Tout ce que je voulais alors, c'était poursuivre le chemin ouvert ».

Aujourd’hui, le groupe Terre va fêter ses soixante ans. Et William Wauters, qui frôle la cinquantaine, en est le principal porte-parole. Défenseur incontesté de cet esprit d’entreprendre misant sur le rapport humain plus que sur son « exploitation » au service du financier, il est à la tête d’un groupe d’entreprises qui compte désormais trois cent personnes. Les deux tiers en entrant étaient considérées peu ou non qualifiées.

« Notre vocation n'est pas de les faire venir puis repartir dans un système plus traditionnel. S'ils sont au chômage, c'est parce que le pouvoir de la finance n'est pas au service des travailleurs. Dans cette logique, s'ils pouvaient se passer des travailleurs, ils le feraient. Ce que nous, nous voulons, c'est leur proposer un emploi durable ». Quatorze magasins vendent les vêtements triés et revalorisés. Grâce au réemploi, nonante pour cent de ces déchets textiles évitent l’incinération dans toute la Belgique francophone. Certains vêtements sont vendus en seconde main, les autres sont transformés en chiffons d’essuyage ou en tapis de sol pour voitures. Le papier-carton sert, entre autres, à la fabrication de panneaux d’isolation acoustique³ réputés sur le marché.

Parallèlement à ces activités, toutes génératrices de revenus, l'aide aux pays du Sud s'est maintenue via une entité séparée : l'ONG Autre Terre⁴.

En quarante on ne parlait pas encore de développement durable. Pourtant, prendre des hommes et des femmes rejetés par la société et leur donner une dignité en créant de la richesse avec des objets au rebut en montre une très forte intuition.

Mais la principale fierté du groupe reste sa gestion participative où, quelle que soit sa place, chaque travailleur, s'il le souhaite, « est égal à une voix ». Ainsi, l'asbl Terre, noyau décisionnel du groupe et actionnaire des sociétés commerciales⁵, est le lieu des assemblées générales auxquelles

participent actuellement septante travailleurs. Tous et toutes discutent et votent les décisions stratégiques du groupe.

« Nous sommes encore des marginaux dans notre manière d'entreprendre. Celle-ci deviendra-t-elle une alternative ? Est-ce que demain les grosses entreprises fonctionneront comme une entreprise à but social ? Je l'espère. Si ce n'est pas le cas, il vaut peut-être mieux qu'on disparaisse tout de suite ».

Etendu sur tout le territoire belge francophone, le réseau des bulles bleues recueille annuellement plus de dix mille tonnes de matière revalorisable. Dans le domaine de l'utile, la structure collabore avec certains CPAS et organise plusieurs fois par an des séances d'informations adressées aux chercheurs d'emploi. Une entreprise au service des travailleurs donc. Le tout avec des exigences de rentabilité égales à celles d'une entreprise classique⁶.

En écoutant le fils raconter son histoire, on se rend bien compte combien elle s'inscrit dans une communauté de destin tant avec son père qu'avec l'ensemble de la communauté qu'il a créée. S'il n'a pas choisi délibérément de suivre cette voie qui l'a amené à prendre la succession de son père, il nous paraît évident que pour rien au monde il n'aurait failli à ses responsabilités. C'est une question de valeurs.

D'AUTRES FIGURES

MARC DETRAUX. Il travaille pendant dix ans comme éducateur chez Handicap et participation et constate combien il est nécessaire d'ouvrir pour la personne handicapée une troisième voie entre la vie en institution et une activité professionnelle complète. En octobre 2005, il décide de lancer une pratique innovante à Namur : la revalorisation des encombrants par le biais d'une ressourcerie. La gestion des déchets reste une problématique importante pour l'ensemble des villes et des communes. En créant la Ressourcerie namuroise, Marc Detraux permet de valoriser quatre-vingt-cinq pour cent des déchets récoltés (contre zéro auparavant), emploie douze personnes, collabore avec une quarantaine de personnes handicapées pour le démantèlement des objets et revend à bas prix des objets dont profitent les personnes à faible revenu. La Ressourcerie namuroise s'est présentée comme un prestataire de service privé tellement rentable que la Ville de Namur a décidé elle-même de stopper son travail de collecte en porte-à-porte et de s'associer à l'entreprise. Depuis, d'autres villes comme Charleroi souhaitent appliquer le même modèle (www.laressourcerie.be).

En Flandre, une série de magasins de seconde main, nommés kringloopwinkels, vendent des vêtements, des jouets, des meubles et du matériel de cuisine à petits prix. Leur travail permet de réduire les quantités de plus en plus importantes de déchets. En outre ces magasins proposent de l'emploi à des personnes peu ou pas qualifiées qui trouvent difficilement du travail. Au début des années nonante, un certain nombre d'initiatives régionales ont vu le jour grâce à des collaborateurs enthousiastes, notamment sous l'impulsion de FILIP LENDERS. Aujourd'hui un important réseau de cent-quatre magasins couvre toute la Flandre. Ils se centrent sur la qualité et récoltent un succès sans cesse grandissant. Grâce à la création de ces entreprises, près de deux mille quatre cents personnes ont trouvé un emploi à temps plein ou à temps partiel. Ce réseau d'initiatives d'économie sociale est regroupé au sein de la coupoles KOMOSIE, qui s'investit par ailleurs dans des créneaux innovateurs, comme l'énergie. Le projet « Energiesnoeiers » combine la création d'emplois et la réalisation de travaux permettant l'économie d'énergie pour des familles à faible revenu. Début 2009, une trentaine d'organisations d'économie sociale

sont actives dans ce créneau employant cent quarante Energiesnoeiers (www.dekringwinkel.be, www.komosie.be, www.kringloop.net, www.energiesnoeiers.net).

Autre exemple dans le secteur de l'économie sociale, l'ABBÉ FROIDURE constate, dans les années trente, l'extrême pauvreté des enfants défavorisés à Bruxelles. Il commence à rassembler des vêtements et cette action ne s'est pas arrêtée depuis lors. En janvier 1955, les Petits Riens inaugurent leurs locaux de la rue Américaine à Ixelles et s'emploient à leur activité centrale : la récolte, le tri et le réemploi de vêtements, de meubles et d'objets divers. Mais les Petits Riens, ce n'est pas que des magasins seconde main. Les fonds permettent d'héberger cent vingt personnes, d'aider mille personnes, de mettre deux cents personnes au travail et de servir quinze mille repas sociaux par an. L'Abbé Froidure est mort en 1971 (www.petitsriens.be).

NOTES

- 1 L'objectif des communautés Emmaüs est de mettre en place localement des activités économiques avec les plus exclus. Présent sur quatre continents, le mouvement né en 1949 s'appuie aujourd'hui sur trois cent six associations dans trente-six pays. Le compagnon Emmaüs est logé, nourri, soigné quelle que soit son histoire de vie. Il reste au sein de la communauté le temps qu'il souhaite et s'engage à y travailler selon ses capacités et ses possibilités. De la cuisine à la vente au magasin, du tri des boutons à la conduite des camions, de la rénovation des meubles au secrétariat, la palette d'activités est large. C'est d'abord par cet emploi que le compagnon retrouve la confiance qui lui permettra de se remettre, à terme, sur le marché du travail « officiel ». Emmaüs ne perçoit aucune subvention ; l'activité de récupération permet de faire vivre ces hommes, ces femmes et ces enfants.
- 2 Octobre 1973 : date qui, dans l'histoire économique du XXe siècle, a pris une importance comparable à celle du krach boursier de 1929. Il y a 35 ans, en effet, le monde économique basculait de manière inattendue : le premier choc pétrolier marquait la fin des «Golden Sixties», caractérisées par la croissance et le plein emploi, et le début d'une période de récession accompagnée d'inflation et de chômage.
- 3 En cherchant une solution stable pour la réutilisation du papier collecté, l'équipe a constaté que les coureurs du Tour de France se protégeaient du froid à l'aide de papier journal sur leur poitrine. Elle a essayé de reproduire le modèle pour créer des panneaux thermiques, avant de s'apercevoir qu'ils avaient d'excellentes propriétés isolantes acoustiques. De là est née l'unité de fabrique de panneaux à partir de papiers récupérés.
- 4 Le groupe Terre contribue financièrement aux projets de développement de l'ONG Autre Terre. Ce soutien financier s'inscrit dans une logique de solidarité du groupe avec les pays du Sud. Autre Terre bénéficie également d'un cofinancement de la Direction Générale de la Coopération au Développement DGCD.
- 5 Voir le plan plus loin.
- 6 www.terre.be, avec sa filière Textile, sa filière Papier, Tri-Terre SAFS, Co-Terre SAFS (filière Construction), Pan-terre SAFS, Acoustix SA et l'asbl Autre Terre.

FORMER AUX NOUVEAUX MÉTIERS DE L'ÉCOLOGIE

**CATHERINE BLIN, NAMUR :
COFONDATRICE DE L'INSTITUT ECO-CONSEIL**



Années quatre-vingt. La gestion de l'environnement devient une véritable préoccupation dans l'ensemble des communes de Belgique. Des questions aussi diverses que l'assainissement des eaux, les économies d'énergie, la croissance du volume des déchets¹ deviennent de plus en plus urgentes à régler, pour des raisons environnementales mais aussi économiques. Le besoin de conseil et d'aide à la décision des autorités communales est d'autant plus criant qu'il se confronte à une absence de professionnels de l'environnement.

A cette époque, Catherine Blin, fraîchement sortie de ses études d'ingénierie agronome à l'ULB, ne trouve pas de job stable en lien avec son principal centre d'intérêt : l'environnement. Alors, quand fin 1988, elle entend parler de la naissance à Strasbourg d'une formation d'éco-conseillers axée sur la résolution des problèmes environnementaux, elle postule directement et est acceptée. Sans bien savoir où cette année d'étude la mènera, Catherine est enthousiaste à l'idée de recevoir une formation « de terrain », déclinée en six mois de cours théoriques et six de stage pratique.

Départ vers la France², où elle se retrouve sur les bancs d'école aux côtés d'un autre Belge, Guy Castadot³. De dix ans son aîné, il est aussi ingénieur agronome et rentre de dix années de coopération au développement en Amérique latine. La formation d'éco-conseiller les emballera tous les deux. Les cours, réservés aux diplômés de l'enseignement supérieur (BAC+4 ou +5), les forment aux sciences de l'environnement, à la communication des idées et à la gestion de projets. Six mois de cours théoriques plus tard, Catherine Blin et Guy Castadot rentrent à Namur, une décision dans leur valise. Anciens chômeurs tous les deux, ils savent qu'un diplôme n'ouvre pas nécessairement les portes de l'emploi. Encore moins d'un emploi qu'on aime. Si de nombreux diplômés voulaient, comme eux, bénéficier d'outils pratiques et de contacts pour améliorer l'environnement de leur quartier, de leur commune ou de leur ville, il fallait les y aider. Après tout, Catherine et Guy sont les premiers Belges à bénéficier d'une telle formation. Ils ont donc envie de pouvoir la transmettre.

Plutôt qu'un stage dans une administration qui pourrait les engager par la suite⁴, les deux éco-conseillers belges se font engager pour un

autre défi : la création d'un Institut Eco-Conseil en Région wallonne⁵. S'inspirer de là-bas pour agir ici. La France avait fait le pari d'enrayer les problèmes environnementaux dont elle était victime, elle aussi. Les municipalités étaient en proie aux mêmes difficultés que les communes belges et former des généralistes de l'environnement pouvait permettre la création d'emplois adaptés aux besoins du marché tout en apportant des solutions concrètes aux inquiétudes environnementales.

Catherine et Guy sont complémentaires. Rapidement, ils se répartissent le travail : « *Guy avait plus d'expérience professionnelle et était très bon pour les contacts humains. Moi j'étais plus dans la recherche de contenus pour les cours à mettre en place. Entre nous, on disait qu'il était le ministre des Relations extérieures, et moi la ministre de l'Intérieur !* », plaisante Catherine. Tout est à construire : réfléchir au public visé, prendre contact avec les communes et le secteur associatif, dégoter un local, définir des programmes de cours, identifier des enseignants spécialisés, rassembler des personnes-ressources pour soutenir le projet, convaincre des membres fondateurs, créer l'asbl, trouver des financements, etc. « *Durant tout ce temps, nous avons rencontré un mélange d'enthousiasme et de scepticisme. Si un consensus existait autour de la nécessité de proposer une formation environnementale solide, les universités étaient assez réticentes au départ face à notre projet. Qu'allions-nous apporter de plus qu'elles ? Ils nous voyaient comme deux hurluberlus, car on n'avait aucune expérience, que ce soit en matière de formation ou d'environnement.* » Les universités participent finalement activement à un Comité scientifique et pédagogique et apportent ainsi un soutien non négligeable à l'élaboration du dispositif de formation.

Six mois plus tard, l'annonce d'un cofinancement du Fonds social européen lance le signal de départ. L'originalité du projet avait séduit, en partant du postulat qu'au-delà du besoin de formation, l'environnement pouvait créer de nouveaux métiers. « *A la différence de ce qui existait déjà, notre force était de proposer une formation généraliste donnant la capacité de se constituer un réseau professionnel*

et d'acquérir une expérience de travail à travers un stage de six mois. Sur le terrain, on n'avait pas forcément besoin de scientifiques pointus, mais bien de compétences pratiques. »

Ouvert aux gradués et aux universitaires, l’Institut Eco-Conseil ouvre ses portes en 1989 à Namur. L’intérêt est immédiat. Chaque année, entre cent et cent cinquante candidats wallons et bruxellois se présentent, pour trente-cinq places disponibles. Parmi eux, 84 % ont trouvé un emploi dans leur domaine.

Au départ, les éco-conseillers ont apporté leur expertise au sein des communes exclusivement, car elles étaient les plus demandeuses. De la gestion de problèmes environnementaux à l’élaboration de plans communaux de développement de la nature, leur travail a permis notamment la mise en place des premiers systèmes de tri des déchets ou les premiers Contrats de Rivière. Appelé à jouer un rôle de médiateur pour trouver des solutions négociées, l’éco-conseiller favorise toujours une gestion participative des projets qu’il porte avec les habitants concernés, les acteurs (privés ou publics) impliqués et les autorités locales.

Peu à peu, les éco-conseillers intéressent un public élargi : milieu associatif, entreprises, administrations régionales et autres institutions. Les éco-conseillers eux-mêmes élargissent également leur champ d’activités : depuis le secteur de l’environnement, ils prennent en compte les enjeux sociaux, économiques et culturels dans la mise en place d’initiatives et de projets auxquels ils participent. Autrement dit, la mise en pratique du développement durable est au cœur de leurs activités.

Devenus responsables de projets, consultants ou chargés de communication, certains éco-conseillers créent ainsi leur propre structure, seuls ou le plus souvent avec d’autres acteurs en misant toujours sur l’importance de travailler en réseaux. Qu’il s’agisse d’entreprises d’économie sociale actives dans l’insertion sociale et le recyclage des déchets⁶ ou l’éducation à l’environnement⁷ et à la santé, nombre d’entre eux sont devenus des acteurs incontournables dans le secteur en Belgique. Plusieurs s’intéressent également à des thématiques dites « émergentes »,

comme les liens entre santé et environnement, les problèmes de pollution intérieure des locaux, et contribuent ainsi à les faire connaître et petit à petit reconnaître. Un travail de longue haleine, qui demande rigueur, persévérance, conviction et enthousiasme et nécessite encore plus de travail en réseau pour partager les expériences et les pistes d'actions.

Catherine Blin est aujourd’hui directrice de l’Institut. Sa démarche a été double. D’un côté, elle a entrepris la mise en route d’une formation créatrice d’emplois pour l’environnement. De l’autre, elle a donné naissance à des centaines de vocations professionnelles qui, à leur tour, transmettent leurs compétences à leur entourage, professionnel ou non. Une sensibilisation au développement durable à l’effet boule de neige...

« La mise en réseau est une des clés de la dynamique de l’Institut. Les stages sont trouvés en collaboration avec les éco-conseillers en poste, les formateurs venant faire part de leurs connaissances et expériences pendant la formation théorique, les membres du conseil d’administration, qui ont tous un large réseau de personnes ressources autour des communes, du milieu associatif ou du monde de l’entreprise. Durant leur stage, les éco-conseillers font fonctionner le réseau pour toute question sur une thématique particulière et gardent le contact avec les enseignants qui, du coup, voient concrètement l’utilité de leur travail. Cette dynamique a également lieu entre les éco-conseillers, qui ont créé une association professionnelle axée essentiellement sur la promotion du métier et l’échange d’expériences⁸. Quant à l’équipe de coordination de la formation à l’Institut, elle a pour rôle d’organiser le « puzzle » qui permet d’amorcer, dès le début de la formation, les pratiques de travail en réseau, nous explique Catherine. C’est un gros défi de travailler à la fois dans les domaines du développement durable, de l’environnement et de l’insertion professionnelle. Mais le plaisir de retrouver par la suite les stagiaires que nous avons formés, qui ont trouvé du travail dans le domaine, sont heureux de leur choix de ce métier et contribuent à ouvrir les portes du métier à d’autres, est notre meilleure récompense !».

L’Institut Eco-Conseil⁹ vient de former son 450^e diplômé. Il propose également des formations complémentaires aux cadres et au personnel des entreprises dans le secteur privé et aux fonctionnaires dans les administrations publiques.

www.eco-conseil.be

UNE AUTRE FIGURE

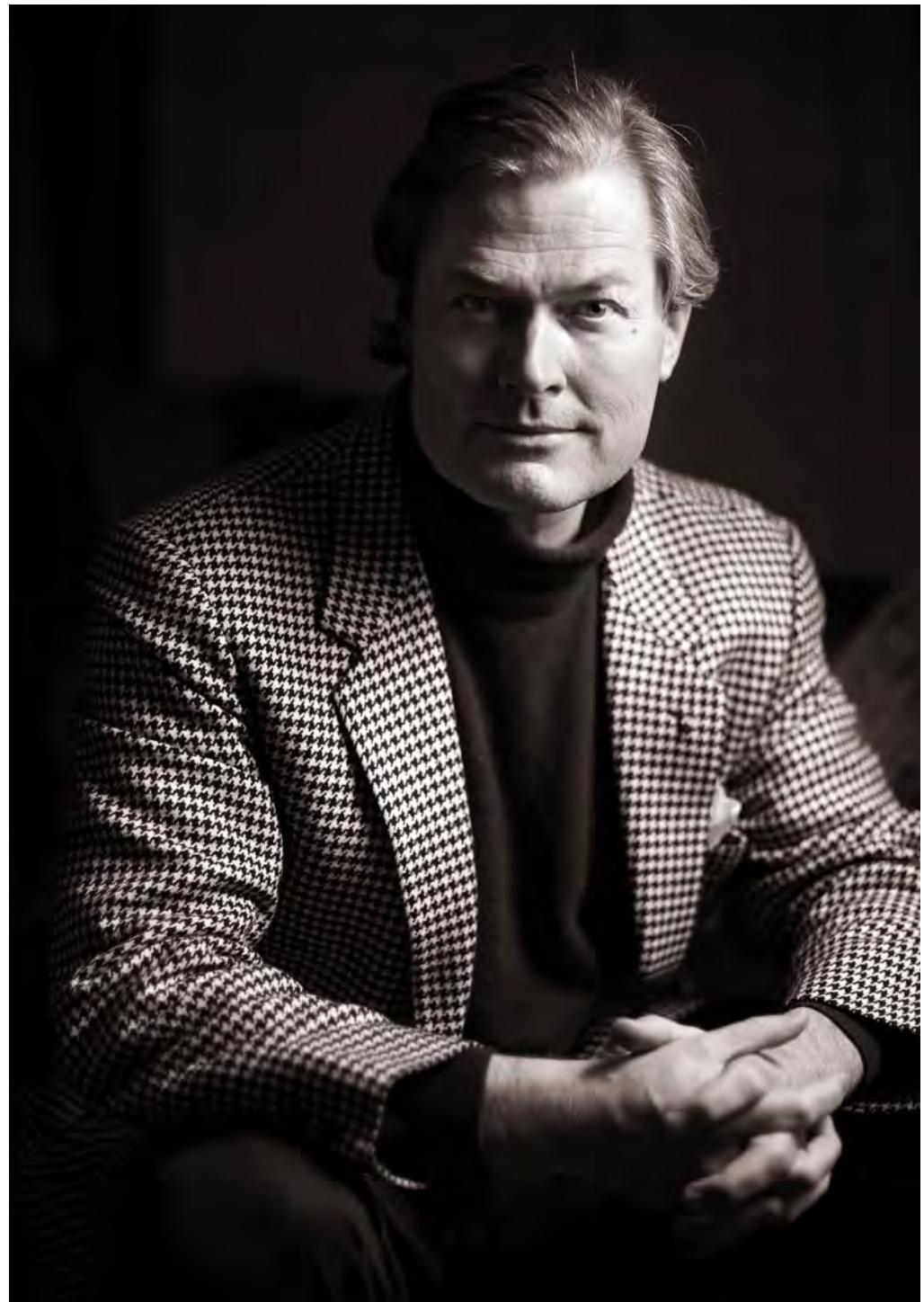
Au terme de l’année 1987, une « année internationale de l’environnement » particulièrement sans impact en Belgique, JEAN-LUC ROUX, conseiller au CEFE (l’ancêtre d’Etopia), eût l’idée de créer en Belgique un institut d’eco-conseil semblable à celui de Strasbourg. Le temps de créer une asbl pluraliste dont il sera le premier président et où l’on retrouvera des administratrices comme Sarah Deutsch ou Jacqueline Miller (professeurs à l’ULB), puis d’y engager Catherine Blin et Guy Castadot. Il est déjà parti exercer la responsabilité des programmes « Environnement » de la Fondation Roi Baudouin. Directeur des programmes du WWF-Belgique durant quelques années, il est ensuite fonctionnaire du Ministère anglais de la Coopération au développement, puis directeur politique de Greenpeace International. Il dirige aujourd’hui GroupeOne, ONG active dans le développement durable.

NOTES

- 1 Le tri des déchets ne se faisait pas encore.
- 2 Avec une bourse de la Fondation Roi Baudouin qui finance les frais de déplacements et le logement à Strasbourg (www.kbs-frb.be).
- 3 Guy Castadot a été l'un des membres fondateurs de l'Institut Eco-Conseil à Namur dont il a été directeur de 1989 à 2000. Il travaille aujourd'hui à la Coopération Technique Belge (www.btctb.org).
- 4 Encore aujourd'hui, la plupart des éco-conseillers sont engagés dans leurs lieux de stages.
- 5 La création d'un institut d'éco-conseil « comme à Strasbourg » est un projet qui a germé au sein du CFFE (Centre d'Etudes et de Formation en Ecologie, l'asbl d'éducation permanente d'Ecolo, l'ancêtre d'Etopia).
- 6 L'éco-conseiller Vincent Degrelle fut le directeur de Ressources, le réseau des entreprises d'économie sociale actives dans la récupération et le recyclage des déchets. Ce réseau regroupe aujourd'hui une soixantaine d'entreprises d'économie sociale à Bruxelles et en Wallonie, ce qui représente une activité pour plus de 4000 personnes.
- 7 L'éco-conseillère Joëlle van den Berg est la directrice du Réseau Idée, dont l'objectif est l'éducation relative à l'environnement (ErE). Pour ce faire, l'asbl tisse progressivement des liens entre tous les acteurs, formateurs, enseignants, parents, éco-conseillers, en permettant une meilleure circulation de l'information et en valorisant les projets et outils pédagogiques, les formations et les centres d'éducation à l'environnement (www.reseau-idee.be).
- 8 L'ABECE est l'association belge des éco-conseillers et conseillers en environnement et sert notamment de plate-forme d'échange d'expériences (www.abece.be).
- 9 L'institut Eco-Conseil compte une équipe actuelle de dix personnes et reçoit des aides de la Région wallonne et de FOREM Formation essentiellement, ainsi que plus récemment de la Région bruxelloise.

LA PRODUCTIVITÉ TOTALE C'EST LA POLLUTION ZÉRO

**GUNTER PAULI, BRUXELLES/JAPON :
FONDATEUR DE L'INSTITUT DE RECHERCHE ZERI**



Nous nous sommes rejoints à l'aéroport. Il atterrissait du Japon et repartait pour l'Afrique du Sud. Nous avons profité de ce court transit d'une heure pour le rejoindre à Zaventem, afin de lui demander de nous raconter ce qu'il avait créé là-bas, à Tokyo, et dont on avait entendu parler ici : ZERI, pour Zero Emissions Research and Initiatives¹. Il est dix-neuf heures. En entrant dans le hall où nous nous sommes donné rendez-vous, nous découvrons un gaillard dont le physique rappelle tout droit celui d'Alain Hubert. Gunter Pauli a cinquante-deux ans, il est grand, a la mâchoire carrée, le regard franc, le style charismatique. Sûr de lui, il a vite su s'entourer, très bien même, depuis l'université. Belge flamand de mère wallonne et de grand-père allemand, il est capable très tôt de jongler parfaitement avec les trois langues. Comme une prédisposition à suivre une carrière internationale... Aujourd'hui, il est septilingue.

Si son nom résonne à peu d'oreilles dans notre pays, c'est bien parce que Gunter a passé le plus clair de son temps hors de nos frontières. Ses réalisations en matière de développement durable sont énormes, et paradoxalement plus simples à mettre en œuvre en Colombie ou au Zimbabwe qu'en Europe. Cette vieille Europe qu'il dépeint comme un continent à la traîne au vu de ses moyens et peu ouvert sur le plan écologique. C'est pourtant ici que Gunter Pauli a posé les bases, solides, de son engagement.

Alors qu'il suit une formation en Economie à Anvers, sa ville natale, il fait la connaissance, à vingt ans, d'un homme d'affaires italien qui va bouleverser sa vie. Aurelio Peccei, fondateur du Club de Rome². A cette époque, Gunter Pauli est président du comité belge de l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC³). Ce poste au sein du mouvement universitaire lui permet de rencontrer des entrepreneurs reconnus, de déjà gérer un budget important et d'être responsable de la planification des conférences organisées pour les jeunes universitaires belges. *« Rencontrer Aurelio a été pour moi un véritable élément déclencheur. Il était grand PDG d'Olivetti et de Fiat, avec un engagement pour l'environnement que je n'aurais jamais associé à ces fonctions. Je me suis dit qu'il fallait que je l'invite, qu'il nous parle ! Comment est-il possible qu'un homme avec un tel parcours ait créé le Club de Rome en*

avril 68, un mois avant le fameux mois de mai ? » Après son intervention à Bruxelles, un retard de quelques heures dans le vol retour d'Aurelio Peccei donne aux deux hommes le temps de sympathiser à l'aéroport. La semaine suivante, Gunter reçoit une invitation à assister à une réunion du Club de Rome, à Salzbourg. Alors président de l'association des étudiants, il se retrouve propulsé parmi les prix Nobel, chefs d'Etat, ministres, scientifiques et responsables d'organes des Nations unies...

Ses ambitions, nous explique-t-il, ne sont pas de rejoindre les grandes multinationales, mais de devenir un entrepreneur dont le moteur dépasserait l'intérêt financier: « *Je voulais répondre aux nécessités de base de tout le monde et montrer qu'on est capable de le faire avec une nouvelle génération d'industrie. Aurelio m'y a toujours encouragé. Son entourage aussi. Je crois que si ses amis me soutenaient, c'est parce que je voulais réaliser un rêve, leur rêve. Et ces hommes avaient l'intuition qu'il fallait changer le modèle économique d'aujourd'hui* ». Restait à savoir comment. Peccei l'accueille comme un fils aux réunions du Club de Rome et lui ouvre les portes de son réseau d'entrepreneurs de par le monde⁴. Une fois ses études terminées, Gunter multiplie les rencontres, qui l'amènent jusqu'au Japon où il crée sa propre entreprise. Soutenu par ceux-là même qui représentent les multinationales dont il décrie le fonctionnement, il développe à vingt-quatre ans la stratégie d'une entreprise pharmaceutique sur le territoire nippon. Une réussite immédiate. Mais Gunter Pauli est avant tout un entrepreneur ; il ignore toujours comment intégrer sa vision d'un développement durable à ses activités économiques. A son retour en Belgique, cinq ans plus tard, il crée plusieurs petites entreprises dans le domaine de l'édition⁵. C'est là qu'il trouvera la possibilité de s'engager dans le défi écologique.

L'un des sponsors de ses activités est Ecover, dont il est aussi membre du conseil d'administration. Au bord de la faillite, l'entreprise de produits d'entretien ménager connaît des difficultés internes telles que Gunter Pauli est prié d'en reprendre la gestion. C'est l'occasion à saisir pour mettre en œuvre toutes ses idées. Il engage Peter Malaise comme consultant et créatif, et prend en main la direction

de l'entreprise, qui en quelques mois devient le leader des produits d'entretien écologiques sur le marché européen.

Très vite, Ecover s'étend au Japon, en Australie, aux Etats-Unis. Bientôt, les produits sont commercialisés dans près de vingt pays. Gunter et son équipe transforment les détergents, d'une nocivité extrême pour l'environnement, en produits « bio » dix fois moins toxiques que les détergents conventionnels. Les rivières sont moins polluées. Les ventes cartonnent. Les grandes campagnes de pub rafflent tous les prix en Belgique et en Angleterre. Le chiffre d'affaire ne cesse d'augmenter et l'innovation au service de l'écologie attire les médias du monde entier. Pauli devient un jeune chef d'entreprise pionnier dans son domaine et un modèle industriel sur le continent.

Le genre d'histoire qui fait du bruit. Les auteurs de « 80 hommes pour changer le monde », notre principale source d'inspiration pour notre projet, racontent d'ailleurs dans leur ouvrage l'histoire de cette boîte qui en a influencé d'autres. Et pourtant... Du jour au lendemain, sur un coup de tête, Gunter Pauli décide de tout quitter. Un revirement qu'il qualifie, des années plus tard, de très difficile et très profond.

Au retour d'un voyage en Indonésie, où il rencontre son fournisseur d'huile de palme utilisée pour la confection de savons naturels, il comprend qu'il contribue à la déforestation de la planète. *« Je me suis senti responsable... Les autorités locales détruisaient la forêt tropicale pour assurer la biodégradabilité de mes produits ! C'est ainsi que l'Indonésie a semé neuf cent mille hectares de palmiers pour notre commerce d'huile végétale, remplaçant les arbres et détruisant l'habitat de l'orang-outan. »* Comme si cela ne suffisait pas, il comprend aussi que la matière végétale utilisée pour sa société ne représente que cinq pour cent de la biomasse totale des plantations de palmiers nécessaires à sa production. Une production qui génère donc nonante-cinq pour cent de déchets, une matière purement et simplement incinérée. Le genre de découverte que Gunter ne supporte pas. Alors il vend tout. *« On m'a dit que j'étais fou, que le modèle économique fonctionnait très bien, qu'il fallait que je continue.*

Mais je ne pouvais pas. Je ne voulais pas être le pionnier qui donne le mauvais exemple. J'ai donc décidé de me retirer. »

Sa remise en question est cruelle. Son objectif désormais: proposer un nouveau modèle économique pour l'émergence d'entreprises compétitives, créatrices d'emplois, non polluantes et responsables. Il décide de se retirer pour y réfléchir dans une ambiance zen, au Japon. Pauli a toujours des contacts là-bas et il y est bien accueilli. Le gouvernement japonais lui fait confiance et, grâce à son fameux réseau du Club de Rome, il parvient à récolter une somme suffisante pour lancer son laboratoire de recherche : ZERI¹⁶.

Il partage avec nous sa réflexion en prenant l'exemple de la crise mondiale du café. Dans la tasse que nous consommons, nous explique-t-il, on ne retrouve que 0,20% de la graine de café cultivée par le producteur latino-américain. Les 99,80% restants sont jetés car considérés comme sans valeur. Face à cette situation, nous dit-il, nous avons deux solutions. La première est de protester face à l'exploitation de l'agriculteur latino, qui ne tire qu'un très faible bénéfice de la tasse que nous buvons presque tous quotidiennement. Convaincu que nous l'avons fait depuis les années soixante et que cela n'a pas changé la réalité sur le terrain, il nous expose la deuxième solution, celle sur laquelle il s'est attardé avec son équipe de professeurs. ZERI comme « Pollution Zéro ou la vraie productivité totale ». Un monde où le déchet devient une opportunité. Ou comment convertir ce qui n'a pas de valeur en ce qui a de la valeur – le déchet du café en l'occurrence – pour que le producteur en tire de meilleurs revenus. Car « *la crise n'est pas le café. La crise est dans notre incapacité à penser, à créer, à positiver* ».

C'est de là que naît la réflexion de la fondation de Gunter Pauli, initiée à l'Université des Nations unies, à Tokyo. Avec l'aide de trois mille chercheurs, il souhaite apprendre à analyser autrement les problèmes. Comme pour le café, quand nous récoltons du maïs, nous ne nous intéressons qu'aux grains. Le reste, en brûlant, dégage des fumées qui polluent les grandes villes, du Caire à Shanghai. Lorsque nous transformons l'orge et le houblon en bière, nous n'extrayons que 8% de l'amidon. Quand nous abattons des arbres pour leur cellulose, nous n'extrayons que 30% de leur biomasse

dans l'usine de pâte à papier... Or, ces matières premières peuvent être valorisées. L'être humain est le seul créateur de déchet sur Terre. L'équipe ZERI se met très vite au travail et décide de transformer ce gaspillage en nourriture pour le Zimbabwe, les îles Fidji, le Brésil et la Colombie.

Comment ? « *En passant d'une pensée linéaire à la pensée systémique.* » Le modèle économique est en fait assez simple : imiter la nature où la matière et l'énergie poursuivent leur chemin. Ce qui est déchet pour une espèce est nourriture pour une autre. L'idée est à la base même de l'approche biomimétique (voir Gauthier Chapelle). Si l'on pousse la réflexion plus loin, il s'agit d'encourager nos activités ou nos entreprises à devenir complémentaires : le déchet de l'une devient la ressource de l'autre. Ce principe cyclique permet non seulement d'accroître la valeur de la graine de café, mais aussi d'augmenter les débouchés et le chiffre d'affaire, et donc les emplois et les revenus, tout en poursuivant l'objectif de pollution zéro. « Rechercher la création de valeur est le levier de l'innovation. Nous avons lancé jusqu'à aujourd'hui vingt fondations un peu partout pour proposer des idées et pouvoir apporter des solutions locales à des problématiques locales », explique Gunter Pauli.

Parmi les projets lancés, celui de revalorisation des plantations de riz au Brésil nous a particulièrement plu. Une superficie immense, considérée comme non compétitive. Or, des recherches ont montré que l'eau servant à la culture du riz est très riche en algues d'une qualité nutritionnelle exceptionnelle. Cette mousse verte qui n'a, a priori, rien d'appétissant, c'est la spiruline. Riche en protéines, acides aminés et oligo-éléments, elle pourrait permettre à elle seule de lutter contre la malnutrition dans les régions les plus reculées et les plus pauvres du monde ! De ce projet pilote, l'équipe ZERI décide de passer aux choses sérieuses. Un contrat est signé avec le Président brésilien Lula et désormais, la spiruline est cultivée dans des bassins d'eau chaude. L'algue pousse facilement et à une vitesse remarquable, avec très peu de moyens. Pour la nourrir, l'équipe s'est à nouveau montrée ingénieuse en captant le CO₂ des fumées rejetées par l'une des plus grosses centrales thermiques du Brésil⁷. « *Je vous parle ici d'une pensée systémique, s'emballé l'homme. Un changement peut être*

réalisé en utilisant des fumées industrielles qui, dans ce contexte, ne sont plus mauvaises pour nous. Elles peuvent même créer les nutriments essentiels, composante-clé pour éliminer la malnutrition de notre monde. Je présente ce 'mégaprojet' à travers le monde, car je pense qu'il s'agit-là d'une base pour l'entreprenariat dans bien d'autres régions. Deux grammes de spiruline par jour suffisent à transformer un enfant souffrant de grosses carences alimentaires en un enfant bien portant ! »

Depuis ses débuts, la fondation ZERI a initié de la même façon une cinquantaine de projets dans le monde. Difficile et fastidieux de les répertorier ici. Mais retenons parmi d'autres l'un ou l'autre « mègaprojet » comme la régénération de la forêt tropicale colombienne ou la réutilisation des eaux des brasseries en Namibie pour l'élevage des poissons. « *On n'a pas le temps pour participer à des programmes 'télé'. Il faut inspirer des millions de gens concrètement aujourd'hui. On ressent de l'impatience absolue lorsqu'on reste en contact avec la réalité* », nous jette-t-il avant de courir prendre son avion pour l'Afrique du Sud. Pour mieux partager les expériences, Gunter Pauli est devenu un voyageur infatigable la moitié de l'année. Six mois par an, il donne cours à l'université de Turin, en Italie, où un cycle supérieur de formation à ZERI a été lancé.

Gunter Pauli a choisi résolument d'utiliser la bonne étoile qui semble l'accompagner depuis sa jeunesse pour construire de nouveaux champs de solutions. Il fait partie de ces gens à qui la phrase de Marc Twain s'applique particulièrement bien : « *ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait* ». Si les difficultés auxquelles nous devons faire face au XXI^e siècle paraissent énormes, des personnes comme Pauli sont là pour nous rappeler que les espoirs le sont tout autant : jamais le savoir et la puissance rassemblés par notre espèce n'ont été si grands.

www.zeri.org.

UNE AUTRE FIGURE

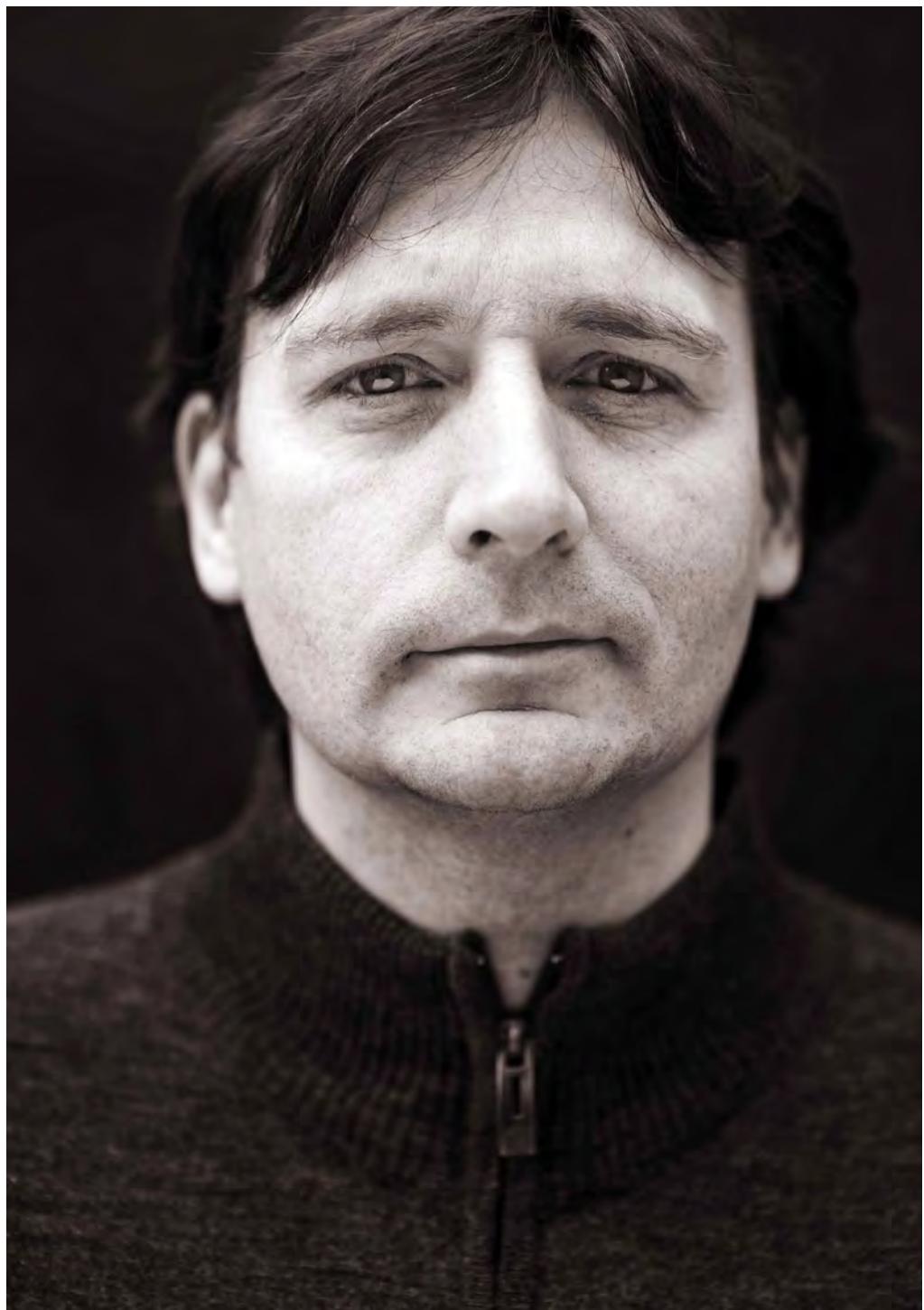
PETER MALAISE n'est pas le fondateur de la société Ecover mais il en est aujourd'hui le « gourou ». Directeur de l'innovation de l'entreprise, son travail a permis à Ecover de devenir le leader européen des produits écologiques. Un exploit d'autant plus étonnant qu'il se fait dans un secteur à la base extrêmement nocif pour l'environnement à la base. Les savons et lessives d'Ecover sont à 95% biodégradables et ne polluent pas les cours d'eau une fois rejetés, à la différence des détergents classiques. De plus, la construction de l'usine s'est déroulée de façon écologique, avec un toit engazonné de plus de 6.000 m², des consommations d'énergie faibles et un système efficace de traitement des eaux. Ecover a reçu plusieurs prix, dont le Global 500 Roll of Honour du Programme des Nations unies pour l'Environnement, en 1993. Son siège social est situé à Malle, près d'Anvers (www.ecover.be).

NOTES

-
1 Il a écrit *Croissance sans limites : objectif zéro pollution*, Günter Pauli, Éd. Quintessence, 2007.
.....
2 Fondé le 8 avril 1968, le Club de Rome est une association internationale et non politique réunissant des scientifiques, des humanistes, des économistes, des professeurs, des fonctionnaires nationaux et internationaux ainsi que des industriels de cinquante-trois pays, préoccupés par les problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement. Le rapport Meadows (1972), commandé par le Club de Rome, avait pour titre français « Halte à la croissance ? », et fut suivi en 1974 d'un deuxième rapport: « Sortir de l'ère du gaspillage: demain ». Depuis, il a produit plus de vingt publications dans une série appelée « Rapports du Club de Rome ». Les notions de développement durable et d'empreinte écologique font du Club de Rome un précurseur.
.....
3 L'AIESEC, présente dans plus de neuf cents universités et cent pays à travers le monde, offre la possibilité à ses membres de participer à plus de trois cent cinquante conférences internationales, leur fournit plus de quatre mille offres de stages dans le monde et leur permet d'occuper plus de cinq mille positions de leadership chaque année (www.aieseculb.be).
.....
4 Dont des Belges comme le baron Coppé, président de la banque Société Générale, le baron Evance Coppée du groupe de cimenteries Coppée devenu après Lafarge Coppée, Marx Eyskens, le baron Daniel Janssen président de UCB et FEB, Jacquemotte président de l'ULB, Jef Houhuys président des syndicats ACV.
.....
5 En partenariat avec le Groupe Roularta.
.....
6 ZERI a pu être lancé grâce à un financement de trente millions de dollars les trois premières années. Le laboratoire de recherches a pu poursuivre son travail avec le soutien du PNUD. Aujourd'hui, ZERI est indépendant.
.....
7 Electrosul est une centrale thermique dans l'Etat du Rio Grande Do Sul.

L'ARCHITECTURE ÉCOLOGIQUE, AU-DELÀ DU GADGET VERT

SEBASTIAN MORENO VACCA, BRUXELLES :
ADMINISTRATEUR D'A2M, BUREAU D'ARCHITECTURE
SPÉCIALISÉ DANS LA CONSTRUCTION PASSIVE.



Lorsqu'on nous demande comment nous choisissons nos portraits, nous expliquons généralement que nous sommes attentifs à trois aspects : la personnalité, l'efficacité de la démarche et sa valeur reproductible. Sebastian Moreno devait faire partie de nos portraits. Cet architecte passionné n'est pas comme les autres. Il a l'air timide. Presque maladroit. C'est sans doute son débit de parole un peu trop rapide qui donne cette impression. Mais on découvre très vite qu'il en joue aussi. Il faut d'ailleurs avouer qu'il nous aura fallu un bon moment avant de nous rendre compte que sa façon très personnelle de raconter sa vie et son travail témoigne en fait d'un humour tout aussi personnel et décalé. Mais c'est aussi une question de style.

Moreno est l'un des trop rares spécialistes de l'éco-construction en Belgique. L'établissement scolaire à Nivelles ou le projet de quartier à Mons construits selon le standard passif, c'est lui. Le siège administratif de CIT Blaton en passif à Schaerbeek et la réduction de moitié de la consommation du bâtiment L'Oréal à Bruxelles-ville, c'est encore lui. A la tête d'une petite équipe de dix personnes, ce passionné s'est rapidement imposé comme une référence dans son domaine. Sa démarche interpelle. Elle nous prouve combien l'efficacité énergétique n'est pas nécessairement liée à une surenchère technologique complexe et inabordable. Son défi : réduire l'impact écologique de la construction, un secteur qui doit jouer un rôle essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique.

A ses débuts, nous raconte-t-il, il est « négrier ». En d'autres mots, il fait des concours pour de gros bureaux d'architecte qui sous-traitent. Cette expérience lui permet d'accéder à de grands projets d'étude et de se faire progressivement un réseau de clients. Lorsque la société Mercedes-Benz, aujourd'hui groupe Daimler Chrysler, lance un appel d'offres pour la rénovation de son siège social à Woluwe-Saint-Lambert, Sebastian Moreno propose une construction durable. Il remporte le premier prix et la société allemande apprécie son travail au point de lui demander de mettre son approche en pratique. C'est un peu la surprise pour lui. En réalité, il n'a pas encore beaucoup d'expérience dans ce secteur. Il cherche conseil auprès des ingénieurs et architectes du pays. C'est

surtout en Allemagne qu'il en trouvera. Moreno a trouvé sa voie. En 2000, il lance sa société d'architecture A2M et se spécialise dans la construction passive et basse énergie.

Son idée de départ est simple : il veut en finir avec ce qu'il appelle les « gadgets impayables » et le « fétichisme technique ». Ses discussions avec quelques ingénieurs, comme Alain Bossaer¹, le décident à concentrer toute son attention sur l'enveloppe du bâtiment : l'isolation, la ventilation et l'étanchéité à l'air. Résultat : il commence à réaliser des constructions abordables avec des méthodes permettant de réduire la consommation énergétique de... 80 % !

« Mal informés, les architectes et ingénieurs ont rarement une approche globale et ne proposent que la cerise sur le gâteau comme l'installation de panneaux solaires, de chaudières à condensation, de groupes de froid... Mais à quel prix ? Même si c'est important, il ne faut pas oublier le gâteau, en parlant sur la conception, sur la physique », nous explique-t-il. Heureusement, tout doucement, les choses commencent à changer.

Ses premiers résultats sont encourageants. Il commence même fort, avec un bâtiment scolaire à Nivelles rénové à partir d'idées ingénieuses et dont la construction passive² a coûté moins cher qu'une rénovation traditionnelle. Rentabilisé immédiatement, l'investissement permet à l'école de ne payer désormais plus que 600 € par an pour le chauffage³. *« Une histoire complètement dingue. Après une étude préalable, notre équipe s'est rendu compte que le bâtiment avait été tellement mal construit il y a moins d'une dizaine d'années qu'il serait moins cher de le raser totalement et d'en refaire un nouveau, cette fois passif, plutôt que de continuer comme ça »*⁴. Moreno bouscule les idées. Devenue un modèle, l'école de Nivelles inspire désormais la province du Luxembourg et la Flandre, qui ont lancé un appel d'offres pour la rénovation d'autres écoles dans la même logique et visant le même résultat de diminution drastique de la consommation d'énergie.

L'impact est le même lorsqu'il travaille pour des projets privés. C'est le cas du siège de CIT Blaton, commandé par Sophie Le Clercq⁵, qui verra

le solde de ses dépenses amorti dans les dix ans, au maximum⁶. « *La Région bruxelloise a décidé de suivre les performances énergétiques de ce projet au fil du temps. Des données qui permettront, chiffres à l'appui, de convaincre les plus sceptiques* », assure Moreno. Quant au bâtiment L'Oréal, un autre de ses projets, il a divisé par deux sa consommation d'énergie en passant « basse énergie ».

En 2006, A2M s'engage dans un projet d'envergure. Alors que le lieu-dit « L'Île aux Oiseaux » à Mons est la cible d'un incendie criminel, Sébastien Moreno propose de transformer le quartier en cité écologique entièrement piétonne⁷ avec une offre gratuite de transports en commun, une crèche, un kot pour étudiants, un étang et une gestion intelligente des eaux pour tout le site. Le projet a aussi une dimension sociale puisqu'il englobe la construction de 350 logements sociaux et moyen standing, passifs et basse énergie, dont les habitants verront leur consommation énergétique mensuelle s'élever à... 2 €⁸. « *Le prix d'un café par mois !* », Moreno en a fait son slogan. Depuis l'époque de notre rencontre avec l'architecte, la démarche urbanistique d'A2M a déjà provoqué de nombreux appels : « *Des tas de gens veulent y acheter un logement. Le côté chouette dans le durable, c'est l'intégration du social. Grâce à cette transformation, on a réussi à créer une image plus forte que l'incendie* ».

Isolant, triple vitrage, puits canadiens, système d'échangeur d'air, les techniques utilisées par Moreno sont multiples. En pariant principalement sur « l'enveloppe » des bâtiments⁹, Moreno permet également la revalorisation des métiers en lien avec la construction. « *Le charpentier, le maçon, le toiturier, le carreleur, le manœuvre, ... ce sont eux qui font 90 % du passif. Il faut investir dans les métiers de base ; il s'agit de mettre correctement des briques ensemble, ce n'est plus ici la haute technologie qui vient d'Autriche et d'ailleurs, mais les gens, et c'est valorisant. Avec le passif, l'ouvrier redévient la clé maîtresse dans le processus de construction.* »

Moreno le sait, pour construire des bâtiments passifs dont la logique énergétique devient une logique économique, il faut parier sur la formation des architectes et des ingénieurs en Belgique. « Les mentalités ont évolué. L'explosion de la crise financière et l'augmentation du prix de l'énergie

ont accéléré les choses. On n'a jamais eu autant de demandes ». Alors il a endossé la casquette de président de l'asbl Plateforme Maison Passive¹⁰ qu'il a lancée récemment. Ce rôle lui permet d'organiser des campagnes de sensibilisation et, plus récemment, de former en moyenne un architecte par jour. Des cours ont également démarré auprès des PME (avec l'EFPME) et des chômeurs (avec Bruxelles-Formation). Disposant désormais d'outils et d'exemples de réussite, Moreno n'a plus de difficultés à convaincre. Egalement professeur à l'école d'architecture de la Cambre, il partage son expérience avec les étudiants et les architectes et souhaite lancer des formations adressées aux jeunes de l'enseignement aussi bien général que technique et professionnel. « *Je souhaite ré-attirer les jeunes vers ce type d'enseignement ; en sortant à dix-sept ans, ils sauront faire du passif.* »

Grâce à la multiplication des primes régionales en Région bruxelloise ces dernières années (énergie, rénovation), sous l'impulsion de la Ministre de l'Energie Evelyne Huytebroeck, Sebastian Moreno ne doit plus se battre pour inciter au passif. Les législations commencent d'ailleurs à suivre. Elles imposent désormais presque partout des critères d'efficacité qui encouragent sinon contraignent à construire beaucoup plus écologiquement. Avec A2M, il a même décidé d'avancer un pas plus loin en construisant des bâtiments neutres dont la consommation énergétique est réduite à zéro. « *Sachant que, dans les logements et les écoles classiques, 70 % des frais dépensés sont engloutis par les murs, les fenêtres, le toit et le sol et qu'à Bruxelles¹¹, grâce aux primes octroyées par la Région bruxelloise, construire des bâtiments passifs revient parfois moins cher qu'en faire des bâtiments standard, il faut être dingue pour continuer à rénover et construire comme on l'a fait jusqu'à présent¹².* »

« Alors le passif, réellement plus cher ? » Moreno nous lance la question avec un clin d'œil comme pour vérifier si sa plaidoirie hyper-rationnelle manquait encore d'arguments. Moreno ne se considère pas comme un architecte flamboyant. Il n'a rien inventé, il le souligne. Mais il a été parmi les premiers à construire comme tout le monde construira dans les prochaines années.

NOTES

- 1 Voir portrait plus loin, dans le chapitre consacré à Luc Stijnen.
- 2 L'IPFC de Nivelles est la première école passive en Région wallonne.
- 3 Au lieu de 15.000 € par an.
- 4 L'option d'en faire un bâtiment neuf et passif a été estimée à 2,9 millions € HTVA au lieu des 3,5 millions HTVA qu'aurait demandé une rénovation classique.
- 5 Voir portrait plus loin
- 6 Les économies en consommation énergétique sont de 6.100 € par an.
- 7 Résultat d'un partenariat public (les terrains) et privé (les financements), ce projet est en cours de construction alors que nous écrivons ces lignes et devrait voir le jour fin 2011.
- 8 Les économies en consommation atteindront les 150.000 € par an.
- 9 A cela s'ajoutent des techniques comme l'usage de systèmes d'échangeur d'air.
- 10 La PMP est chargée de certifier l'ensemble des bâtiments passifs à Bruxelles et en Wallonie (www.maison-passive.be). Son équivalent en Flandre est la Passiefhuis Platform (www.passiefhuisplatform.be).
- 11 A Bruxelles, des primes de cent euros le mètre carré sont octroyées pour les rénovations passives et basse énergie. Depuis 2007, cette prime peut être multipliée par deux grâce au concours Bâtiments Exemplaires lancé par la Région. En 2007 et 2008, septante-six projets ont gagné ce concours, ce qui représente environ 200.000 m² de surface habitable, soit le tiers des permis déposés à Bruxelles. Plus d'infos sur le site de Bruxelles-Environnement - www.ibgebim.be -
- 12 Le secteur de la construction reste, avec celui des transports, la principale source de pollution en Belgique.

MONTRER AU MONDE ÉCONOMIQUE QUE CONSTRUIRE AUTREMENT, ÇA MARCHE

**SOPHIE LE CLERCQ, BRUXELLES :
ADMINISTRATRICE DE CIT BLATON,
PREMIER BUREAU PASSIF À BRUXELLES.**



Depuis toujours, Sophie Le Clercq voulait être architecte. Ses parents préféraient qu'elle fasse des études d'économie ou de droit. Alors pour leur plaisir, elle étudie les sciences économiques à l'UCL. Un début de parcours classique, ponctué par un mariage et quatre enfants. Mais on sent que Sophie va s'accrocher à son rêve d'une façon ou d'une autre. Un des premiers jobs qu'elle dénichera ne consistera-t-il pas d'ailleurs à produire des livres sur... l'architecture ?

Quelques années passent. La fille de Thérèse Blaton et petite-fille d'Emile Blaton sait ce qu'elle veut et s'y tient désormais. Devenue manager de la florissante société de construction CIT Blaton, Sophie représente aujourd'hui la cinquième génération dans l'entreprise familiale dont le chiffre d'affaires en 2004 avoisine les cent cinquante millions d'euros. Lorsqu'apparaît, la même année, la question d'en rénover le siège, elle lance le pari d'en faire un modèle du développement durable. Le premier immeuble de bureaux passifs en Région bruxelloise, ce sera le sien¹. Depuis, Sophie fait parler d'elle aussi bien dans le milieu immobilier que dans les médias.

Ce qui séduit dans la démarche de Sophie Le Clercq, c'est sa cohérence et le fait qu'elle s'inscrive dans une réflexion globale. Elle connaît bien le secteur de la construction, c'est presque dans ses gènes, mais elle connaît aussi celui de la promotion immobilière, puisqu'elle est aussi administratrice déléguée de JCX Immo. C'est dire qu'elle a toutes les clefs en main.

Lorsqu'elle décide de rénover le siège de son entreprise, elle prend déjà l'option de « donner une chance aux jeunes et aux idées innovantes » en ne prenant contact qu'avec de petits bureaux d'architecture. « *On détruit trop souvent une architecture magnifique et je ne voulais pas faire de l'entreprise familiale un bâtiment qui n'existerait plus dans trente ans. Il nous fallait donc des idées nouvelles. Sebastian Moreno a répondu à l'appel à projets. Il m'a présenté la possibilité de construire le premier bâtiment passif à Bruxelles. Son idée de durabilité m'a séduite, elle collait à ma façon de penser.* ».

Après s'être lancé dans une étude de faisabilité, Moreno la prévient : cette construction, si elle est écologique, aura un coût supplémentaire

de 10 % au départ. Mais l'investissement pourra être amorti en dix ans, grâce à une économie d'énergie de plus de 85 % par rapport à un bâtiment conventionnel.

« Cet architecte est très convaincant. Il m'a expliqué que la consommation énergétique pour le chauffage d'un espace de 100 m² tourne autour des 25 € par an, soit le prix d'un café par mois ! », nous dit-elle.

*« Essayons », se dit-elle avant de convaincre son équipe des avantages financiers d'une telle construction. « Ce n'était pas très difficile », nous avoue-t-elle en souriant, *« je suis présidente du conseil d'administration de l'entreprise et les autres administrateurs sont de ma famille² ».* Les travaux peuvent commencer.*

C'est ainsi que le bâtiment arrière de CIT Blaton – soit 1000 m² de bureaux - devient trois ans plus tard, en 2007, le premier immeuble passif de ce type à Bruxelles. Sur le plan technique, le projet Blaton, c'est une façade dotée d'une étanchéité à l'air dix fois supérieure à celle d'un immeuble classique et des performances thermiques de l'ensemble des composants de l'enveloppe pour une isolation maximale (triple vitrage, 34 cm de laine de roche en toiture, etc.). C'est l'absence totale de système de refroidissement mécanique. Pour pouvoir garantir un confort idéal en toutes saisons, deux types de refroidissement passif sont prévus : le refroidissement par un groupe adiabatique (double système de flux d'air entrant et sortant, l'air pollué extrait est humidifié, sa température diminue pour servir à refroidir l'air extérieur entrant) et le refroidissement nocturne naturel. C'est aussi une protection solaire indispensable pour pouvoir garantir un confort d'été agréable sans refroidissement mécanique. Au final, un bâtiment passif caractérisé par un confort thermique agréable, aussi bien en hiver qu'en été. Une consommation énergétique pour le chauffage inférieure à 15 kWh le mètre carré et par an, inférieure donc au 1,5 litre de mazout nécessaire pour la même superficie et la même période.

Compte tenu de ces caractéristiques et de la croissance des prix de l'énergie, Sophie pourra récupérer l'investissement supplémentaire de son entreprise en cinq ans, soit la moitié de ce qui avait été prévu initialement. On croit rêver...

Lorsqu'on lui demande d'où lui viennent ses préoccupations écologiques, Sophie explique que lorsqu'on hérite d'un patrimoine, on doit le rendre, en y donnant du sien. « *C'est une responsabilité éthique pour moi, un devoir de protéger ce qu'on a reçu. Et un non au gaspillage lié à ma préoccupation sur le long terme* ». Après tout, les écologistes parlent bien de patrimoine de l'humanité, non ? Mais surtout, « *qui pouvait expérimenter le concept passif sinon nous ? Notre entreprise pouvait prendre ce risque et assumer le projet dans son ensemble. C'était important de montrer au reste du monde économique que construire autrement, ça marche. C'est possible* », ajoute-t-elle.

Entretemps, la préoccupation environnementale n'a cessé de croître dans le milieu de l'architecture. Beaucoup de promoteurs veulent voir, attendent, l'interrogent. Sa démarche a d'ailleurs été largement médiatisée. Elle a osé se lancer sans qu'aucun bureau de la ville ne puisse lui servir de modèle. « *J'ai dû me poser un tas de questions avant les autres, à commencer par : Qu'est-ce qui existe ? Quel fournisseur choisir ? Où ? Comment faire travailler les gens ? Il manquait clairement une information tout public, nécessaire pour permettre à tous ceux qui le décident de participer au bien collectif.* ». C'est la raison pour laquelle Bruxelles-environnement³ a décidé de suivre chaque étape du projet. Afin de tirer tous les enseignements de cette première et d'en faire bénéficier la collectivité.

Depuis sa rencontre avec Sebastian Moreno et la transformation de son entreprise en modèle écologique à Bruxelles, Sophie Le Clercq a étendu ses engagements pour l'environnement. Dans son milieu professionnel d'abord où elle participe à des projets résolument tournés vers la réaffectation des volumes et la recyclabilité des bâtiments, comme la réhabilitation des anciennes brasseries Wielemans-Ceuppens⁴ à Forest. Mais dans sa deuxième vie aussi. Comme lors de ses vacances dans les Alpes de Haute Provence où, depuis peu, elle vend des abricots qu'elle

cultive sur ses terres et où elle tente, avec d'autres producteurs, de relancer une économie locale respectueuse de l'environnement. « *Ca devient naturel. Tous les jours, je découvre de nouvelles choses à améliorer. Je m'amuse beaucoup.* ».

On le sent, son engagement ne s'est pas fait totalement par hasard. Depuis l'affaire du choix de ses études, Sophie Le Clercq a appris à décider les chemins de sa vie professionnelle et privée. Consciente d'avoir hérité d'un patrimoine privé privilégié, elle a décidé d'accorder une importance particulière à sa responsabilité face au patrimoine collectif dont nous avons tous hérité.

NOTES

1 Le siège de CIT Blaton est situé dans la commune bruxelloise de Schaerbeek.

2 Ses deux cousines Blaton sont également administratrices de la société.

3 L'entreprise CIT Blaton est suivie de près par Bruxelles Environnement (l'administration bruxelloise de l'environnement, ex-IBGE - Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement), chargé d'évaluer la rentabilité du projet et les économies d'énergie réalisées.

4 Ce projet est géré par le bureau d'architecture Art&Build et par le bureau d'ingénieurs Arcadis Gedas, avec Alain Bossaer.

LE FINANCIER VERT HYPERKINÉTIQUE

**LAURENT MINGUET, LIÈGE :
FONDATEUR D'ENTREPRISES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**



« Comment assurer la transition ? Par quoi commencer ? Va-t-on connaître la décroissance ? Le nucléaire est-il la solution ? Comment nourrir 9 milliards de personnes¹ ? L'eau va-t-elle manquer comme le pétrole ? L'Afrique est-elle condamnée à la pauvreté ? Comment maîtriser les changements climatiques ? ». C'est par ces questions que Laurent Minguet introduit son ouvrage « 9 milliards. Le futur maintenant » sur son blog de vulgarisation du développement durable Now Future². La préface est de Jean-Pascal van Ypersele³. Deux hommes se rencontrent, l'un appartient au monde de la Science, l'autre est un businessman. Tous deux voient l'avenir dans une même direction et tentent d'apporter, à leur manière, des solutions aux nouveaux défis de notre siècle.

Laurent Minguet est l'entrepreneur vert par excellence en Wallonie. Difficile de passer à côté de lui, il investit des fonds dans une dizaine d'entreprises du développement durable qu'il a contribué à créer et qui rapportent. Il préside le cluster d'entreprises TWEED⁴ et a été élu Manager de l'année en 2004⁵. La presse économique relaie régulièrement son actualité, tout comme les médias touristiques lorsqu'il lance au Sénégal des projets d'envergure pour venir en aide à la population locale. Minguet « hyperkinétique » ? On voulait voir ça de plus près. Après quelques échanges de courriels, le rendez-vous est fixé dans nos bureaux à Bruxelles.

Il fait le trajet en voiture... hybride, insiste-t-il. C'est l'un des premiers à avoir acheté ce qui est considéré comme l'un des véhicules les plus écologiques du marché. Et certainement, un des premiers patrons. Minguet présente un profil qui nous manquait : celui de l'investisseur dynamique, engagé, presqu'altruiste, ne reniant ni le confort, ni la rentabilité. « *J'ai fait analyser mon caractère*, explique cet ingénieur physicien. *Dans une situation, je vois tous les problèmes spontanément, et spontanément je vais essayer d'y trouver des solutions. Je passe ainsi d'un problème à un autre, puis encore un autre, il faut que ça aille vite, je suis impatient alors je délègue puis lance autre chose et ainsi de suite. Je passe ma vie à ça.* »

En 2006, Minguet est le maître du ralenti télé depuis que la société wallonne EVS Broadcast Equipment a explosé en Bourse. Grâce à son existence, les images des plus grandes manifestations sportives internationales sont enregistrées par des appareils numériques sophistiqués. Ce succès l'amène à se lancer dans la course au cinéma numérique à partir d'un système similaire. C'est la naissance de la filiale XDC, dont il devient administrateur-délégué.

Depuis toujours, il a une préoccupation : le respect de l'environnement, vu souvent avec un regard technique, d'ailleurs. Ca le suivra partout. Sur les bancs de l'école primaire, il se demande quelle quantité de charbon est nécessaire pour chauffer sa classe. Investir dans le numérique relève du même type de préoccupation, c'est d'abord participer au développement durable en remplaçant des bandes de pellicules par de l'immatériel : « *On peut considérer tout le secteur de l'électronique comme faisant partie d'un développement qui satisfait nos besoins en permettant aux générations futures de satisfaire les leurs⁶. L'e-mail, par exemple, pollue moins en évitant l'usage du papier et l'impact des livraisons, même si, bien sûr, l'ordinateur n'a pas une durée de vie illimitée. Il permet juste de faire plus avec moins.* »

Mais ce qui anime d'abord et surtout notre homme, c'est la création. Il quitte donc l'univers numérique, reste actionnaire et, maintenant qu'il en a les moyens, se consacre à temps plein à la réalisation de ses idées. En quelques années, il lance une dizaine d'entreprises autour d'une problématique qui constitue sa principale source d'inspiration : l'énergie.

« *J'ai pris la décision d'investir dans ce secteur parce qu'il joue un rôle fondamental dans notre vie de tous les jours. L'énergie est nécessaire dans l'agriculture, l'habitat, la distribution de l'eau... Elle reste mon fil rouge lorsque je crée une entreprise en éco-construction, quand j'investis dans les énergies renouvelables et quand je me lance dans l'alimentation durable. Tout se tient.* »

Pour Minguet, tout le modèle énergétique belge est à revoir. « *La Belgique a un problème : elle consomme beaucoup d'énergie⁷, plus de la moitié est utilisée pour chauffer les maisons, les bureaux et les processus industriels.*

Dans ce secteur, nous sommes le plus mauvais pays d'Europe ! ». Proposer des maisons pas chères et écologiques, ce sera le défi d'Horizon Pléiade, une société de promotion immobilière de bâtiments bioclimatiques qu'il lance en 2004. Grâce à une orientation précise, de grands vitrages côté sud, des équipements astucieux et le recours aux énergies renouvelables, il réussit la construction de maisons quatre fois plus économies en énergie qu'un habitat traditionnel. Pour les équiper, il fonde une société spécialisée dans l'installation de panneaux solaires thermiques (ATS, 1999), un bureau d'engineering (Coretec, 2004) puis développe une entreprise à finalité sociale de recyclage du bois pour alimenter les chaudières (Revert-Bois, 2008). L'équipement permet de réduire la dépendance énergétique, de respecter l'environnement et de créer de l'emploi.

Dans sa volonté de tout prévoir, il va jusqu'à prendre en charge l'intégralité de l'investissement en lançant une société de tiers-investisseur (Green Invest, 2006). Sa théorie : il faut de l'argent pour investir dans des équipements économiseurs d'énergie. Le tiers-investisseur l'avance et récupère progressivement cet argent sur l'économie de combustibles réalisée. Au terme du contrat, l'habitant est propriétaire de l'équipement et continue de profiter de factures énergétiques réduites sans avoir eu à débourser un euro.

Minguet voit la biomasse, le bois surtout, comme une des grandes énergies du futur. Et il a sur le sujet des idées parfois détonantes. Sa production locale se limitant à remplir 10 % de nos besoins, il faut planter des arbres dans les zones humides et importer, considère-t-il. « *A quoi bon penser que chaque continent doit être totalement indépendant au niveau alimentaire et énergétique ? Le bois pousse beaucoup mieux dans les zones tropicales, c'est le cas aussi des fruits et légumes. En revanche, le froment pousse beaucoup mieux en Europe. La Terre ne compte pas un nombre d'hectares illimités, il faut faire plus avec moins, sinon on va ravager la forêt et peser sur la biodiversité. Faire tout soi-même reviendrait trop cher par habitant. Il y a un équilibre à trouver. On peut nourrir toute la planète comme cela* ».

Et ses idées, comme toujours, il veut les concrétiser... Au cours de ses voyages, il tombe amoureux du Sénégal et découvre que l'électricité

y coûte deux fois plus cher qu'en Belgique. Il développe le projet d'y construire une centrale au bois⁸ pour couvrir 50 % des besoins de la Casamance avec une électricité trois fois moins chère que celle produite actuellement au fuel lourd. Des maisons bioclimatiques sont construites. Et les hôtels environnants, qui importaient jusqu'alors leurs fruits et légumes, peuvent s'approvisionner au potager bio de 6000 m² qu'il crée avec des propriétaires locaux au Cap Skirring. Des activités qui génèrent une centaine d'emplois.

En Belgique aussi, Laurent Minguet fait travailler directement cent personnes et des centaines de sous-traitants. « *Le développement durable est un gisement énorme d'emplois*, argumente-t-il chiffres à la clé. *Le seul secteur de l'énergie représente 5 % du PIB mondial. En admettant qu'il devra passer entièrement au renouvelable d'ici la fin du siècle, il représente un fabuleux marché de deux mille milliards d'euros par an. Le secteur de la construction basse énergie en Belgique a un potentiel de cinq milliards d'euros par an.* » Et comme c'est avant tout un homme de cohérence, il complète son engagement pour le développement durable en sponsorisant des organisations comme Greenpeace, Les Amis de la Terre ou encore la Fondation pour les Générations futures.

Laurent Minguet est vraiment un personnage particulier dans le monde vert. Il est, sans doute, en même temps le plus vert des entrepreneurs et l'écologiste à la culture la plus managériale. Avec les avantages et inconvénients de se retrouver entre deux mondes. Cela lui pose-t-il problème ? Minguet avance déjà sur d'autres projets quand nous nous posons la question et nous sommes convaincus que, de tous les profils, c'est le sien qui aura le plus évolué lorsque le livre paraîtra.

NOTES

-
 - 1 Les projections démographiques indiquent que la population mondiale atteindra le cap des neuf milliards en 2050.
-
 - 2 www.nowfuture.org
-
 - 3 Voir le portrait de Jean-Pascal van Ypersele.
-
 - 4 Le cluster TWEED (Technologie wallonne Energie-Environnement et Développement durable) rassemble près de cent entreprises wallonnes actives dans l'énergie durable et l'environnement, tous secteurs confondus (www.clustertweed.be)
-
 - 5 Ce prix est attribué chaque année en Belgique par les lecteurs et la rédaction du magazine Trends-Tendances.
-
 - 6 Le développement durable a été défini comme suit dans le Rapport Brundtland: « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».
-
 - 7 59,4 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 2006.
-
 - 8 600 km² de culture de bois seraient nécessaires pour couvrir l'électricité de l'ensemble du Sénégal. Laurent Minguet a loué 1.000 ha et y a planté 1,5 million d'arbres pour faire tourner la centrale en collaboration avec des partenaires locaux.

LA PIONNIÈRE DU COMMERCE ÉTHIQUE

**PETRA VAN LOOK, KEERBERGEN/ITALIE :
FONDATRICE DES OXFAM-WERELDWINKELS EN FLANDRE**



HUGO GIJSELS, GILBERT HUBERT ET PETRA VAN LOOK DEVANT LE PREMIER MAGASIN À ANTWERPEN EN 1971 (WWW.OWW.BE)

Coup de chance, Petra Van Look vient de rentrer d'Italie lorsque nous prenons contact avec elle. Elle vient voir sa mère chez qui elle restera quelques jours. En route donc vers Keerbergen, dans le Brabant flamand. A peine arrivés, nous nous retrouvons assis autour de la table du salon familial, en compagnie de Petra, sa mère et une voisine. Thé, biscuits maison et rires... ces moments de partage d'un bout de vie sont devenus sacrés pour nous et font désormais partie des belles rencontres que ce projet de livre nous offre.

Avant de prendre le départ vers l'Italie pour accompagner son époux, Petra a vécu en Belgique où elle s'est engagée durant plusieurs années dans des combats pour un monde plus juste. Son diplôme de Sciences sociales en poche, elle commence à enseigner et rejoint dans le même temps, bénévolement, des groupes de solidarité internationale. Dès le départ, elle sait que ce qui l'intéresse, c'est d'apporter des solutions concrètes aux problèmes qu'elle observe autour d'elle.

En 1970, elle quitte son job d'enseignante pour entrer comme salariée chez Oxfam. « *Ma mère était tout à fait opposée à ce choix, elle trouvait que je quittais une belle position pour un truc un peu trop risqué.* » Mais Petra est déterminée. A l'époque, le mouvement finance des projets internationaux de développement grâce à la vente de produits de seconde main dans ses trois *Giftshops*¹, des boutiques où chacun peut acheter ou déposer des vêtements usagés. Petra soutient la démarche solidaire mais veut dépasser le cadre d'actions qu'elle juge superficielles. Faire de la récolte de fonds pour financer des projets dans le tiers-monde se base trop sur un modèle de charité. Ce qu'elle veut, elle, c'est permettre aux personnes de reprendre leur destinée en main. Aux côtés du secrétaire général d'Oxfam de l'époque, Pierre Galand, et de son président, le baron Allard, elle réfléchit à un moyen d'aller plus loin.

La solution lui vient en lisant un article à propos d'une association néerlandaise² qui vient de lancer une action autour du sucre de canne pour contester les mécanismes du commerce mondial. En vendant sur quelques stands un sucre de canne à un prix plus élevé mais produit par des exploitants gagnant décentement leur vie, l'association sensibilise le consommateur à un autre commerce possible : le commerce équitable. Petra est séduite.

D'année en année, le cours des matières premières, telles que le café, le cacao ou le sucre, ne cesse de s'affaiblir. Face à cette pression écrasante, les producteurs du Sud sont contraints de travailler toujours plus tout en étant incapables de subvenir à leurs besoins. En imposant leurs prix et leurs conditions d'achat, les intermédiaires - multinationales, commanditaires, groupes industriels - obligent les paysans à entrer dans le cercle vicieux de la pauvreté, sans leur laisser la moindre porte de sortie.

Elle pense alors qu'en trouvant des débouchés aux producteurs agricoles défavorisés, elle pourrait redonner à l'humain sa place dans les échanges commerciaux. Pourquoi ne pas diversifier les produits proposés par l'association néerlandaise ? Mieux, pourquoi ne pas les vendre comme n'importe quel autre produit de consommation dans des magasins ouverts à tous ?

Avec le soutien des dirigeants d'Oxfam-Belgique, elle trouve un premier local à Anvers et mobilise des jeunes pour restaurer le bâtiment : « *Nous avons reçu de la commune un local délabré. La porte ne fermait pas, l'eau s'infiltrait, il n'y avait plus d'escaliers. J'étais seule, mais la jeunesse en Flandre était très engagée. J'ai réussi à trouver l'appui de bénévoles pour rendre le local viable.* »

Quelques mois plus tard, en avril 1971, le premier magasin Oxfam de produits équitables Wereldwinkel³ ouvre officiellement ses portes à Anvers. « *Nous étions les premiers à proposer une vente stable, en magasin, d'aliments issus du commerce équitable. On a commencé avec du sucre de canne produit par des coopératives cubaines et du café de Tanzanie⁴. Les ventes nous permettaient d'investir dans d'autres achats.* »

Mais Petra veut aller plus loin : elle décide que les produits vendus doivent permettre de sensibiliser les consommateurs aux mécanismes d'un commerce plus juste. Des fascicules d'information sont introduits dans tous les emballages. Les événements s'accélèrent ensuite. Petra reprend un des trois Giftshops, à Gand, et décide de le transformer en second Wereldwinkel. Oxfam soutient son mouvement en prenant en charge les salaires des premiers permanents. Elle part à la rencontre des jeunes dans les écoles, discute avec des objecteurs de conscience, fait appel aux

mouvements de jeunesse, aux paroisses et au secteur associatif. « *En trois ans, on a connu une véritable explosion. Les jeunes qui nousaidaient dès le départ ont été rejoints par des femmes, puis des syndicats, des groupes d'action pour le tiers-monde... Les gens venaient de partout pour nous proposer des produits ou un coup de main. Certains ouvraient des stands, d'autres organisaient des marches parrainées de récolte de fonds pour Oxfam, des kermesses, des débats dans les écoles.* »

A partir de là, les magasins de produits équitables vont commencer à pousser comme des champignons. En Belgique d'abord, avec du côté francophone les premiers *Magasins du monde-Oxfam*⁵ dès la moitié des années septante. Puis dans d'autres pays d'Europe comme la France, l'Angleterre, l'Italie et le reste du monde. Leur objectif reste double : informer et agir pour le tiers-monde.

Lors de la création des premiers magasins Oxfam, pionniers du commerce équitable, Petra Van Look n'a que vingt-six ans. Quatre ans plus tard, elle quitte le mouvement et part se marier en Italie. Depuis, le mouvement s'est professionnalisé. La labellisation *Fair Trade* a fait son entrée, certifiant le respect des conditions de vie des travailleurs du Sud. La gamme des produits proposée s'est étoffée et certains, comme le riz ou le café, se sont retrouvés dans les rayons des supermarchés. Les magasins, désormais ouverts à l'artisanat, continuent de proposer un salaire juste aux producteurs et aux artisans du Sud. Ne bénéficiant d'aucun subside au départ, le mouvement peut désormais compter sur un cofinancement du gouvernement belge pour mener à bien ses projets.

Fort aujourd'hui pour la seule Belgique d'un réseau de trois cents magasins (Oxfam-Wereldwinkels et Magasins du monde confondus), le modèle de Petra Van Look montre qu'un entrepreneur conscient et engagé peut changer les choses. Le commerce équitable ne représente toujours qu'une goutte d'eau dans les échanges mondiaux⁶. Il apporte toutefois une alternative et un espoir pour les nombreux paysans des pays en voie de développement. Pour porter avec elle ce projet, Petra a mobilisé des centaines de jeunes et de citoyens et a su utiliser une force toujours bien présente chez Oxfam, celle qui l'avait au départ attirée dans le mouvement : la solidarité.

UNE AUTRE FIGURE

Oxfam, un nom quasiment connu de tous – un nom correspondant à l'adresse télégraphique de l'Oxford Comitte for Famine Relief, a été créé en 1942. Il était question, dans un premier temps, d'aider la population grecque extrêmement touchée par la famine, à la suite de l'occupation nazie. Lors d'un voyage au Rwanda, le comte de Robiano, le baron Victor Allard et quelques amis rencontrent cette organisation et s'en inspirent. A l'instar d'Oxfam-UK, Oxfam-Belgique voit le jour le 17 septembre 1964. Les fondateurs s'attachent beaucoup à favoriser la décolonisation dans les pays du Sud. En juillet 1967, un nouveau salarié rejoint l'équipe : PIERRE GALAND. Rapidement, cet économiste de vingt-sept ans insufflera un réel dynamisme à l'ONG et s'y imposera comme l'un des piliers. En très peu de temps, il pose les jalons d'une organisation capable de s'affranchir de sa dépendance par rapport à Oxford. Il officiera en tant que secrétaire général durant presque trente ans. Pierre Galand se dote clairement d'« une volonté d'engagement sur le long terme et le transgénérationnel, car vivre c'est aussi construire l'histoire de notre projet d'humanité ». Il persiste et signe dans cette voie. Il fut entre autres l'organisateur des grandes Marches anti-missiles de 1979 à 1985 (trois cent mille personnes), président du Centre National de Coopération au Développement (CNCD), du Comité National d'Action pour la Paix et le Développement, du Comité de liaison des ONG européennes avec la Commission européenne (CLONG). Il participa activement aux luttes anti-apartheid en Afrique du Sud de 1985 à 1988. Aujourd'hui, il milite pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Palestine, Sahara occidental) et est président du Centre d'Action Laique. Il se définit lui-même comme humaniste, tiers-mondiste, pacifiste, altermondialiste, militant des droits de l'homme.

Après la première grande campagne de récolte de vêtements organisée en 1968, les liens se tissent entre les citoyens belges et Oxfam-Belgique. C'est sous l'impulsion de Pierre Galand que le mouvement, plutôt que de centrer son activité sur la seule sensibilisation du public au commerce équitable, diversifiera ses actions et ses engagements et soutiendra de multiples causes et manifestations.

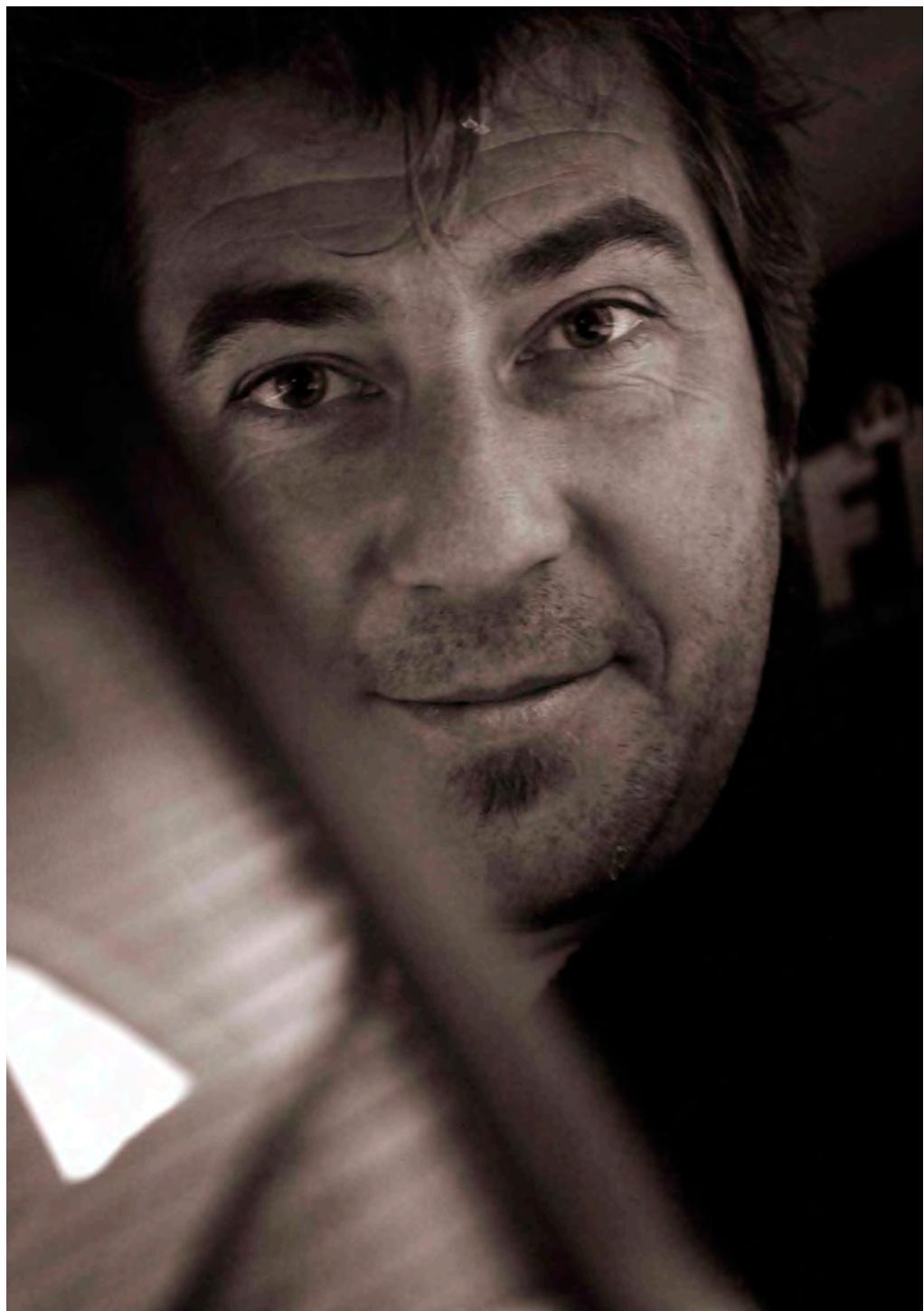
Aujourd’hui, Oxfam-Belgique se compose de trois associations distinctes (Oxfam-Solidarité (bilingue), Oxfam-Wereldwinkels et Magasins du monde-Oxfam) et de deux cellules complémentaires (ONG de coopération au développement et mouvement de commerce équitable). Malgré la diversité de ces entités, Oxfam représente aux yeux du public une organisation unique et solidaire entre les peuples.

NOTES

- 1 La récupération d'objets faisait partie intégrante du modèle des Oxfam Giftshops, repris d'Oxford. Oxfam s'est ainsi lancé sur le terrain d'organisations d'inspiration chrétienne comme les Petits Riens de l'Abbé Froidure, l'Opération Terre et les communautés Emmaüs de l'Abbé Pierre, orientées vers la lutte contre la pauvreté. Ces Giftshops existent toujours et se sont formidablement développés. Ils emploient plus de cent vingt salariés, dont une majorité de personnes peu ou pas qualifiées.
- 2 L'association Sjaloom avec Piet Reckman.
- 3 Magasin du monde.
- 4 Le modèle de développement de l'un des principaux représentants du socialisme africain, Julius Nyerere, Président tanzanien de 1964 à 1985, a fortement inspiré le mouvement des Wereldwinkels. Sur le plan agricole, principal secteur économique de la Tanzanie, Nyerere proposait un développement économique basé sur le regroupement des producteurs les plus pauvres en coopératives, les Ujamaas. Les principes et doctrines qu'il souhaitait pour le pays se retrouvent dans la Déclaration d'Arusha (1967).
- 5 Les Magasins du monde-Oxfam asbl (1976) regroupent les magasins francophones de Wallonie-Bruxelles.
- 6 Le commerce équitable représente 0,01% du commerce mondial.

LE GAUMAIS QUI VOULAIT CONSTRUIRE DES VOITURES PROPRES

**YVES TOUSSAINT, LIÈGE :
FONDATEUR ET ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE GREEN PROPULSION**



Considéré comme un des secteurs les plus polluants¹, le transport a pourtant toujours suscité la créativité des inventeurs du monde entier. Que de fois n'avons-nous pas entendu parler de la voiture propre ? Celle qui roulerait à l'eau, à l'air et on en passe, celle qui ne polluerait plus, celle qui nous rendrait indépendant des combustibles chers et toxiques, celle qui nous permettrait de conduire sans culpabiliser. Et pourtant, force est de constater que cette voiture n'existe pas. Certes, il y a des véhicules moins polluants que d'autres, mais globalement on est loin d'avoir réglé ce problème.

Des inventeurs géniaux et soucieux de la planète, on voudrait en avoir près de nous aussi. Et si un Belge créait le moteur propre ? Ce Belge sera peut-être gaumais. C'est en tout cas, le rêve et l'ambition d'Yves Toussaint.

« *Je suis quelqu'un de tête* ». C'est sous cette étiquette qu'il se présente d'emblée lorsqu'il nous reçoit dans les bureaux de sa société *Green Propulsion* au *Liège Science Park*. Enfant, quand beaucoup d'entre nous se voyaient chanteurs, astronautes ou pompiers, Yves caressait le rêve de travailler dans l'automobile. Alors c'est ce qu'il a fait. Le défi, c'est tout ce qu'il aime.

Cela commence en 1990 lorsqu'il déchire son diplôme d'ingénieur² fraîchement obtenu à l'Université de Liège, « *pour rouvrir mon esprit à la créativité* » nous dit-il. Et quoi de mieux, pour ouvrir les horizons et prendre le temps de bien réfléchir à son avenir qu'une expérience à l'étranger ? Yves part trois ans au Congo, au Brésil puis en Ethiopie où il gère des projets de coopération au développement. Son retour au pays, il ne l'envisage que dans un métier suffisamment fort et porteur de sens pour l'encourager à rester. Ce sera autour de sa passion, les voitures, et de l'enjeu qu'elles représentent dans la course contre le réchauffement climatique.

Pour créer des transports moins polluants, il faut forcément s'investir dans la recherche de nouveaux procédés. Entre 1994 et 2002, Yves Toussaint devient assistant à la faculté des Sciences appliquées de l'Université de Liège. Bien décidé à réaliser sa thèse de doctorat sur les possibilités offertes par les véhicules électriques et hybrides, il y développe avec deux collègues³ un laboratoire d'essais, teste de nouvelles technologies, griffonne des simulations, dessine des plans. Moteurs

électriques, carburants alternatifs, batteries, piles à combustible, tout est à expérimenter. A cette époque, la Belgique ne s'intéresse pas encore concrètement à la question des transports verts. Ni même l'Europe⁴.

Mais les trois hommes commencent à se sentir à l'étroit dans leur laboratoire universitaire. Pour réussir à relever le challenge qui s'offre à eux, ils doivent pouvoir développer des prototypes de voitures plus propres, en proposer la commercialisation et profiter de la carence dans le secteur. Ils décident alors d'aller plus loin.

Lancer un projet industriel dans un secteur fort novateur ne se fait pas sans mal et Yves Toussaint sait qu'il devra se battre pour acquérir une crédibilité dans le milieu automobile. Malgré tout, *Green Propulsion* naît en 2001, sous son impulsion, celle de ses deux collègues et avec l'appui de l'ULg. « *Je voulais travailler dans le bon sens et apporter ma graine pour contribuer à changer un mode de déplacement non durable*, se souvient notre hôte. *Nous n'avions rien pour financer le démarrage de la société. Nos seules ressources étaient les constructeurs automobiles qui allaient potentiellement nous passer commande. C'était un vrai pari. Mais je vous l'avais dit, je suis tête...* ».

Les possibilités sont énormes. Notre entrepreneur idéaliste se met à imaginer un monde où voitures, bus, camions et taxis rouleraient en nous laissant respirer. Le développement des premiers karts et motos électriques attire les constructeurs automobiles belges et internationaux qui commencent à s'intéresser de près aux travaux de la jeune spin-off liégeoise. Puis c'est au tour du secteur public de donner un coup de pouce : le réseau wallon des transports publics commande à l'équipe de chercheurs des bus hybrides urbains pour la société des TEC à Liège. Ces bus sillonnent pour la première fois les routes belges dès l'automne 2009.

En peu de temps, Yves Toussaint se retrouve à la tête d'une société de recherche et développement de véhicules capable de séduire le marché automobile traditionnel. Son équipe passe à dix personnes. La clientèle grossit. Son palmarès aussi. Une VW Lupo et une Renault Kangoo hybrides voient le jour, avec des émissions de CO₂ de 30 à 40 %

inférieures à celles de leurs compères 100 % essence. La Kangoo, dont la consommation record n'atteint que 1,1 litre de diesel et 13,4 kW/h d'électricité aux 100 km, obtient même une réduction de 75 % de CO₂ lorsqu'elle est testée en zone urbaine avec des arrêts fréquents. « *Ce qui pourrait par exemple être intéressant pour La Poste, avec qui nous sommes en discussion* », se réjouit Yves Toussaint.

Mais le fantasme le plus fou de ce passionné de véhicules lui vient en découvrant que la fameuse marque nationale Imperia⁵, éteinte en 1958, est libre de droit. Yves Toussaint décide alors de relancer le modèle avec l'ambition de lui donner les performances d'une Porsche alliées à la consommation d'une Smart. Une gageure. Et pourtant, le résultat est un succès. Transformé en véhicule hybride, le premier coupé sportif écologique « Imperia GP » entrera dans sa phase de production dès l'été 2010. « *Notre équipe planche sur des véhicules qui seront sur le marché dans cinq ou six ans. Vers 2015, les véhicules hybrides devraient représenter 30 à 40 % du marché européen.* »

Et le tout à l'électrique ? « *Nous avons créé une Kangoo 100 % électrique, mais ce type de véhicules a une autonomie [de batterie] limitée et son prix de vente reste élevé* », admet-il. Un problème dans lequel on tourne en rond : le véhicule électrique coûte cher car il n'est pas produit en grande série et on ne le produit pas en grande série car il est cher. Il suffirait qu'un constructeur décide d'en commercialiser une flotte importante pour voir chuter le prix de production des batteries.

Le mythe selon lui est de croire que la technologie peut tout résoudre. « *Prenons l'exemple des véhicules à hydrogène. Ils ne rejettent que de la vapeur d'eau, c'est vrai, mais leur production n'est pas écologique⁶. Ici on ne fait que déplacer le problème. Quant aux biocarburants, au-delà du problème éthique qu'ils posent⁷, ils sont généralement dilués à petites doses dans du carburant classique et n'ont donc qu'un faible impact sur la réduction de CO₂.* »

On dit que les cordonniers restent les plus mal chaussés. Lorsqu'on demande à Yves Toussaint à quoi il roule, il nous parle de sa petite Diesel classique.

Force est de le constater : l'utilisation quotidienne de la voiture est encore profondément ancrée dans nos habitudes de vie. Les chiffres ne le démentent pas. Les transports sont responsables d'un quart des émissions européennes de gaz à effet de serre et leurs besoins en énergie devraient croître de trente pour cent d'ici 2030. Même si les normes relatives aux rejets polluants et à la consommation d'énergie sont de plus en plus strictes, il ne suffira pas de construire des voitures plus écologiques.

Petit, Yves Toussaint, rêvait de voitures. En faisant le pari de réinventer l'auto, il est certainement du bon côté de la tendance. Mais son intuition la plus forte d'un point de vue écologique est sans doute celle qui consiste à associer de grands opérateurs publics, tels que la Poste ou les réseaux de transports publics au développement de véhicules verts adaptés à leurs besoins.

www.greenpropulsion.be

NOTES

1 Après le résidentiel et l'industrie, le transport est responsable de près d'un quart des énergies totales consommées en Belgique.

2 C'est le deuxième dans ce livre (avec Bernard Delville) à prétendre avoir déchiré son diplôme d'ingénieur. Nous rassurons nos lecteurs, cela n'a pas été un critère retenu dans nos choix.

3 Nicolas Naniot, ingénieur électromécanicien et Bernard Loly, gradué en automation.

4 Les seuls à manifester un réel intérêt dans ce secteur sont les Japonais, qui s'apprêtent en 1997 à commercialiser un modèle novateur: la Toyota Prius, un véhicule hybride essence-électricité.

5 Une des marques les plus prestigieuses de l'histoire de l'automobile belge, créée à Liège en 1904 par Adrien Piedboeuf.

6 L'hydrogène est aujourd'hui produite à partir d'électricité, ce qui demande pour la produire, une autre source d'énergie, pas nécessairement renouvelable, ou en craquant du gaz naturel, ce qui demande également de l'énergie, avec à chaque fois des pertes (le rendement n'est jamais de 100%...).

7 La culture des biocarburants (ou plutôt des agrocarburants) est très gourmande en surface agricole et participe à la déforestation. S'en suit un problème non seulement pour l'environnement mais également pour l'équilibre alimentaire global, puisque l'augmentation de l'utilisation des biocarburants est en grande partie responsable de la flambée des prix des denrées alimentaires. Pour éviter ce problème, des biocarburants peuvent être produits à partir de la lignocellulose végétale : résidus de culture (pailles de céréales, rafles de maïs, tiges de colza) ou arbres ligneux comme le peuplier, le saule ou le robinier.

L'ARCHITECTURE SOCIALE EST FORCÉMENT DURABLE, ET INVERSEMENT

**LUC STIJNEN, WESTERLO : DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ DE LOGEMENTS
SOCIAUX BASSE ÉNERGIE ZONNIGE KEMPEN**



C'est une idée largement répandue : les constructions « basse énergie » ou « passives » demandent un investissement de départ¹ difficilement accessible aux revenus les plus bas. Et pourtant, elles permettent de réduire la facture énergétique de fin de mois à quelques euros². A priori donc, pas le choix : la crise énergétique touche tout le monde mais plus agressivement encore les ménages les plus précaires. Et les prochaines années, le phénomène ira grandissant, avec une poursuite de la hausse des prix. Celui qui peut se payer les équipements et travaux nécessaires pour consommer moins dans son habitation sera remboursé rapidement par les économies d'énergie qu'ils procurent³. Mais pour les autres ?⁴

Renseignements pris, nous découvrons que la solution existe depuis une quarantaine d'années déjà, à quelques dizaines de kilomètres de notre bureau bruxellois. Depuis 1963, la société flamande de logements sociaux Zonnige Kempen⁵ construit des foyers basse énergie ou passifs destinés aux plus faibles revenus. Le loyer demandé aux locataires sociaux diminue. Mieux, tout le monde ferait des bénéfices ! Le défi aurait donc été relevé en Flandre depuis longtemps. Mais comment ? Pour y voir plus clair, direction Westerlo, dans la province d'Anvers, pour notre premier entretien en néerlandais.

Lorsque nous entrons dans le bureau de Luc Stijnen, nous découvrons un homme discret, à la barbe grisonnante. D'emblée, on devine qu'il ne sera pas facile de le faire parler de lui. Un peu bourru, il entame quasi immédiatement l'entretien par une présentation très académique de ses réalisations architecturales. On a connu des débuts plus chaleureux, où l'on prend le temps de faire connaissance, en échangeant quelques mots autour d'un verre. Très vite pourtant, nous nous laissons emporter par le côté « technique » de ses explications, découvrant au fil des projets des innovations propres, subtiles et bien pensées. Luc Stijnen, c'est donc bien cet ingénieur architecte qui a gagné le plus grand des paris sur le logement social écologique. Vingt-cinq ans déjà qu'il est à la tête de Zonnige Kempen. Sa démarche de construction est globale, elle privilégie l'innovation au service des plus défavorisés, la mixité sociale et

le respect de l'environnement. Un véritable défi en soi car les habitats écologiques sont réputés peu énergivores mais coûteux.

Une vingtaine de constructions passives et basse énergie défilent sous nos yeux, parmi les presque deux mille existantes. Ici, nous explique-t-il, les logements sociaux sont intégrés dans les villes. Pas question de ghetto social dans des quartiers reculés, l'accent est mis sur la mixité sociale et cela donne des résultats remarquables. Les plus nantis vivent aux côtés des plus pauvres, jardins et plaines de jeux se mêlent, jeunes et moins jeunes se côtoient au quotidien.

Pour l'architecte, le projet de construction doit être pensé dans sa globalité. Il ne suffit pas de privilégier l'écologie, encore faut-il entamer toute une réflexion avant sa réalisation sur la localisation du nouveau bâtiment, son impact social et l'évaluation de son aspect financier. L'environnement, le social et l'économie sont les dimensions à combiner pour mettre en place des projets durables. Il en est convaincu. Mais lorsqu'il reprend la direction de la société à l'époque, les poches de Zonnige Kempen sont quasi vides. « *C'était un défi énorme. Nous n'avions que peu d'argent et peu de possibilités. Comment construire des logements sociaux dans ces conditions ? Je devais donc prendre d'autres chemins.* »

Première étape : la créativité. Les terrains dans le centre-ville sont trop chers ? Qu'à cela ne tienne, l'équipe décide d'acheter des parcelles dont personne ne veut ou de réaffecter les bâtiments délaissés. Une caserne de pompiers est savamment couplée à de nouveaux logements sociaux par un ingénieux système de construction en hauteur permettant aux camions de pompiers de passer... sous les logements ! Une ancienne école voit ses classes transformées en logements, sa bibliothèque préservée est louée à la commune et sa cour devient une plaine de jeux⁶: « *Nous avons gardé la cour et la statue de 'Onze Lieve Vrouw' (la Vierge) car elles représentent l'histoire des gens qui ont étudié ici. Les anciens élèves peuvent retourner voir l'école. Même si les bancs ont changé, la nouvelle construction reste dans l'esprit du passé* ».

Si les anciennes affectations sont respectées, une attention toute particulière est également accordée au respect du patrimoine architectural de la rue. Les logements sociaux se fondent aux bâtiments classiques alentour. A première vue, rien ne les distingue du reste. Et pourtant... Avec un niveau d'isolation qui ne dépasse pas les K35⁷, voilà ce qui constitue la deuxième étape nécessaire à la réussite de l'entreprise : l'innovation.

Panneaux photovoltaïques, auvent capteur de lumière (et non de chaleur), installations collectives d'énergie solaire, collecteurs d'asphalte, pompe à chaleur, cogénération, installation biomasse, récupération d'eau, usage de matériaux recyclables, poubelles collectives, les idées ne manquent pas. La technologie est mise ici au service de l'écologie et de l'économie et vient soutenir les principes plus basiques de construction visant à éviter toute déperdition d'énergie, à savoir une isolation maximum, un système de ventilation efficace, des bâtiments regroupés et orientés vers le soleil. « *Dès le départ, nous avons voulu ajouter l'aspect écologique à ce qui se faisait ailleurs. Mon intuition à l'époque était que les charges allaient augmenter et devenir conséquentes par rapport aux loyers.* »

Une intuition qui inscrira Luc Stijnen comme un pionnier dans le secteur. « *C'est ma formation qui m'a amené à m'intéresser à cette dimension. Lorsque j'étais à l'Université de Leuven, j'ai fait mon mémoire sous la direction du Professeur Hens⁸, très impliqué dans la recherche de nouvelles formes de construction. Après quatre années passées à travailler ensuite comme architecte privé « classique », j'ai senti que mon rayon d'action était trop réduit. J'ai pensé que mon impact au niveau du choix des matériaux serait plus important dans le logement social. Et il me semble que j'ai fait le bon choix.* »

La réussite ne serait pas totale sans l'implication des habitants de la commune concernée. La question qu'il leur pose n'est pas « voulez-vous oui ou non construire ? », mais « comment va-t-on y arriver ? ». Au total, six mille locataires sociaux répartis dans onze communes de la campine anversoise bénéficient d'un logement « vert » moins cher, construit ou rénové par Zonnige Kempen. Accompagnés par des spécialistes, ils sont

informés des possibilités de réduire leur consommation « *parce que l'énergie qu'on ne consomme pas est la moins chère* », ajoute Stijnen, déterminé.

Grâce à la mise en place d'un système financier astucieux, l'investisseur de départ - Zonnige Kempen - récupère chaque mois la moitié du bénéfice obtenu par le locataire sur sa facture énergétique. L'investissement est finalement remboursé, sans que personne ne doive payer. Mieux, tout le monde fait des bénéfices. « *La seule chose, c'est qu'on double le délai de remboursement de notre investissement*.⁹ » D'un côté donc, le locataire paie une moindre facture énergétique, de l'autre la société de construction récupère son investissement de départ dont une partie va permettre de poursuivre la recherche de nouveaux procédés en éco-construction.

Luc Stijnen veut répandre le modèle. L'intégration est essentielle pour lui. Et il veut éviter le système pervers de la croissance des prix de l'énergie, qui font que tous se paupérisent, en particulier les plus vulnérables. « *En dix ans, nous dit-il, la part relative des coûts du chauffage dans le loyer a doublé. Cette augmentation est encore supérieure auprès des défavorisés* »¹⁰. Alors il partage les expériences tant positives que négatives avec les locataires, les architectes, les techniciens. Forme les stagiaires. Travaille avec d'autres architectes. Organise des congrès. Depuis, d'autres sociétés de logements sociaux¹¹ ont commencé à lui emboîter le pas. Vingt-cinq ans après...

D'AUTRES FIGURES

Connu mondialement pour ses études en Physique des bâtiments, HUGO HENS est chercheur en matière de constructions durables, professeur et ingénieur du département « génie civil » à la KULeuven. En 1973, lors de la première crise pétrolière et à peine sorti de ses études, il déplore que le message alarmant des médias ne parle pas des solutions structurelles au défi énergétique. Il décide alors de se lancer dans la recherche, en partenariat avec les Professeurs JEAN LEBRUN de l'Université de Liège et ANDRÉ DE HERDE de l'Université Catholique de Louvain, pour trouver les moyens d'avoir des constructions durables, non énergivores et pas trop chères. Visionnaire, il en reste néanmoins très concret et réaliste. « Le gros problème de la crise du pétrole de 1973 est qu'elle a été trop courte. Toutes les bonnes résolutions entamées pour construire et consommer autrement ont été anéanties à cause de la baisse « trop rapide » du prix du pétrole. Nos pays ont ainsi pris un retard considérable dans le domaine. Aujourd'hui, nous risquons peut-être de rencontrer le même problème ». Sa vision scientifique et réaliste a profondément marqué une génération d'étudiants, comme Luc Stijnen et Alain Bossaer. Tous deux l'ont eu comme promoteur de mémoire à la KUL puis se sont engagés professionnellement dans le secteur (www.bwk.kuleuven.be)

Autre étudiant du Professeur Hens, ALAIN BOSSAER est coordinateur des projets de construction chez Arcadis Gedas (www.arcadisbelgium.be) depuis 2004. Nous l'avons rencontré à Gent dans les bureaux de l'entreprise « top 3 » qui travaille dans le secteur de la construction en Belgique. La société compte près de huit cents travailleurs et gère des projets écologiques d'ampleur. Plus jeune que Luc Stijnen, cet ingénieur a aussi un tout autre tempérament. S'il travaille dans le développement durable aujourd'hui, c'est parce qu'il y sent le foisonnement d'énormes potentialités techniques et économiques. L'influence d'Alain Bossaer a aussi été structurelle : il a contribué, en 2002, en tant que collaborateur de Peter Wouters, du Centre Scientifique et Technique de la Construction, à la rédaction de la législation qui organisait le renforcement de la « performance énergétique des bâtiments » en Flandre. Il est surprenant de constater combien le pouvoir de la contagion est énorme entre

les « changeurs de monde ». Il suffit qu'ils se rencontrent pour que ce changement devienne possible. Il y a une dizaine d'années, Alain Bossaer, fraîchement diplômé, fait la connaissance de Sebastian Moreno¹². Quelques mois plus tard, A2M voit le jour.

Le Centre Scientifique et Technique de la Construction (CSTC) est un institut de recherche fondé en 1960 qui occupe environ deux cents personnes. Financé principalement par les redevances de ses membres, il fournit des conseils techniques à septante mille entreprises de construction belges. En matière d'énergie, une équipe de chercheurs s'attelle à améliorer les performances énergétiques des bâtiments neufs ou existants, tout en préservant les conditions optimales d'occupation et de vie. Elle veille aussi à un minimum de nuisances environnementales. PETER WOUTERS, directeur du département Développement et Valorisation, a véritablement été l'initiateur d'une législation flamande plus proche des réalités de terrain qui impose désormais un contrôle du bâtiment en fin de construction. Depuis, les normes d'isolation et autres indices PEB sont respectées sous peine de sanction pour le rapporteur ou le maître d'ouvrage, selon les cas. Ce travail a véritablement permis l'éclosion d'un dynamisme dans le secteur de l'éco-construction en Flandre.

NOTES

-
1 Cet investissement est de + 20% pour une habitation moyenne.
.....
2 Voir à ce propos le portrait de Sebastian Moreno.
.....
3 Avec le passif, les économies engendrées sur la consommation peuvent atteindre 85%, ce qui donne un retour sur investissement à la construction de cinq à dix ans pour un habitat moyen.
.....
4 Des primes (subsidies à la consommation, réduction des taxes) existent mais ne peuvent qu'avoir un effet temporaire en soutenant la croissance de la consommation d'énergie, elle-même responsable de l'augmentation des prix face à une offre pétrolière (bientôt) insuffisante. Un autre mécanisme, dit du « tiers-investisseur » permet aujourd'hui l'amélioration de son bâtiment sans prendre trop de risques, mais les frais de construction restent au bout du compte à la charge du locataire.
.....
5 Zonnige Kempen est une société flamande de logement social propriété aux 3/5 des communes anversoises et aux 2/5 des organisations sociales (syndicats, ligue des pensionnés, mutuelles). Son chiffre d'affaires en hausse dépasse les 100 millions € en 2007 (www.zonnigekempen.be).
.....
6 Ce projet a été développé à Booischot, une section de la commune de Heist-op-den-Berg située dans la province d'Anvers.
.....
7 La norme en Région flamande est le K50-K45 pour les logements sociaux.
.....
8 Voir plus loin le portrait du professeur Hugo Hens.
.....
9
.....
10 D'après une étude réalisée par Zonnige Kempen entre 1995 et 2005, le coût du chauffage en 2005 a doublé depuis 1995 pour l'ensemble des locataires en Région flamande. En 2005, la part de ce coût équivaut au prix du loyer des locataires sociaux et au tiers du loyer du locataire moyen en Flandre.
.....
11 Le foyer jettois à Bruxelles a pris la décision de convertir la moitié de son patrimoine immobilier en logements basse énergie d'ici 2012 et s'engage à ce que les nouvelles constructions soient passives. Ici, le surcoût de la construction se répercutera en partie sur le loyer de base (Directeur : Jean T'Kint). Le Fonds du logement wallon s'est également lancé sur la voie en 2004, pour ses bâtiments à Sainte-Ode, dans l'entité de Houmont et en 2007 à Fosses-la-Ville (Directrice des études au Fonds : Anne Quévitz). Le projet de la Cité de l'île aux oiseaux à Mons, issu d'un partenariat public privé (PPP) prévoit, pour fin 2009, la construction de 343 logements durables dont 185 logements sociaux (voir Sebastian Moreno).
.....
12 Voir le portrait de Sebastian Moreno.

COMBATTRE LA FAIM DANS LE MONDE AVEC DU SOJA

**PHILIPPE VANDEMOORTELE, KNOKKE :
FONDATEUR D'ALPRO, LEADER EUROPÉEN
DES PRODUITS ALIMENTAIRES À BASE DE SOJA**



© JEAN-LOUIS BROCARD

La société belge Alpro a remporté le Prix belge de l'Environnement 2005-2006¹ pour ses engagements multiples en matière de développement durable. Leader européen des produits à base de soja cent pour cent naturels, l'entreprise offre depuis trente ans une alternative alimentaire riche en protéines pour une population mondiale croissante, refuse de s'approvisionner sur des terres provenant de la déforestation et s'engage à respecter le salaire des cultivateurs.

Tout ce qu'il faut pour piquer notre curiosité et nous pousser à en retrouver le fondateur. Quelques coups de fil suffisent pour apprendre qu'il s'est retiré sur la côte belge, dans son domicile de Knokke, depuis une dizaine d'années. Son nom ? Philippe Vandemoortele². Sa famille est bien connue sur le territoire belge, c'est son grand-père qui a créé la société du même nom, ensuite reprise par son père et ses oncles³.

Il ne sort que très rarement de sa caverne, nous prévient-il par téléphone, et se méfie des interviews. Voilà qui nous met au parfum. Mais rien ne nous prédisposait à ce qui allait suivre. L'homme qui entre dans notre bureau a l'élégance de certains hommes de sa génération. On remarque très vite son tempérament introverti. « *Faire de l'argent ne m'a jamais intéressé. La foule, les apparences, parler de moi-même, m'ont toujours mis mal à l'aise. Sans diplôme, j'étais considéré comme le vilain canard noir dans ma famille. En créant Alpro, moi ce que je voulais, c'était sauver le monde* », dit-il simplement, avant de commencer son histoire.

Philippe Vandemoortele a vingt-deux ans lorsqu'il entre « par la petite porte » dans l'usine familiale. C'est un passionné des procédés techniques, alors il suit la construction des nouvelles usines du groupe, travaille d'arrache-pied à l'élaboration de produits alimentaires, passant des chips à la mayonnaise. Dans le même temps, « *je mène une vie solitaire, je lis beaucoup et j'essaie de mieux vivre en étudiant l'alimentation, la méditation, le yoga* », nous précise-t-il.

Par son récit, il nous projette au début des années septante, des années marquées par une médiatisation croissante de la famine dans le monde. Les initiatives politiques, associatives⁴ ou plus personnelles

se multiplient. Les voix d'une poignée de spécialistes s'élèvent pour dénoncer le lien de cause à effet entre le gaspillage des ressources (ou protéines) et la faim dans le monde.

Philippe Vandemoortele rêve alors de créer un produit pour lutter à sa manière contre la faim dans le monde. Très vite, il pense à travailler la plante de soja⁵. La richesse en protéines de ses fèves, teneur qui peut atteindre de 38 à 40 % selon la variété, n'a pas d'égal dans le monde végétal : « *Jusque-là, le soja était essentiellement destiné à nourrir les animaux qui étaient ensuite mangés par l'homme. Je trouvais cela honteux ! Cette plante est facile à produire localement, elle pousse partout et sa culture est peu exigeante en eau. Avec un kilo de soja, on peut produire six litres de lait. Je me suis dit que c'était une solution pour subvenir aux besoins nutritifs dans le tiers-monde* ».

Bien sûr, les mentalités de l'époque ne sont pas celles d'aujourd'hui. On s'intéresse encore peu à la nourriture végétarienne et le marché du soja est inexistant en Europe⁶. L'idée d'orienter le soja vers une consommation humaine reçoit donc un accueil très mitigé au sein de l'entreprise, « *d'autant que les premiers essais avaient... un goût bizarre !* », reconnaît-il.

Mais Philippe Vandemoortele est loin de se décourager. Avec son bras droit Danilo Callewaert⁷, « *un génie inventif, un scientifique brillant qui devrait être mis en avant* », il améliore son produit et obtient, quelques années plus tard, un lait de soja naturel exceptionnellement riche en protéines, au goût proche du lait de vache. Alpro est née.

Toujours soucieux d'aider les populations du Sud, il voyage sur tous les continents et vend sa première usine à Madagascar. Pour des raisons logistiques, le projet capote rapidement. « *C'était de la naïveté. J'avais trente-cinq ans, et je pensais pouvoir tout changer. Mais ce n'est pas si simple, je voyais trop les choses de mon fauteuil. Sur place, c'était différent.* » Déçu mais tenace, ce fils et petit-fils d'industriels flamands décide désormais d'agir près de chez lui. Parti d'un idéal planétaire, Alpro va désormais tenter de se frayer une place sur le marché européen.

« Dans le monde, 60 % des terres arables sont utilisées pour nourrir les humains de viande. Face aux problèmes de sécurité alimentaire et environnementaux, je restais un idéaliste convaincu du potentiel de mon produit. Réalisé à partir de fèves de soja biologiques⁸, il pouvait offrir une alternative saine à la consommation de protéines animales. » En faisant ce choix, Philippe Vandemoortele est loin d'imaginer la success story qui va suivre. Vendu dans un premier temps dans les magasins diététiques, son lait de soja va rencontrer l'enthousiasme d'une clientèle de plus en plus préoccupée par la question alimentaire. L'intérêt grandissant pour la cuisine végétarienne, le souci du consommateur pour sa santé, l'éthique, ou l'environnement, la demande de produits sans cholestérol et l'intolérance de plus en plus fréquente au lactose, sont autant d'éléments qui contribuent à la croissance d'Alpro. Rapidement, ce sont les grandes surfaces qui lui ouvrent leurs portes.

Philippe Vandemoortele se retrouve petit à petit à la tête d'une entreprise florissante et d'une équipe de cent personnes. *« Je ne suis pas un manager, ce n'est pas mon rôle, je suis timide en plus. Moi ce que j'aime, c'est créer »*. Lorsqu'il quitte l'entreprise, à cinquante ans, il laisse derrière lui le géant du soja en Europe. De « pas crédible », l'homme est passé au statut de pionnier visionnaire dont les idées sont toujours suivies aujourd'hui.

D'après la célèbre revue scientifique *The Lancet*, environ 20 % de l'effet de serre est dû à l'élevage intensif de bétail sur Terre. Les chercheurs du GIEC⁹ considèrent également qu'il existe un lien important entre le réchauffement de la planète et notre consommation de viande¹⁰. La FAO¹¹ soutient l'idée d'une alimentation plus végétale pour sauver notre planète, dont les ressources en eau s'amenuisent alors que la population ne cesse d'augmenter.

A ce propos, le discours d'Alpro n'a pas changé, rappelant la philosophie de son fondateur : produire un kilo de protéines animales (viande de bœuf) nécessite seize kilos de protéines végétales (nourriture des bovins). Or, si l'homme consomme directement la ressource végétale (soja), il utilise cent fois moins d'eau, économise les ressources naturelles et limite la surface de terres dont il a besoin pour se nourrir. Une alternative réaliste

pour subvenir aux besoins nutritifs d'une population qui atteindra plus de neuf milliards d'habitants en 2050.

Mais la vraie force d'Alpro a été de faire du développement durable une véritable culture d'entreprise. Face à une concurrence croissante¹², la firme continue à proposer un soja naturel sans OGM, ne s'approvisionne pas sur les terres déboisées de la forêt tropicale et tente de créer des relations durables avec les fermiers au Canada, au Brésil et en Chine. L'entreprise soutient plusieurs projets sociaux, tels que la création d'un centre de formation pour adultes et adolescents au Brésil ou le lancement de Vitagoat qui garantit l'apport minimum de protéines aux habitants de plusieurs villages africains et asiatiques¹³. En Belgique, l'entreprise s'est également engagée. Son ambition est d'atteindre un bilan CO2 neutre pour ses usines d'ici 2020.

Avec quelque 840 employés, deux sites de production en Belgique, des centres ouverts en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne et un chiffre d'affaires qui n'a cessé de croître pour atteindre les 260 millions d'euros en 2008 (près d'un quart du chiffre de Vandemoortele), Alpro prouve par l'exemple que s'engager sur la voie du développement durable peut être synonyme de réussite. Son actuel directeur général est Bernard Deryckere. En novembre 2008, il a reçu avec Philippe Vandemoortele l'INSEAD Innovator Prize pour l'influence créative et positive d'Alpro sur la vie économique belge.

« On ne sait pas changer le monde, mais on peut tous y contribuer », conclut Philippe Vandemoortele. *« Pour devenir un pionnier, il faut selon moi trois qualités : l'intuition, un niveau de conscience élevé et le savoir-faire. »* Aux balbutiements d'Alpro, il n'a pas été compris, nous répète-t-il, ce qui nous amène à penser que pour être un créateur, il faut également avoir la capacité d'accepter de sortir du cadre. Et cette capacité, il devait l'avoir pour être parvenu à passer de la production de mayonnaise industrielle à la lutte contre la faim par le soja.

www.alprosoya.be

NOTES

- 1 Le Prix belge de l'environnement récompense tous les deux ans des entreprises et institutions belges qui se sont distinguées par leur engagement et/ou leurs réalisations particulières pour le développement durable, et ce plus spécifiquement dans le domaine de l'environnement. Il est né à l'initiative de la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) en coopération avec le VOKA (Vlaams Netwerk van Ondernemingen), l'UWE (Union Wallonne des Entreprises) et l'UEB (Union des Entreprises de Bruxelles). Alpro a également remporté le deuxième prix en 2007-2008.
- 2 Alpro, née en 1980, est l'une des trois divisions du groupe Vandemoortele, à côté des margarines, huiles et sauces et des produits de boulangerie surgelés. Aujourd'hui, Alpro a deux marques : Alpro soya et Provamel (biologique).
- 3 Le groupe Vandemoortele, créé en 1899 à Izegem par Constant Vandemoortele, reste aujourd'hui à 100% familial.
- 4 Avec la création de Médecins Sans Frontières en 1971 par des médecins français qui s'étaient rendus au Biafra, au Nigéria. Elle sera suivie quelques années plus tard par l'ONG Médecins du Monde.
- 5 Philippe Vandemoortele avait beaucoup entendu parler du soja dans son enfance puisque son grand-père importait en 1934 du soja de Chine pour alimenter le bétail.
- 6 Le seul endroit au monde où l'on trouvait de la nourriture à base de soja était l'Asie, avec des produits comme le tofu, le lait ou la sauce soja.
- 7 Danilo Callewaert est actuellement le directeur technologie pour la marque Provamel, qui produit du lait de soja et du tofu biologiques.
- 8 Au départ 100% biologiques, les produits Alpro se sont diversifiés, entrant dans les grandes surfaces.
- 9 Le GIEC est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (voir le portrait de Jean-Pascal van Ypersele).
- 10 Quelques chiffres issus des recherches du GIEC: les émissions de CO2 sont responsables à 64% du réchauffement de la planète. 9 % des émissions de CO2 sont directement liées à l'élevage du bétail. La production de méthane est responsable à 20 % de l'effet de serre. 35 à 40 % de la production de méthane sont issus des déjections du bétail. L'oxyde d'azote est responsable à 6 % du réchauffement climatique. 65 % de celui-ci est d'origine animale. Voir aussi « Les heat, less meat. But which meat ? », Thérèse Snoy, analyse d'Etopia, décembre 2008 (www.etopia.be),
- 11 D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (www.fao.org), le soja, par ses apports énergétiques et protéiques, a un rôle à jouer dans la lutte contre la faim dans le monde. Ses études confirment l'importance actuelle et future probable du soja dans la nutrition de l'homme à l'échelle mondiale.
- 12 Le soja compte parmi les principales cultures mondiales à plus forte expansion, entraînant une série d'abus alarmants : déforestation, expropriations, salaires misérables, pollution, transgression des lois environnementales, etc.
- 13 Alpro participe également au financement de la station antarctique Princess Elisabeth (voir le portrait d'Alain Hubert).

LA ROUTARDE DES SOINS INFIRMIERS

EMILIE MEESSEN, BRUXELLES : COORDINATRICE D'INFIRMIERS DE RUE



Neuf heures. Une journée de décembre. A priori une journée comme les autres. Emilie Meessen retrouve son équipe d'infirmières dans les locaux de la rue d'Artois, au centre de Bruxelles. Au total, elles sont quatre. La cinquième, Sara Janssens, cofondatrice du projet avec Isabelle, est en congé de maternité. Les journées sont longues, les soins à apporter nombreux. Certains jours, ces infirmières atypiques peuvent marcher en rue pendant des heures...

Comme chaque matin, l'équipe se réunit pour discuter du programme de la journée. Le parcours en principe n'est jamais strict, il fluctue en fonction des rencontres faites en chemin. Aujourd'hui, elles commenceront par la visite d'un sans-abri de la gare du Nord soigné deux jours plus tôt. Comment va-t-il ? Ses blessures au pied sont-elles guéries ? Où va-t-il passer la nuit par ce froid ? Avant de gagner la rue, elles remplissent leurs sacs à dos de pommades et pansements. La marche peut commencer. « *C'est mieux pour l'écologie, sourit Emilie Meessen. Nous voulons être cohérentes et nous inscrire dans une logique de respect des droits de l'homme tout en veillant au respect de son environnement. Et puis surtout, ce mode de déplacement nous permet d'aller plus naturellement vers les gens.* »

Emilie est une jeune femme de vingt-huit ans, déterminée, bourrée d'énergie et profondément humaniste, on s'en rendra compte tout au long de la rencontre. Son rêve de départ : partir travailler en Afrique. Après quelques années d'expérience professionnelle, elle dit avoir enfin retrouvé ce qu'elle cherchait à accomplir à l'étranger : le contact direct avec les gens et le sentiment d'être utile. « *Petite déjà, j'avais un rêve, celui de marcher dans la rue, parler avec les gens, et faire en sorte que ça aille mieux, confie Emilie. Je ne sais pas d'où ça vient. Je n'avais que sept ans !* » ajoute-t-elle en riant.

Le sentiment d'être utile... En l'écoutant nous raconter son récit de vie et ses engagements successifs dans des secteurs a priori différents, on devine que c'est l'élément qui fait lien. La jeune femme a toujours travaillé dans des contextes de grande pauvreté et souvent auprès de publics stigmatisés. Durant ses études d'infirmière déjà, elle décide

de quitter la Belgique pour faire son mémoire avec Sara Janssens au Burkina Faso. « *Nous nous sommes rencontrées pendant les cours. Nous sommes devenues copines après avoir remarqué que chacune avait levé la main quand un prof avait demandé qui voulait travailler dans l'humanitaire après ses études. Nous nous sommes retrouvées au Burkina pour monter un petit projet de sensibilisation à l'hygiène dans un dispensaire de brousse. Deux mois et demi ensemble à dormir dehors, sans eau ni électricité. C'est risqué de partir vivre à deux vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans ces conditions, mais ça a bien marché. C'est là-bas que nous sommes devenues de véritables amies.* »

Elle fait des stages dans les milieux des victimes de la prostitution, puis en psychiatrie avant de se spécialiser en santé communautaire. Mais le public avec qui elle accroche tout particulièrement, c'est celui des sans-abri. « *J'ai été stagiaire plusieurs années de suite dans un centre d'accueil, d'hygiène et de soins pour les personnes sans abri1 et à chaque fois, c'est comme si je me ressourçais. Quelques années plus tard, c'est en travaillant en Guyane française que j'ai commencé à ressentir le besoin de me poser. Juste avant, j'étais retournée bénévolement au Burkina pendant quatre mois. Alors je suis rentrée en Belgique avec l'envie d'analyser la situation des personnes sans domicile. Je sentais qu'avec eux, je pourrais m'investir chez moi.* »

A son retour, Emilie se lance donc dans une étude de terrain qui va durer un an et demi. Sara Janssens la rejoint rapidement. Avec leur sensibilité d'infirmières, elles remarquent combien la santé, chez les SDF, passe loin derrière les besoins de toute première importance : se loger, se nourrir, être en sécurité. « *L'état de santé reste secondaire pour les personnes qui vivent en rue. Ils vont rarement demander de l'aide pour cela. On s'est rendu compte qu'ils ne se déplaçaient pas toujours dans les centres disponibles. Pour différentes raisons. Il y a la honte, le mauvais accueil dans certaines institutions et puis le manque d'argent, les chiens en raison desquels les portes se ferment, la distance. Mais il y a aussi, dans de nombreux cas, un détachement par rapport au corps. La personne ne sent plus ni son odeur, ni la douleur.* ».

S'ils ne viennent pas dans les centres, pourquoi ne pas aller directement vers eux, sur leurs lieux de vie ? Il y avait bien eu un bus médical Médecins Sans Frontières² chargé, dans les années nonante, d'aller à la rencontre des personnes malades et en grande précarité dans les gares de Bruxelles. « *Mais ils ont été victimes de leur succès* », explique Emilie. « *Beaucoup de gens sont venus et ceux qui se déplaçaient difficilement ne représentaient plus finalement qu'une petite minorité du public. Alors MSF a abandonné le bus et poursuivi ses consultations dans un lieu fixe. Nous en avons discuté avec le médecin responsable de l'époque*3, *il nous a encouragées à créer autre chose. Le fait d'être infirmières était justement notre plus-value ; nous ne ferions de concurrence à personne et, une fois les premiers soins donnés et la confiance gagnée, la personne en rue accepterait de rejoindre un centre de santé pour se faire soigner. Nous pouvions servir d'intermédiaires.* »

La décision des jeunes filles est prise, elles descendront dans la rue. La création de l'asbl Infirmiers de rue a lieu en 2005. Les déplacements à pied pour aller à la rencontre de ceux et celles qui nécessite des soins s'accompagnera bientôt de repérages à vélo dans les quartiers. Autour de la démarche, une réflexion plus générale vise à sensibiliser leurs partenaires et leurs publics-cibles au respect de l'environnement. « *La santé est vue de manière globale*, explique Emilie, *qu'il s'agisse de laisser propre son lieu de vie, de prendre soin de soi ou d'utiliser et jeter moins de canettes au sol. Dans cette optique, notre équipe a réalisé un plan des fontaines d'eau potable de la ville, particulièrement utile en période de canicule.* »

A elles deux, Sara et Emilie forment un tandem étonnant : des infirmières routardes en vadrouille dans les rues de Bruxelles, leur sac de pommades, pansements et autres articles de premier soin sur le dos. Chaque mois, elles soignent en moyenne quatre-vingt personnes, dont une vingtaine de nouvelles connaissances et vivent des périodes de l'année plus remplies que d'autres : « *C'est en été que les plaies s'infectent le plus rapidement car il fait très chaud et les patients se déplacent plus difficilement. C'est finalement à cette saison-là que nous avons le plus de travail.* »

Les trois premières années, l'intervention des ministres en charge de l'Intégration sociale permet la rémunération des infirmières. Pour les frais de fonctionnement tels que les assurances, le loyer du bureau, le matériel, elles dépendent exclusivement de dons. La recherche de fonds et le travail de rue s'accompagnent tout au long de l'année de formations dispensées dans les écoles d'infirmierie pour améliorer l'accueil des SDF dans les hôpitaux. En formant les étudiants à l'hygiène et à la manière de l'aborder avec les sans-abri, c'est toute une vision qu'Emilie essaie de changer.

Le projet est encore jeune, il doit continuer à faire parler de lui, capitaliser les succès et puis s'étendre, évidemment. Car le duo ne manque pas d'ambition : *« Désormais, nous souhaitons renforcer notre équipe et l'étendre dans d'autres villes. Certaines sont intéressées et nous ont demandé de faire une étude de terrain. C'est le genre de projet pour lequel nous pourrions demander un soutien financier qui, couplé à un élargissement des subsides accordés par les autres départements ministériels, pourrait vraiment donner un envol important au projet. Les mutuelles aussi pourraient aider. Après tout, c'est de la prévention que nous faisons et, au final, c'est l'Etat qui est gagnant. »*

Comme Ignace Schops⁴, Emilie Meessen est lauréate Ashoka⁵. Elle a aussi reçu le Prix du Belge extraordinaire de l'année 2006, décerné par le magazine Reader's Digest et a été sélectionnée parmi les « Cent Belges de l'année » lors de la 57e édition de cet événement organisé en décembre 2006 par la rédaction de Het Laatste Nieuws. *« Ces récompenses nous ont encouragées. On traite souvent le sujet des personnes sans abri de manière très lourde. Le pire, c'est lorsque la presse a voulu prendre une photo de nous avec un SDF en nous demandant de ne pas sourire. J'ai refusé. On a envie de faire passer l'information et d'accord la problématique est difficile, mais il possible de l'aborder de manière plus positive. »*

Sur le terrain, elle ne pose pas de question, la personne soignée raconte ce qu'elle a envie de raconter. Si elle ne veut pas être approchée, elle ne l'approche pas. Et la réflexion englobe la façon de se présenter aux personnes en rue, vouvoiement et serrement de mains à la clé, pour

que chacun puisse se sentir rassuré et éventuellement se confier. Mais le plus important pour elle, nous dit Emilie, c'est le lien de collaboration qu'elle entretient avec les autres associations, les centres d'accueil, les assistants sociaux et les médecins. Complémentaires, ils s'appellent, s'échangent des infos et s'entraident. C'est ce réseau qui l'a encouragée à se lancer alors qu'elle n'avait aucune d'expérience de terrain.

Il est dix-sept heures. La journée s'achève. Pour Emilie et ses collègues, une journée comme les autres. Au total, la petite équipe aura fourni quelques soins dermatologiques, désinfecté les pieds blessés d'un SDF qui gardait ses chaussures après avoir beaucoup marché « *pour pas qu'on les lui vole* », accompagné un patient dans un centre d'accueil pour lui permettre de se laver et prendre une soupe, appliqué des pommades sur des plaies superficielles provoquées par des chutes. « *Par le toucher, nous aidons aussi la personne à réapprivoiser son corps* ». Un véritable travail de terrain et de proximité, exceptionnel dans sa dimension humaine et solidaire. Unique en Belgique. Peut-être bien même en Europe.

www.infirmiersderue.be

NOTES

-
 - 1 La Fontaine
-
 - 2 www.msf.be
-
 - 3 Le Dr Pierre Ryckmans était coordinateur médical chez Médecins Sans Frontières-Belgique au moment de la création de l'asbl. Il est actuellement membre du conseil d'administration de l'asbl Infirmiers de rue.
-
 - 4 Voir son portrait
-
 - 5 Dix associations sur trois cents ont été sélectionnées par Ashoka en octobre 2008.

GLOSSAIRE

A COMME...

AGRICULTURE BIOLOGIQUE : l'agriculture biologique est, au sens propre, un pléonasme (il n'existe pas d'agriculture non biologique). Le terme est apparu vers 1950, par opposition au système de production agricole qui s'est mis en place à partir du XIXe siècle, qualifié de chimique en raison de son usage de produits de synthèse (engrais d'abord, puis produits de protection des plantes contre les maladies et les ravageurs), ou de productiviste par sa logique, et considéré, parfois, comme dangereux et non durable. L'agriculture biologique a pour objectif la recherche d'une production agricole de qualité dans le respect des écosystèmes naturels. Elle s'interdit l'usage de produits chimiques. Réglementée au niveau international, elle est contrôlée à chaque étape de transformation du produit par des organismes indépendants, avant d'être étiquetée « bio » et « produit issu de l'agriculture biologique ». L'utilisation de ces mentions ne peut se faire que dans des conditions extrêmement précises régies par le cahier des charges européen, où se retrouvent les méthodes de production, les systèmes de contrôle et les normes d'étiquetage du bio. Pour accéder au Biottin, répertoire reprenant des initiatives dans l'agriculture biologique, consultez le site de Nature et Progrès (www.natpro.be).

be). Pour entrer en contact avec la filière des agriculteurs biologiques, contactez Bioforum (www.bioforum.be)

AGROCARBURANTS : Les agrocarburants sont des produits énergétiques d'origine végétale ou animale utilisés comme source d'énergie pour les moteurs des véhicules automobiles. On utilise parfois le terme de biocarburants. Le préfixe bio précise simplement que le carburant est d'origine biologique, produit au départ de matière vivante, animale ou végétale, par opposition au carburant d'origine fossile. Ce préfixe ne vise donc pas le mode de production de l'agriculture biologique. Leur culture, intensive, a d'ailleurs des impacts environnementaux et sociaux importants. Il existe deux grandes filières d'agrocarburants :

- production à partir d'huiles végétales (colza, tournesol, coco, palme...): il s'agit du biodiesel, qui peut être utilisé directement dans les moteurs diésel, mélangé ou pur.
 - production à partir de sucre (bettrave, froment, pomme de terre, matières cellulosiques...): il s'agit de l'éthanol, qui peut être utilisé dans les moteurs à essence, moyennant adaptation du moteur au delà d'une certaine quantité
- AUDIT ÉNERGÉTIQUE** : l'audit énergétique est l'analyse de la consommation énergétique d'un bâtiment, en ce compris le système de chauffage, l'isolation de la maison, l'utilisation de l'énergie solaire,... Il

permet de savoir où, comment et dans quelle proportion il est possible d'y réaliser des économies d'énergie. Plus d'infos sur les sites des Guichets de l'Energie (www.energie.wallonie.be) et de Bruxelles-Environnement (www.bruxellesenvironnement.be).

B COMME...

BASSE ÉNERGIE (BÂTIMENT) : un bâtiment basse énergie est un bâtiment qui consomme moins (aux alentours de 30%) qu'un bâtiment construit de façon classique. Le chauffage domestique est un des plus grands consommateurs d'énergie au sein d'un ménage. C'est essentiellement sa réduction qui est visée ici.

BIOMASSE : c'est l'ensemble des matières organiques d'origine végétale ou animale permettant la production d'énergie. En Belgique, la biomasse peut provenir de plantes et de cultures variées : bois, maïs, sorgho, colza, betterave, etc. Elle peut également résulter de déchets industriels, agricoles ou ménagers solides (paille, copeaux, bûches), liquides (eaux usées, déjections animales), ou gazeux (biogaz de décharge).

BILAN CARBONE : le bilan carbone est un outil de mesure des émissions de gaz à effet de serre d'une activité humaine. Il s'étudie à partir des consommations d'électricité et de combustibles, des tonnes de matières premières et de biens achetés, des kilomètres effectués par les salariés, par les achats et les livraisons, etc. Cette démarche s'accompagne d'un travail de sensibilisation à l'effet de serre et au changement climatique et amène, après collecte des données, à identifier les pistes d'amélioration avec les personnes concernées, à établir les simulations économiques, et à lancer des

actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

BIODIVERSITÉ : diversité des êtres vivants qui peuplent la planète. Signée lors de la Conférence de Rio en 1992, la Convention sur la Diversité biologique vise à protéger la faune et la flore sauvages ainsi que leurs habitats naturels, c'est-à-dire le monde vivant, à l'exclusion de l'homme.

BIOMIMÉTISME : le biomimétisme est la reproduction artificielle des propriétés essentielles d'un ou plusieurs systèmes biologiques en vue d'accroître la soutenabilité écologique de nos productions humaines. Ou, tel que l'a défini l'américaine Janine Benyus à l'origine du concept, c'est « l'art de s'inspirer de la nature pour innover vers plus de durabilité ». Une nature championne en durabilité après 3,8 milliards d'années de recherche et développement, et dont on peut s'inspirer pour résoudre les problèmes humains et pour se développer en visant le « zéro déchet ». Comme dans la nature, où chaque élément a son utilité. La nature utilise l'énergie solaire comme source d'énergie principale. Elle n'utilise que la quantité d'énergie dont elle a besoin. Elle adapte la forme à la fonction. Elle recycle tout. Elle parie sur la diversité. Elle travaille à partir des expertises locales. Elle limite les excès de l'intérieur. Elle utilise les contraintes comme source de créativité. Plus d'infos sur www.biomimicry.net et www.biomimicryeuropa.org

BIOCLIMATIQUE (BÂTIMENT) : habitat dans lequel le chauffage et la climatisation tirent le meilleur parti du rayonnement solaire et de la circulation naturelle de l'air, pour réduire au maximum les besoins de chauffer ou de climatiser.

C COMME...

CERTIFICAT VERT : ingénieux système destiné à stimuler la production d'électricité « verte ». Il est applicable en Belgique aux installations connectées au réseau. A Bruxelles, un producteur d'électricité verte (cogénération ou énergies renouvelables) reçoit un certificat vert chaque fois qu'il économise 217 kg de CO₂ lors de la production d'électricité. Le nombre de certificats verts auquel a droit un producteur d'électricité verte est calculé trimestriellement. En Wallonie, pour chaque MWh (= 1000 kWh) consommé ou renvoyé sur le réseau, le producteur d'électricité « verte » reçoit un certificat vert de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE). Une fois leurs certificats en poche, les producteurs peuvent les vendre sur un marché « virtuel » à tout acheteur intéressé. De leur côté, les fournisseurs d'électricité belges sont obligés de vendre à leurs clients un quota d'électricité « verte », fixé par le gouvernement. Pour ce faire, ils sont obligés d'acheter des « certificats verts » aux producteurs d'électricité « verte ».

CHAUDIÈRE À CONDENSATION : une chaudière à condensation est conçue pour récupérer toutes les calories qui partent habituellement dans les fumées. Elles passent dans un condenseur-échangeur qui sert à refroidir les gaz brûlés et à piéger ainsi les calories qui partent dans la cheminée. La température des fumées est dès lors plus basse qu'avec une chaudière classique. Ceci réduit la quantité de chaleur résiduelle évacuée par la cheminée. Elle permet de réaliser des économies d'énergie significatives (jusqu'à plus de 30%).

CHIMIE VERTE : la chimie verte a pour but de concevoir des produits et des procédés chimiques permettant de réduire ou

d'éliminer l'usage et la formation de substances dangereuses pour la santé et l'environnement. Sont pris désormais en compte les dangers physiques - substances explosives, comburantes, inflammables -, toxiques - produits corrosifs, irritants, allergènes, toxiques, nocifs, CMR - et globaux - pluies acides, destruction de la couche d'ozone, changement climatique. Entré en vigueur le 1er juin 2008, la réglementation européenne REACH (enRegistrement, Evaluation et Autorisation des substances CHimiques) qui impose aux fabricants de prouver l'innocuité de leurs produits sur la santé et l'environnement avant leur mise sur le marché, ce qui devrait avoir pour conséquence d'accélérer la recherche en chimie verte.

CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES : les circuits courts alimentaires favorisent la proximité géographique entre producteurs – notamment agricoles - et consommateurs. L'objectif est de raccourcir la chaîne d'intermédiaires, de diminuer les distances parcourues par les marchandises, de maintenir l'activité agricole locale, de promouvoir des produits de terroir.

CLIMATOSCEPTIQUE : le climatosceptique est la personne qui émet des doutes sur la cause humaine du réchauffement climatique.

CO₂ : voir « dioxyde de carbone ».

COEFFICIENT K : le coefficient K donne le niveau d'isolation thermique d'un bâtiment. Le pouvoir isolant des différentes parties de la maison s'exprime par la perte de chaleur. Plus le coefficient K est petit, mieux la maison est isolée et plus les pertes thermiques sont réduites. Actuellement, la norme pour les nouvelles constructions est de K45-K55. Les maisons existantes en Belgique

atteignent un niveau moyen estimé entre K80 et K100. Le standard « basse énergie » correspond à un K35. Le label « maison passive » peut être attribué en dessous du K15. Concrètement, cela signifie que l'économie d'énergie d'une construction standard par rapport à une construction passive avoisine les 90%.

COGÉNÉRATION : la cogénération est la production simultanée d'électricité et de chaleur, celle-ci servant alors dans des réseaux de chauffage. L'avantage de la cogénération est de récupérer un maximum de chaleur dégagée par la combustion, alors que dans le cas de la production électrique classique, seule une partie de cette chaleur peut être transformée en électricité, le reste étant perdu et renvoyé dans l'atmosphère.

COMPENSATION : les compensations sont les réductions des émissions causées par une activité non directement liée à la source des émissions. Par exemple, planter des millions d'arbres pour absorber le dioxyde de carbone crée une compensation pour celui qui plante les arbres. Les compensations du dioxyde de carbone peuvent se comparer à des crédits d'émissions et on peut les échanger sur le marché des émissions. L'efficacité écologique de tels systèmes n'est cependant pas optimale.

COMBUSTIBLE FOSSILE : les combustibles fossiles se sont formés il y a des millions d'années, à partir de végétation morte. Ce sont des ressources énergétiques non renouvelables. Ils sont principalement composés de carbone et d'hydrogène : on les appelle aussi hydrocarbures. On les trouve à l'état liquide (pétrole), solide (charbon, tourbe, houille) ou gazeux (gaz naturel). Depuis la révolution industrielle, on utilise les combustibles fossiles à un rythme effréné. Mais les

réserves de la planète sont limitées. Ainsi, en ce qui concerne le pétrole, nous approchons du Pic – moment où nous aurons consommé la moitié des réserves – ce qui va entraîner une hausse continue de son prix. Bon nombre de produits courants sont fabriqués à partir de pétrole utilisé comme matière première - pétrochimie - et comme source d'énergie - carburants et combustibles.

COLLECTEUR D'ASPHALTE : le collecteur d'asphalte capte la chaleur solaire. Quand il fait chaud, la chaleur de l'asphalte est stockée dans le sol et utilisée en hiver pour le chauffage des habitations grâce à une pompe à chaleur (voir définition).

COMMERCE ÉQUITABLE : la notion de commerce équitable (en anglais fair trade) est née au début des années 1960. La filière équitable garantit au producteur un tarif de vente minimal, au prix d'un surcoût volontairement accepté par le consommateur. Son slogan est : « Fair trade, not aid » (un commerce juste, pas de l'assistanat). Le commerce équitable concerne essentiellement les rapports commerciaux Nord-Sud. À l'heure actuelle, ce sont les produits agricoles et alimentaires transformés (chocolat, café, thé...) qui représentent la grande majorité des ventes.

CONTRAT DE RIVIÈRE : un Contrat de rivière est un programme d'actions pour la restauration, la protection et la valorisation des ressources en eau.

CRÉDIT CARBONE : le crédit carbone est une unité qui représente une réduction d'une tonne de gaz à effet de serre (GES). Le protocole de Kyoto a défini des obligations de réduction de gaz à effet de serre pour les Etats signataires. Ces obligations ont été transférées à un certain nombre d'émetteurs importants (centrales

électriques, raffineries, cimenteries, etc.). Si certains industriels dépassent les quotas fixés, ils doivent acheter des crédits carbone soit à un autre émetteur qui, lui, aura émis moins de GES que ce à quoi il avait droit, soit à un porteur de projet de réduction des émissions de GES.

D COMME...

DÉCHET : un déchet est toute matière ou objet dont le détenteur se défaît ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. Ce n'est donc ni la composition, ni l'état de conservation d'un produit qui en font un déchet. Ce qui était considéré comme déchet il y a quelques années peut devenir matière première selon l'évolution du contexte économique donnant une valeur marchande à certains déchets. Les déchets ménagers ou industriels peuvent être valorisés lorsqu'ils sont transformés en énergie ou en matériaux réutilisables (recyclage, compostage, incinération avec récupération d'énergie).

DÉFORESTATION : destruction de la forêt sur une grande superficie. La déforestation touche principalement les forêts tropicales, en particulier en Amazonie, en Afrique équatoriale et en Asie du Sud-Est, avec des conséquences irréversibles en termes de perte de fertilité des terres et de perte de biodiversité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE : en 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement définit, dans le Rapport Brundtland, le développement durable de la façon suivante : « Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Cette définition a radicalement bouleversé l'approche traditionnelle du développement économique et social

des pays. En effet, il ne suffit plus de soutenir la croissance économique pour favoriser le développement d'un pays ; il faut désormais le faire dans le respect de l'environnement, et pour le bien de l'homme en solidarité avec ceux des générations futures. Il ne s'agit donc pas d'une approche écologique classique dans laquelle la Nature doit être préservée pour elle-même, mais d'une vision selon laquelle l'homme est un élément de la Terre et doit agir en sa faveur pour se préserver lui-même. La science, les innovations et techniques doivent donc servir trois domaines : l'environnement, l'économie et le social. Ainsi, le Rapport Brundtland continue en précisant : « Deux concepts sont inhérents à cette notion (de développement durable) : le concept de « besoins », et plus particulièrement de besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des « limitations » que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » En d'autres termes, l'homme doit limiter l'usage des ressources naturelles dans le temps et dans l'espace, et se servir des sciences et techniques dans un but de préservation de la nature et de l'homme lui-même. Ce concept fait consensus aujourd'hui au niveau mondial. Il est donc sujet à de multiples interprétations. On peut en distinguer une version faible (où l'on considère que les ressources naturelles pourront toujours être remplacées par des productions artificielles, humaines) et une version forte (où l'on considère que l'on ne peut pas remplacer les ressources naturelles et qu'il faut donc transmettre aux générations futures un stock constant de ces ressources).

DIOXYDE DE CARBONE (CO₂) : gaz incolore et non toxique, reconnu comme un des principaux gaz à effet de serre et par conséquent un facteur important dans le réchauffement climatique. Le dioxyde de carbone d'origine anthropique (humaine) est surtout produit par la combustion de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz naturel. Le CO₂ provient également d'éruptions volcaniques, de la respiration des plantes, des animaux, des incendies de forêts, de la combustion de toutes les matières organiques (composées de carbone). A ne pas confondre avec le monoxyde de carbone CO, très toxique pour les êtres vivants !

E COMME...

ECO-CONSTRUCTION : l'éco-construction consiste à construire un bâtiment en le dotant de technologies lui permettant de respecter au mieux l'environnement dans sa construction, cherchant à s'intégrer le plus respectueusement possible dans un milieu en utilisant des ressources naturelles et locales. L'habitation construite écologiquement utilise des matériaux de construction et d'isolation naturels tels que la pierre, la brique de terre, le chanvre, la paille, le bois, la plume d'oie, la laine de mouton,... ainsi que des énergies renouvelables et naturelles.

ECO-DESIGN : Le design d'un produit s'accompagne d'une volonté de réduire son impact sur l'environnement : réflexion sur les cycles de vie des produits, sur le choix du matériau ; prise en compte des coûts énergétiques de la fabrication ; réflexion sur les conséquences écologiques de l'utilisation de ce produit, etc.

ECODUC : les écoducs sont des passages construits dans un milieu aménagé,

pour permettre aux espèces animales et végétales de traverser des obstacles construits par l'homme ou résultant de ses activités. Ces obstacles sont le plus souvent des routes, ou d'autres éléments fragmentant le paysage.

ECOLOGIE SCIENTIFIQUE : l'écologie est la science qui étudie les êtres vivants dans leur milieu et les interactions entre eux. Du grec oikos, demeure, et logos, science. Ce terme fut inventé en 1866, par Ernst Haeckel, disciple allemand de Darwin.

ECOLOGIE POLITIQUE : l'écologie politique est née dans la deuxième moitié du 20e siècle. C'est une jeune galaxie. A l'échelle de l'histoire, ses valeurs, ses projets se sont construits très rapidement. Poussée par le sentiment de l'urgence, elle a émergé de la réflexion de quelques penseurs mais elle a surtout progressivement mûri dans l'action de tous ceux qui se sont engagés avec elle :

- Respecter la nature, être solidaires de tous : l'écologie politique recherche un meilleur équilibre entre l'homme et la nature. Nous n'avons évidemment qu'une seule planète. Ses ressources sont limitées et ses écosystèmes fragiles. Quand les pollutions augmentent, quand le climat se dérègle, ce sont les êtres humains qui souffrent, en commençant par les moins favorisés. A l'inverse, en parvenant à un développement qui respecte l'environnement, nous améliorons notre qualité de vie aujourd'hui et nous garantissons un avenir à nos enfants et à nos petits-enfants. Pour être réellement solidaires avec tous les hommes, quelle que soit leur origine, nous devons veiller à maintenir la planète dans le meilleur état possible. L'écologie politique propose de décider démocratiquement du monde que nous voulons transmettre.

- Réconcilier la science et le progrès : l'écologie politique nous aide à comprendre la complexité et la fragilité du monde. Elle défend un usage responsable des sciences et des technologies, respectant les limites et les équilibres. Aux évolutions imposées par les intérêts particuliers, elle veut substituer le progrès choisi collectivement. La science peut nous aider à trouver de nouvelles manières de produire qui protègent la nature et les hommes. Elle doit nous permettre de combattre de plus en plus efficacement les maladies et les destructions du milieu. Les écologistes veulent mobiliser toutes les intelligences et toutes les volontés pour sauver l'avenir. Il ne tient qu'aux hommes d'être responsables et solidaires pour éviter une détérioration insupportable de la qualité de vie sur terre.
 - Permettre à chacun de choisir sa vie : l'écologie politique veut permettre à chacun de choisir sa vie. Aussi les écologistes combattent-ils toutes les tyrannies : les religions, lorsqu'elles veulent généraliser leurs normes de comportement et de pensée, les partis qui confisquent l'Etat et la démocratie, les dictatures du marché qui essayent d'imposer des manières de consommer et de produire qui sacrifient l'intérêt général à celui de quelques privilégiés. Les écologistes n'aiment pas que l'on fasse du pouvoir et de l'argent la mesure de toute chose. Les normes sociales ne sont pas figées une fois pour toutes. Les hommes les construisent ensemble, démocratiquement.
 - Une autre méthode de pensée et d'action : l'écologie politique propose de penser et d'agir en tenant constamment compte du triangle que forment l'individu, l'environnement et la société. Les écologistes savent qu'entre la manière dont fonctionnent les sociétés et leurs environnements, il y a toujours des liens et qu'il faut en tenir compte si l'on veut respecter les êtres humains. La participation des citoyens aux choix collectifs permet de mieux les comprendre.
 - De l'écologie scientifique à l'écologie politique : l'écologie scientifique étudie les relations entre les êtres vivants et leurs milieux. Elle nous aide à comprendre les conséquences pour la terre et ses habitants de l'exploitation illimitée des ressources naturelles non renouvelables. Sur cette base, l'écologie politique actualise les valeurs démocratiques de liberté, d'égalité et de fraternité. La liberté n'est possible que si chacun dispose de conditions sociales et environnementales lui permettant de choisir sa vie. L'égalité implique aujourd'hui que chacun ait accès aux ressources naturelles et à une vie autonome de qualité. Enfin, la fraternité, c'est aujourd'hui décider démocratiquement que nous sommes solidaires avec l'ensemble des habitants de la planète et des générations futures. Au 19^e siècle, le libéralisme a permis l'émergence de la démocratie. Au 20^e, le socialisme l'a aidée à intégrer la dimension sociale. Depuis la fin du second millénaire, l'écologie politique poursuit ces mouvements d'émancipation en inscrivant l'environnement et les générations futures au cœur du projet démocratique.
- ECOSYSTÈME** : en écologie, un écosystème désigne l'ensemble formé par une association ou communauté d'êtres vivants (ou biocénose) et son milieu (biotope). Les éléments constituant un écosystème développent un réseau d'interdépendances permettant le maintien et le développement de la vie.

ECOTOURISME : l'écotourisme est soucieux de la protection de la nature et des retombées directes pour les populations locales. L'écotourisme est une forme de tourisme durable, c'est-à-dire qu'il tend à minimiser l'impact sur l'environnement naturel pour sa préservation à long terme. Il implique également une participation active des populations locales et des touristes à des actions de sauvegarde et une éducation à la sauvegarde de la biodiversité (reforestation, protection de la faune et de la flore, réintroduction d'espèces menacées...).

EAU POTABLE : l'eau potable est une eau qui peut être bue par les êtres humains toute leur vie sans risque pour leur santé. Les normes diffèrent selon les époques et les pays. En raison des changements climatiques (sécheresses mais aussi inondations), l'accès à l'eau potable sera de plus en plus difficile et entraînera plus que probablement une croissance des conflits entre groupes sociaux et entre acteurs économiques. Nous consommons de l'eau principalement pour les WC, l'hygiène, le lavage du linge, le nettoyage et une petite partie seulement pour l'alimentation (5 litres par jour). Actuellement, une grande partie de l'eau potable est utilisée à des usages non alimentaires (WC, etc.). Des moyens simples et efficaces peuvent être installés pour économiser l'eau potable et réduire la production d'eaux usées, notamment en récoltant l'eau de pluie.

EFFET DE SERRE : l'effet de serre doit son nom à l'analogie avec une serre destinée à abriter des plantes et dont les parois vitrées absorbent le rayonnement infrarouge. De la même façon, les gaz à effet de serre augmentent la température de l'atmosphère. Voir Gaz à effet de serre.

EMAS : l'EMAS, Environmental Management and Audit Scheme, est accordé en Europe aux entreprises qui se dotent d'un système de management de l'environnement (SME) certifié. Les entreprises concernées doivent également publier leurs politiques environnementales, leurs indicateurs et leurs performances.

EMMAÜS : l'objectif des communautés Emmaüs est de localement mettre en place des activités économiques avec les plus exclus. Présent sur quatre continents, le mouvement né en 1949 grâce à l'Abbé Pierre s'appuie aujourd'hui sur 306 associations dans 36 pays. Le compagnon Emmaüs est logé, nourri, soigné quel que soit son parcours de vie. Il reste au sein de la communauté le temps qu'il souhaite et s'engage à y travailler selon ses capacités et ses possibilités. De la cuisine à la vente au magasin, du tri des boutons à la conduite des camions, de la rénovation des meubles au secrétariat, la palette d'activités est large. C'est d'abord par cet emploi que le compagnon retrouve la confiance qui lui permettra de se remettre, à terme, sur le marché du travail « officiel ». Emmaüs ne perçoit aucune subvention ; l'activité de récupération permet de faire vivre ces hommes, ces femmes et ces enfants (www.emmaus-international.org/).

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE : l'empreinte écologique est une estimation de la surface nécessaire à un individu, un groupe d'individus, une région, un pays pour produire ce qu'il(s) consomme(nt) et absorber ce qu'il(s) rejette(nt). Elle s'exprime en unité de surface : l'hectare, la planète. Chaque habitant de la planète Terre dispose de 1,8 hectare pour sa consommation personnelle. Or en

moyenne, nous consommons chacun 2,2 hectares. En réalité, cette moyenne reflète mal de grosses disparités : un Américain consomme 9.5 ha, un Belge 4.9 ha, tandis qu'un Indien consomme 0.8 ha seulement. En fait, si tout le monde consommait comme les Belges, il faudrait presque trois planètes pour satisfaire tous les besoins. La moitié environ de notre empreinte écologique est constituée de notre production de GES.

ENCOMBRANT : les encombrants sont les objets qui ne sont pas collectés par les circuits spécifiques de collectes d'ordures ménagères tels que meubles, matelas, sommiers, ferrailles, appareils électroménagers et informatiques ainsi que tous les petits objets en fin de vie émanant de la production normale d'un ménage. Sont donc exclus : les déchets de construction et de rénovation, les déchets verts ainsi que les déchets dangereux qui sont à déposer en déchetterie.

ENERGIE RENOUVELABLE : énergie faisant appel à des sources inépuisables à l'échelle humaine (solaire, éolienne, marémotrice, hydraulique, géothermique,...).

ENERGIE SOLAIRE : l'énergie solaire est dispensée par le soleil via son rayonnement, directement ou de manière diffuse à travers l'atmosphère. Sur Terre, l'énergie solaire est à l'origine du cycle de l'eau et du vent. Le règne végétal, dont dépend le règne animal, l'utilise également en la transformant en énergie chimique via la photosynthèse. A l'exception de l'énergie nucléaire, de la géothermie et de l'énergie marémotrice, l'énergie solaire est à l'origine de toutes les énergies sur Terre. Grâce à divers procédés, elle peut être transformée en une autre forme d'énergie utile pour l'activité humaine, notamment en chaleur, en électricité ou en biomasse.

Voir aussi énergie renouvelable.

EOLIENNE : l'éolienne exploite la force du vent pour produire de l'énergie mécanique ou de l'électricité. L'énergie éolienne est l'une des plus anciennes sources d'énergie connue. Les voiliers, les moulins à vents sont utilisés depuis l'antiquité. Dans les deux cas l'énergie est directement convertie en énergie cinétique — force et mouvement — pour pomper de l'eau, par exemple. Aujourd'hui, l'énergie éolienne est aussi convertie en électricité par un générateur. Plus d'infos auprès de l'Association de promotion des énergies renouvelables Apere (www.apere.org) et de la Fédération de l'électricité d'origine renouvelable et alternative Edora (www.edora.be).

EPARGNE/FINANCE ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE : approche de la finance qui entend traiter l'argent et ses multiples facettes (épargne, investissement, crédit, gestion d'un compte) non plus sous un angle de stricte rentabilité économique mais en y adjoignant des considérations d'éthique et de solidarité.

G COMME...

GAZ À EFFET DE SERRE : les gaz à effet de serre (GES) sont des composants gazeux de l'atmosphère qui contribuent à l'effet de serre. Les principaux gaz à effet de serre sont la vapeur d'eau, le dioxyde de carbone (CO₂) et le méthane (CH₄). La plupart des gaz à effet de serre sont d'origine naturelle. Mais certains d'entre eux sont créés par l'homme, ou bien voient leur concentration dans l'atmosphère augmenter en raison de l'activité humaine. C'est le cas en particulier de l'ozone (O₃), du CO₂ et du méthane.

L'ozone est fourni en grande quantité par l'activité industrielle humaine. La

combustion des carbones fossiles comme le charbon, le lignite, le pétrole ou le gaz naturel (méthane) rejette du CO₂ en grande quantité dans l'atmosphère. Ces gaz à effet de serre fonctionnent comme une couverture qui maintient une température chaude à la surface de notre Terre et l'empêche ainsi de se refroidir.

H COMME...

HUMANITAIRE : qui contribue au bien-être et à l'amélioration des conditions de vie des hommes et des femmes. L'aide humanitaire vise les plus défavorisés au nom de la solidarité.

HYBRIDE (VOITURE) : une voiture hybride fait appel à plusieurs types d'énergie pour se mouvoir, disposant généralement de deux types de motorisation : moteur thermique et moteur électrique. Selon les modèles, le principe général de fonctionnement consiste à faire fonctionner soit le moteur électrique, soit le moteur thermique, soit les deux en même temps. Au démarrage, c'est le moteur électrique qui assure la mise en mouvement de la voiture, jusqu'à des vitesses plus élevées (25 ou 30 km/h) ; lorsque des vitesses plus élevées sont atteintes, le moteur thermique prend le relais ; en cas de grande accélération, les deux moteurs se mettent en marche à la fois. Ce type de motorisation diminue de 10 à 50% la consommation des véhicules suivant l'utilisation et permet donc de limiter les émissions polluantes. Cela reste cependant de la mobilité automobile, c.-à-d. la plus polluante qui soit.

I COMME...

ISO 14001 : la série des normes ISO 14000 reprend les normes relatives au contexte environnemental. La norme ISO 14001 est la plus utilisée ; elle

concerne le système de management environnemental d'un organisme. ISO est l'Organisation internationale de standardisation (International Organization for Standardization).

K COMME...

KYOTO (PROTOCOLE) : le protocole de Kyoto a pour objectif de freiner le réchauffement climatique. Il est entré en vigueur le 16 février 2005, après la signature de la Russie. Il fixe un objectif de réduction de 5,2% des émissions de gaz à effet de serre des pays signataires d'ici 2012 par rapport à celles de 1990. Ces objectifs de réduction varient selon les pays. L'engagement de la Belgique pour la période 2008-2012 porte sur une réduction de 7,5% de son niveau des émissions de gaz à effet de serre (par rapport au niveau des émissions en 1990). D'autre part, les Etats adhèrent à un marché de "droits à polluer" dans lequel les Etats peuvent échanger des quotas ou permis de pollution en fonction de leur quantité de CO₂ utilisée : ainsi, un pays qui aura réussi à réduire ses émissions de gaz, possèdera des quotas en réserve qu'il pourra revendre à un autre pays ayant besoin de permis de pollution supplémentaire pour son développement industriel. Ce mécanisme de marché permettrait de maîtriser le niveau mondial d'émission de gaz carboniques et, à long terme, de stabiliser le climat.

M COMME...

MICROFINANCE : la microfinance donne la possibilité à des personnes exclues par le secteur bancaire d'avoir accès à des services financiers comme le crédit, l'épargne, l'assurance ou les transferts de fonds. Elle est caractérisée par le faible montant des opérations, la

proximité spatiale entre l'organisation et sa population cible, et la pauvreté supposée des client(e)s. En 2006, 80% de la population mondiale n'avait pas accès au crédit.

MODE ÉTHIQUE : la mode dite « éthique » est inspirée du modèle du commerce équitable et des principes de l'éthique, avec deux types de préoccupations : sociales et environnementales. Dans le domaine environnemental, les créateurs de mode éthique utilisent des matières dites « écologiques », biologiques ou recyclées, et des processus de fabrication moins consommateurs d'eau, d'énergie et de transports. Les aspects sociaux englobent le respect des principes du commerce équitable dont un salaire décent, le respect des droits des travailleurs, l'interdiction du travail des enfants, le respect des conventions internationales de l'OIT (Organisation internationale du travail) et l'application d'une charte minimum de droit social.

MOTEUR ÉLECTRIQUE : dispositif qui transforme l'énergie électrique en énergie mécanique.

O COMME...

OGM : les OGM ou organismes génétiquement modifiés, sont des organismes – plantes (appelées aussi plantes transgéniques) ou animaux – dont l'homme a modifié l'ADN. Les conséquences à long terme des OGM dans l'agriculture ne sont pas encore suffisamment connues, ce qui explique pourquoi des scientifiques et les écologistes s'inquiètent de leur utilisation à des fins alimentaires.

P COMME...

PANNEAU SOLAIRE : un panneau solaire (ou capteur solaire) est un dispositif destiné à récupérer une partie du rayonnement solaire pour le convertir en énergie

utilisable par l'homme. On distingue les panneaux solaires thermiques, qui convertissent la lumière en chaleur, des panneaux solaires photovoltaïques, qui convertissent la lumière en électricité.

PAPIER RECYCLÉ ET PAPIER ÉCOLOGIQUE : le papier recyclé est fabriqué à partir de papiers et cartons récupérés et comprend au moins 50% de matières de récupération. Ce procédé évite la fabrication du papier à partir de bois. Le papier écologique n'est pas du papier recyclé. C'est un papier classique mais blanchi sans chlore.

PASSIF (BÂTIMENT) : la notion d'habitat passif a été créée en 1990 par l'ingénieur Wolfgang Feist pour qualifier un bâtiment dont la consommation énergétique au m² est très basse, voire nulle. Concrètement, cela signifie notamment une meilleure isolation du bâtiment, son étanchéité à l'air, la récupération de chaleur, l'usage d'énergies géothermiques ou solaires et d'équipements à meilleur rendement. On peut encore aller au-delà et construire des maisons à énergie positive, qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment. Plus d'infos sur le site de l'asbl Plateforme Maison Passive (www.maisonpassive.be).

PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS (PEB) : la performance énergétique du bâtiment est une notion développée dans une directive de l'Union européenne (directive n° 2002/91/CE du 16/12/2002) qui vise à obtenir des bâtiments moins énergivores et à diminuer les émissions de CO₂. Tous les Etats membres – et en Belgique les Régions – doivent la traduire dans le droit national ou régional. Jusqu'à présent, la seule réglementation dans le domaine de la consommation énergétique des bâtiments déterminait uniquement un niveau d'isolation

thermique à respecter (« K45-K55 »). La directive sur la PEB va plus loin en imposant des exigences relatives à l'isolation thermique, la ventilation, l'éclairage, les installations techniques pour le chauffage et la climatisation.

PESTICIDE : un pesticide est un produit chimique destiné à la protection des cultures et des récoltes contre les parasites, mauvaises herbes (herbicide) et insectes (insecticide). La plupart des pesticides peuvent avoir des effets nocifs sur l'environnement et l'être humain. C'est pourquoi de nombreux pays ont légiféré afin de contrôler l'utilisation et la vente de ces produits, dont la dangerosité est encore largement sous-évaluée.

PHOTOVOLTAÏQUE : le photovoltaïque est un procédé qui permet de convertir l'énergie solaire en électricité via des cellules à base de silicium, par exemple. Voir Panneau solaire.

PILE À COMBUSTIBLE (OU PILE À HYDROGÈNE) : cette pile transforme de l'énergie chimique en énergie électrique. Elle produit directement de l'électricité à partir d'hydrogène et d'oxygène.

POMPE À CHALEUR : une pompe à chaleur permet de transférer la chaleur du milieu le plus froid (et donc de le refroidir encore) vers le milieu le plus chaud (et donc de le chauffer), alors que spontanément la chaleur se diffuse du plus chaud vers le plus froid jusqu'à l'égalité des températures. Le réfrigérateur est le système de pompe à chaleur le plus connu. Le climatiseur en est un autre. Les deux servent à produire du « froid » : la chaleur qu'ils génèrent est perdue. Mais le terme de « pompe à chaleur » s'est surtout diffusé pour désigner la pompe à chaleur géothermique, système de chauffage domestique, où la chaleur

du sol (via un tuyau en serpentin enterré à 60 cm au moins sous la surface, puis un échangeur de chaleur) est transférée à un bâtiment.

PUITS CANADIEN : Le puits canadien est un système de chauffage géothermique où l'air introduit dans la maison a d'abord circulé dans un conduit enfoui à environ 2m sous le sol. A cette profondeur, la température varie peu, entre 10 et 16°C selon la période de l'année. L'air aspiré est alors plus chaud en hiver ou plus frais en été d'une dizaine de degré. Cette technique permet de réduire sensiblement la facture de chauffage.

R COMME...

REACH : La réglementation européenne REACH (enRegistrement, Evaluation et Autorisation des substances CHimiques) impose aux fabricants de prouver l'innocuité de leurs produits sur la santé et l'environnement avant leur mise sur le marché, devrait avoir pour conséquence d'accélérer la recherche en chimie verte.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : phénomène d'augmentation de la température moyenne des océans et de l'atmosphère, à l'échelle mondiale et sur plusieurs années. La plupart des scientifiques attribuent à ce réchauffement global une origine en grande partie humaine. La communauté scientifique prévoit une augmentation de la température mondiale de 2 à 6 degrés dans les prochaines décennies.

Les conséquences du réchauffement climatique sont :

- La fonte des glaces et par conséquent l'élévation du niveau de la mer, qui constitue notamment une menace pour

les populations des Etats insulaires et des zones littorales.

- La répétition des catastrophes naturelles telles que les inondations, les sécheresses et incendies, les tempêtes et cyclones... Dans ces cas, on a constaté que les populations étaient d'autant plus frappées par les catastrophes naturelles qu'elles étaient dépourvues de moyens technologiques adaptés.

- Les changements de climats réguliers et les phénomènes extrêmes contribuent à bouleverser les écosystèmes, à nuire à la biodiversité et à faire disparaître des espèces vivantes. Et qui sait ?, la nôtre.

Quelques Sommets et initiatives prises à l'échelon planétaire pour enrayer le phénomène du réchauffement :

- Conférence mondiale sur le climat, Genève, 1979.

- Sommet de la Terre, Rio de Janeiro, 1992 : lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a été signée, et est entrée en vigueur le 21 mars 1994. Les parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques se sont fixé comme objectif de stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à « un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du climat ». Les pays développés ont comme objectif de ramener leurs émissions de gaz à effet de serre en 2010 au niveau de 1990. Cet objectif n'est pas légalement contraignant.

- Négociations de Kyoto : en 1997, les parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques des Nations unies (CCNUCC) ont adopté le protocole de Kyoto, dont la nouveauté consiste à établir des engagements de réduction

contraignants pour les pays dits de l'annexe B (pays industrialisés et en transition) et à mettre en place des mécanismes dit « de flexibilité » (marché de permis, mise en œuvre conjointe et mécanisme de développement propre) pour remplir cet engagement. Le Protocole de Kyoto est entré en vigueur le 16 février 2005.

- Conférence internationale sur le climat à Bali (décembre 2007) : après le protocole de Kyoto, la conférence de Bali de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a eu pour objectif de poursuivre les négociations officielles sur la réduction des gaz à effet de serre pour l'après 2012, c'est-à-dire pour la deuxième phase du protocole de Kyoto (2013-2017).

RECYCLAGE : le recyclage est un procédé de traitement des déchets qui proviennent des industries et des ménages. Il permet de réintroduire dans le cycle de production d'un produit, des matériaux qui le composent. L'un des exemples qui illustre ce procédé est celui de la fabrication de bouteilles neuves avec le verre de bouteilles usagées. Le recyclage a deux conséquences écologiques majeures : la réduction du volume de déchets et la préservation des ressources naturelles. Depuis 1970, le ruban de Möbius est le logo universel des matériaux recyclables.

RESPONSABILITÉ SOCIALE : la responsabilité sociale des entreprises (RSE) recouvre toutes les initiatives qu'elles peuvent prendre pour tenir compte des impacts sociaux et environnementaux de leurs activités. Il s'agit de l'intégration volontaire par les entreprises de leur rôle social, environnemental, et économique. Ce concept est directement lié à la notion de développement durable, dont il est

une déclinaison – parfois « light » - pour les entreprises.

RESSOURCERIE : le principe de la Ressourcerie est de ne pas voir les « encombrants » comme des déchets mais bien comme des ressources. Cette activité économique est créatrice d'emplois et porteuse de valeur ajoutée, sa priorité est la valorisation maximale de produits en fin de vie, notamment via la réutilisation. Elle le fait de façon intégrée – de la collecte à la vente de seconde main - par la mise en commun des compétences professionnelles de différents acteurs locaux (notamment de l'économie sociale et du monde culturel). Travail du bois, travail du fer, réparation de matériel électrique et électronique, relookage et design,... la liste n'est pas exhaustive. Plus d'informations via la Fédération des entreprises d'économie sociale actives dans le domaine de l'environnement : Ressources : www.res-sources.be

REVALORISABLE : qui peut être revalorisé. La distinction entre matières valorisables et déchets est largement artificielle parce que cette distinction dépend des conditions techniques et économiques du moment.

S COMME...

SANTÉ COMMUNAUTAIRE : la santé communautaire accorde aux membres de la communauté (individus et familles) la gestion de leur santé individuelle et collective. Chaque personne s'engage dans un processus participatif relevant de la promotion de la santé. Par contre, la santé publique laisse la décision aux seuls professionnels de la santé (ou aux responsables politiques).

SLOW FOOD : mouvement fondé en Italie en 1986 à Bra, au sud de Turin, qui s'oppose à la culture du fast food et à

la standardisation des goûts. Reconnu par la FAO, l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Slow Food (www.slowfood.com) promeut le « bon, propre et juste », c.-à-d. œuvre à la sauvegarde et à la promotion de la biodiversité, des traditions et des savoir-faire dans le domaine de l'alimentation. Il prône une consommation locale, une philosophie du plaisir et de la convivialité, et soutient les producteurs-artisans qui font des produits de qualité. Son logo est un escargot stylisé faisant allusion à la lenteur avec laquelle cet animal fait son chemin à travers la vie. Slow Food est aujourd'hui présent dans une centaine de pays, et compte plus de 90.000 adhérents réunis autour de «Conviviums» locaux. La Belgique compte actuellement une bonne dizaine de Conviviums, dont « Karikol » (www.karikol.be). Voir www.slowfood.com

T COMME...

TIERS-INVESTISSEUR : le principe du tiers-investisseur est simple : un partenaire financier prête l'argent nécessaire à l'équipement d'un bâtiment pour le rendre plus écologique et est progressivement remboursé avec les économies d'énergie réalisées. Pratiquement, plusieurs types de partenaires existent. Certaines banques se spécialisent dans ce type de besoins ; des sociétés privées offrent également ce service, ainsi que certains pouvoirs publics (voir par exemple Eco21, la centrale à négawatts lancée par le Canton de Genève - www.eco21.ch). Une fois que le tiers-investisseur est remboursé, l'opération est terminée. Reste que la facture d'énergie a diminué.

TONNE D'ÉQUIVALENT PÉTROLE : la tonne d'équivalent pétrole (TEP) est une unité de mesure de l'énergie d'un point de vue économique et industriel. Elle

sert aux économistes de l'énergie pour comparer entre elles des formes d'énergie différentes. Les équivalences sont calculées en fonction du contenu énergétique ; ce sont des moyennes choisies par convention.

Z COMME...

ZÉRO DÉCHET : Le « Zéro déchet » repose sur un principe directeur : tendre vers l'élimination des déchets à la source et à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement. Si l'on se place dans une logique de préservation de l'environnement, l'objectif est de limiter au maximum l'exploitation des ressources non renouvelables ainsi que les rejets liés aux activités humaines (émissions dans le sol, l'air, l'eau).

LES AUTRES PUBLICATIONS D'ÉTOPIA

